DECEMBRE 2019 1812 4€

Le MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Membre de l'internationale des fédérations anarchistes

https://www.monde-libertaire.fr

ATHÉES VOUS DE VIVRE SANS DIEU

Le MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE — DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

BULLETIN D'ABONNEMENT

ADRESSE DE LIVRAISON

Nom :	Code postal :
Prénom :	Ville :
Adresse :_ _	Pays :
_ _	Courriel : @

OFFRE D'ESSAI TROIS MOIS PAPIER + NUMÉRIQUE 6€ ☐

JE CHOISI MON ABONNEMENT

Tarif réduit, chômeurs-ses , étudiants-es France métropolitaine et DROM-COM. Gratuit pour les détenus-es

	Abonnement standard	Abonnement + soutien	Abonnement tarif réduit
UN AN, NUMÉRIQUE UNIQUEMENT	onze numéros 22€ ☐	onze numéros 42€ ☐	
UN AN, PAPIER + NUMÉRIQUE	onze numéros 44€ ☐	onze numéros 85€ ☐	onze numéros 22€ ☐
ABONNEMENT À DURÉE LIBRE, PAPIER + NUMÉRIQUE	Prélèvement automatique par trimestre 11€ ☐	Prélèvement automatique par trimestre 21€ ☐	Prélèvement automatique par trimestre 5,50€ ☐

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel: administration-ml@federation-anarchiste.org. ORGANISME CRÉANCIER -PUBLICATIONS LIBERTAIRES- 145 RUE AMELOT 75011 PARIS N°NATIONAL ÉMETTEUR: 58 50 98

Votre compte à débiter	Votre établissement bancaire	Date et signature obligatoires
Titulaire :	Nom :	
Adresse :_ _	Adresse :_ _	
IBAN :		Merci de joindre un RIB

ÉTRANGER

SUISSE & UNION EUROPÉENNE	Abonnement standard onze n° papier + numérique 96€ ☐	Abonnement + soutien onze n° papier + numérique 134€ ☐
RESTE DU MONDE	Abonnement standard onze n° papier + numérique 110€ ☐	Abonnement + soutien onze n° papier + numérique 146€ ☐

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à:
Les Publications Libertaires
145 rue Amelot 75011 Paris

Mon règlement:

- ☐ Par chèque bancaire, libellé à l'ordre de «LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES»
- ☐ Par virement bancaire: IBAN FR76 4255 9100 0008 0015 1423 617 BIC CCOPFRPPXXX
- ☐ Par prélèvement pour les abonnements à durée libre en remplissant le coupon d'autorisation.

TABLE DES MATIÈRES

4 Main dans la main, ils tuent : les dieux et l'État.
4 Enfin, premier !
5 La trêve hivernale arrive : ouf !
5 La justice nous ignore, on ignore la justice
6 Echos du 11 novembre
8 Appel à solidarité internationale
8 Communiqué du secrétariat de Radio Libertaire
9 Adrienne Thomas
10 Algérie : « Bouteflika est mort, il a laissé cinq enfants »
11 C'était déjà pas clair, et ça va s'obscurcir
12 Soudan, une révolution ?
14 Interview d'un camarade vénézuélien (NDLR)
16 Le Chili s'est réveillé
17 « Ils continuent à nous disparaître »
20 Grèce : une chape de plomb s'abat sur le mouvement social !
21 Le monde comme il va: Petit tour religieux.
22 Les végans ont-ils conscience de participer à la destruction de la biodiversité ?
24 Pour une sociologie politique du capitalisme : destruction de l'échange, ensecrètement et déni, ou comment un système aussi immoral réussit à perdurer (3e partie)
26 Les évangélistes français à la conquête du peuple
27 Notre père qui êtes odieux
27 Crise de foi:Pas touche !
28 Les religions contre les femmes
30 Même mort, le dieu nous pense encore
32 Religion, millénarisme, effondrement...
34 Le bureau chinois des légendes
35 Où il sera question de trois JC...
36 Sortie de route
39 Le "Malatesta", mauvais choix...
40 Confessionnaliser l'anti-racisme est dangereux
41 Sur l'islamophobie
42 Syndicalisme et laïcité
44 Islamophobie, islamofolie, islamophilie...
47 Bons baisers anticléricaux et athées de Napoli
48 L'abus de religions nuit gravement à la santé de la société colombienne
50 De la violence des rapports sociaux
50 Ennemis d'État
51 Des hommes justes
51 Un Paris Révolutionnaire
52 Le ML a lu et écouté. Le ML a aimé
52 Guernica Oléron
52 20 chansons optimistes pour en finir avec le futur. Ludwig von 88
53 Les dernières nouveautés de la librairie Publico
54 Annuaire des groupes et liaisons de la Fédération Anarchiste
56 lettre d'un camarade.

edito

MAIN DANS LA MAIN, ILS TUENT : LES DIEUX ET L'ÉTAT.

Il faut pouvoir se dire en peu de mots, c'est une loi. Trois suffisent aux anarchistes pour crier leur opposition viscérale à toute forme de domination : « ni », « dieu » et « maître ». Mais dès que l'on veut écrire le cri, la langue nous impose d'encombrantes questions qui s'invitent sans frapper : majuscule ou minuscules, singulier ou pluriels, dénotation ou bien connotation ? En ces moments de haine, « islamophobie », par exemple, est un des lieux où les mondes du réel et du symbole, pourtant inséparables, peinent à s'articuler. Les nombreux articles du dossier de ce numéro explorent en tous sens le fait et les méfaits du religieux. Un dossier bien nécessaire, car maintes fois proclamée et tant de fois fêtée, rien n'y fait. Il nous faut bien le constater, la mort des dieux reste encore à consommer. Survitaminés, leurs zélateurs inventent mille ruses pour se remettre en scène et nous prendre d'assaut. Adorateurs d'un Dieu ou bien dévots de cent, ils sont les mêmes qui n'ont de cesse de vouloir nous imposer leurs peurs, dicter nos conduites et disposer de nos corps. Seins, ventres, sexes, fesses ou cheveux, jusqu'à nos ovules et spermatozoïdes... homme, femme ou trans... nul ne sait où donner de la tête. Quand à savoir quoi et quand manger, on en perdrait le boire et l'appétit. Mais encore, presque imperceptibles, c'est tout autant au fond de nos esprits, en amont même de nos pensées que les Tartuffes sont à l'œuvre. Un important travail peut-être reste-t-il à faire pour dissoudre l'invisible fange qui souille nos envies et mite nos utopies.

Aux banquets des dieux, les maîtres aussi se pressent, et toujours plus nombreux et toujours plus avides ; on ne peut les ignorer. En octobre dernier, pour accueillir Macron visitant la Guyane, les bouteilles et les pierres ont pris la place des colliers de fleurs. Car il ne s'agit plus seulement de travail, de grèves et de salaires, il s'agit de la vie même. C'est comme en écho, d'un pays, d'un continent à l'autre, que les peuples se lèvent, souvent comme les vagues. Chaque semaine elles repartent à l'assaut, car on le sait, *à la fin* c'est l'eau qui vainc le roc. En Algérie c'est dans la 39ème semaine de mobilisation qu'entrent les Hirakistes. À Hong Kong, temple et phare du capitalisme financier mondial, après 24 semaines dans la rue, les manifestants massivement soutenus par la population bloquent les avenues, universités, métro, aéroport. Ils s'organisent pour affronter une police qui ne se soucie plus guère du droit. Au Chili aussi, la coupe est pleine. Plus de vingt morts et de 2000 blessés n'arrêtent pas la colère déclenchée par une augmentation « de trop » du coût de simplement vivre. Le Chili des Chicago Boys pourtant, était la réussite, la vitrine de la mondialisation capitaliste, sa preuve par neuf. Le « bon élève » de l'Amérique latine démontrait la vérité du slogan Thatcherien : Il n'y a pas d'alternative. « *Nous sommes en guerre* », ce sont maintenant les mots du président d'un État classé 113 par l'ONU sur les 128 pays les plus inégalitaires. Le président multi-milliardaire et les cinq familles qui ont accaparé près d'un quart du PIB, sont bien en guerre, depuis longtemps, contre le peuple. Les Chiliens là-bas, qui on goûté ses délices, ne veulent pas de la Startup Nation qu'on nous promet ici ! Et la liste est longue de ces révoltes, de ces émeutes. Et quand les pouvoirs prennent peur, les masques tombent. Quand un peuple se soulève, la police emprisonne, blesse et tue. L'ennemi devient intérieur, l'armée occupe les rues.

En France aussi, depuis un an, la violence est dans la place, et pourtant rien ne change. C'est terrible, surtout lorsqu'à tant la subir, et faute d'espoir, c'est contre soi-même qu'on l'applique. Nous dédions ce numéro à ce jeune compagnon, qui s'est immolé à Lyon ce vendredi 9 Novembre, à l'aube de l'âge adulte. Nous voulons partager sa rage et sa peine, celle de sa famille et de ses camarades, de celles et ceux qui sont montés à l'assaut des CROUS pour honorer sa souffrance. Contre l'ignominie des commentaires politiciens et l'organisation du silence par les médias, nous publions sa déclaration au dos de ce numéro. Verbatim.

Patrick pour le CRML

Faits d'hiver

ENFIN, PREMIER !

Raymond Poulidor, alias Poupou, vient de rejoindre le paradis du vélo.
Poupou, l'éternel second, d'abord derrière Anquetil, puis derrière Merckx, fut, pour cela, beaucoup plus populaire que ces deux-là qui étaient chargés comme des mules (remember le pot belge).
Poupou était le plus doué des trois. Mais il ne se dopait pas. C'était juste un paysan. Madré. Il avait compris qu'il ne sert à rien de pisser contre le vent, sauf à se mouiller les chaussures. Il se contentait de…
Tous les ans, il venait au salon du livre de Dolus d'Oléron pour vendre ses bouquins. Son stand était à côté de celui des Éditions libertaires. Il m'a dédicacé un de ses livres avec la mention : « Vive l'anarchie ». Un vrai business man !
Anquetil étant mort il y a quelques années (le dopage est rarement bon pour l'espérance de vie), on s'est moqué de Poupou en disant qu'il était encore second. Là, Merckx étant encore vivant, Poupou se retrouve premier devant le Belge.
On aurait préféré qu'il finisse encore second.

Jean-Marc Raynaud

Le Monde Libertaire 145 rue Amelot 75011 Paris.
Direction de la publication: Claudine Annereau
Prix de vente au n° : 4€
Dépôt légal 44145 1er trimestre 1977
N° ISSN: 0026-9433
Commission paritaire: 0624D80740
Numéro d'imprimeur: 19070146
Imprimé par: Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau

LA TRÊVE HIVERNALE ARRIVE : OUF !

Les locataires, les occupants sans titre, vont pouvoir respirer et sortir de la peur de la mise à la rue sans relogement ni même un hébergement, le 115, dispositif d'accueil étant saturé. Sauf avis contraire du Juge, la trêve hivernale s'applique pour les occupants sans titre et les squatteurs. Elle s'étend sur une durée de cinq mois, du 1er novembre au 31 mars. Elle ne concerne pas seulement les expulsions ; depuis 2014 elle interdit aux fournisseurs d'eau, de gaz et d'électricité, de couper leur alimentation de ces services dans une résidence principale même en cas de factures impayées. Au premier semestre 2019, la hausse du nombre d'impayés d'électricité a été de 18 % selon le Médiateur de l'énergie.

Alors que le nombre de sans-abri morts dans la rue a augmenté de 15 % en 2018, passant de 511 en 2017 à 612 en 2018 (d'après le décompte annuel du Collectif « Les morts de la rue », le bilan pouvant être beaucoup plus lourd selon certains recoupements), les expulsions n'ont jamais été aussi nombreuses. D'après la Fondation Abbé Pierre, en 2018, 15 993 ménages ont été expulsés, soit environ 36 000 personnes ; la seule Région parisienne compte 6183 expulsions, soit quatre sur dix du total national.

C'est une augmentation sans précédent de 41 % depuis dix ans et de 152 % depuis 2001. Ces chiffres ne prennent pas en compte les ménages estimés entre deux et trois fois plus nombreux qui sont partis avant l'arrivée de la police. L'expulsion est encore vécue comme une honte par bien des familles.

Autre chiffre alarmant, le fait que 1,9 million de ménages déclarent avoir rencontré des difficultés pour payer leurs loyers ou leurs charges au cours des deux dernières années. Ces expulsions sont les conséquences d'années de spéculation foncière et immobilière, de l'augmentation sans limite des loyers, de la perte du pouvoir d'achat des locataires, premières victimes de la crise (chômage-précarité), et des choix politiques et économiques des différents gouvernements qui se sont succédés, tous au service des requins de la finance et des vautours de la propriété.

Pour enrayer cette machine infernale, des solutions existent.

Le 31 mars dernier, la Fondation Abbé Pierre a demandé au gouvernement un plan d'urgence de cent millions d'euros pour limiter les expulsions locatives. Mais est-ce d'un énième Plan Marshall dont on a besoin ?

Bien sûr la baisse et l'encadrement des loyers est nécessaire, de même que la hausse des APL.

Bien sûr qu'il faut construire toujours plus de logements sociaux.

Bien sûr qu'il faut le respect, l'application de la Loi DALO. Les familles prioritaires devront être relogées et non expulsées comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui.

Mais le droit à l'hébergement inconditionnel et la réquisition des logements vacants est au cœur de notre combat.

Sur 35,4 millions de logements en France,

12 juillet 1973 Emménagement d'une famille sans domicile fixe encadrée par des agents de police place de la Bourse (source : Gallica) Action du syndicat des locataires / Georges Cochon

2,94 millions sont vides, soit 8,3 % de l'ensemble du parc résidentiel. Pourtant la Loi de réquisition existe, reste à l'appliquer, ce qui n'est pas le cas. Alors n'accordons pas de trêve à nos « gouvernants ».

N'attendons pas le bon vouloir de nos politiciens. On n'est jamais mieux servi que par soi-même. Appliquons nous-mêmes la Loi de Réquisition. Comme toujours nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Jean-Jacques Chatelux
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

LA JUSTICE NOUS IGNORE, ON IGNORE LA JUSTICE

Deux années après #Metoo, la comédienne Adèle Haenel vient de témoigner : à son tour, le septième art français s'en trouve bouleversé. « *La justice nous ignore, on ignore la justice* », nous dit-elle et rappelle la violence du silence qui pèse sur les victimes, les difficultés qu'éprouvent de nombreuses femmes à porter plainte. Combien de victimes de violences au travail, dans la rue, chez elles, y renoncent ?

Adèle Haenel parce que femme connue parle pour tous ces enfants abusé·es, agressé·es, violenté·es par un adulte, dans l'ombre. Elle a décidé de ne pas utiliser la voie judiciaire pour ces actes qu'elle a subi entre douze et quinze ans. Elle refuse d'endosser la condition de victime et de s'en remettre à la justice, trop lente, inefficace le plus souvent. Une victime sur dix déclare avoir déposé plainte. Un viol sur 100 est condamné. D'ailleurs, le classement sans suite est souvent horriblement dévastateur : on donne « raison » à l'agresseur, et on lui ouvre la porte à ce qu'il porte plainte pour diffamation à l'encontre de la victime.

Elle annonce que s'en prendre au tabou d'une virginité de l'enfant, c'est de la pédocriminalité et que le tabou de la loi du silence ne tient plus. La famille comme les professionnels, qui ne protégeraient pas, risquent d'être dénoncés, exposés publiquement. La honte doit changer de camp. Il ne peut y avoir de consentement d'un·e enfant, soumis à l'autorité de l'adulte, sous son emprise, sans capacité à comprendre ce qui se passe vraiment.

Elle dit une expérience personnelle dans un système patriarcal qui ne peut entendre les victimes, car il s'appuie sur le pouvoir -et son asymétrie- et sur la domination masculine. L'agresseur avait construit un isolement pour l'avoir chez lui, à sa disposition. Et quand elle a voulu parler, elle a rencontré un mur. Aujourd'hui, elle utilise le pouvoir de la parole. Mais comme Mélusine le dit dans *Ni silence, ni pardon*, le temps du pardon n'est pas de mise. Ni guérison, ni sublimation. Adèle Haenel indique bien le caractère irréversible et désormais incontournable de la question du consentement. Et aucune personne, enfant ou adulte, ne peut être sacrifiée au nom de la création artistique !

Elle ne demande pas, elle affirme. Elle n'intente pas un procès à celui qui l'a agressée et violentée, elle nomme juste les actes commis, attouchements et harcèlement sexuel. Sans procès, aucune place pour que l'agresseur puisse se défendre, il ne sera pas la vedette. Aucune envie de lyncher un homme, elle ouvre, à la place, un débat public.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Jeanne Cordelier & Mélusine Vertelune, *Ni silence, ni pardon*. L'inceste, un viol institué, Ed. Méditeur, 2014. Enquête de 7 mois de Marine Turchi pour Mediapart

ECHOS DU 11 NOVEMBRE

Gentioux (23)

Gentioux. Un petit village de la Creuse. Une particularité. Un monument aux morts de 1914-1918 représentant un enfant en tablier d'écolier, levant le poing. Épitaphe : « Maudite soit la guerre ». C'est clair.
Tous les ans, entre 100 et 200 pacifistes, libre penseurs, libertaires, syndicalistes, militants de gauche et une majorité de cœurs purs non encartés viennent se recueillir devant ce monument. C'est l'esprit unitaire de la Ie Internationale qui préside à ce rassemblement, ainsi qu'à d'autres rassemblements (une bonne centaine en France).
Ci-joint le texte du petit speech que j'ai prononcé au nom de la Fédération nationale de la Libre Pensée où je n'occupe aucun poste de responsabilité. Est-il besoin de le préciser, j'aurais aimé que le même speech soit prononcé, par moi ou un autre, au nom de tous les libertaires. Et pourquoi pas par un camarade allemand. Je vous laisse réfléchir là-dessus.

Jean-Marc Raynaud (Groupe Nous Autres)

Bonjour
Je m'appelle Jean-Marc Raynaud. Je suis un simple membre de la Libre Pensée de Charente-Maritime et on m'a demandé de parler, ici, au nom de la Fédération nationale de la Libre Pensée où, pourtant, je n'occupe aucun poste de responsabilité. Un « non officiel » parlant au nom d'une organisation, l'idée m'a plu. Car elle est lourde de sens.
Cela fait quelque chose comme une quarantaine d'années que je suis venu ici. Pour la première fois. Par hasard ou presque. Depuis, je m'y rends tous les ans. Jadis, c'est-à-dire hier encore, nous n'étions qu'une poignée. Il n'y avait pas de discours. Seuls les enfants de l'école venaient déclamer des poèmes pacifistes. Bref, la cérémonie était du genre sobre, dépouillée, austère. Mais, que c'était fort !
Aujourd'hui, et c'est une bonne chose, nous sommes nombreux à être présents le 11 novembre à Gentioux et dans beaucoup d'autres endroits en France où figurent des monuments aux morts pacifistes, voir antimilitaristes. Je n'en citerai que trois.
Celui de Neuville-Saint-Vaast (Pas de Calais) figurant une tranchée avec un soldat français, un soldat anglais et un soldat allemand. C'est le monument des fraternisations. Vous avez bien entendu : des fraternisations !
Celui de Chauvy (Aisne) inauguré en avril 2019. Un monument en hommage aux fusillés pour l'exemple de 1914-1918. Une belle œuvre de Frédéric Thibaud représentant plusieurs soldats attachés aux poteaux d'exécutions, dont un des colonies. Car, oui, eux aussi y ont eu droit. Merci à la Libre Pensée d'avoir organisé une souscription pour l'édification de ce monument, unique et au maire de Chauny de l'avoir inauguré sur sa commune.
Enfin, et c'est mon chouchou, un non monument qui mériterait de l'être. Je veux parler de cette sculpture monumentale d'Émile Derré (1867-1938) représentant un soldat allemand et un soldat français, enlacés, à moitié dénudés, reconnaissables seulement à leur casque, en train de s'embrasser. L'épitaphe étant : « *Réconciliation* » et le sous épitaphe : « *Tu ne tueras plus* ». Cette sculpture pacifiste et antimilitariste fut exposée au salon d'automne de 1932, au Grand Palais, à Paris. Le scandale qu'elle provoqua entraîna son retrait de l'exposition. Une photo de cette sculpture sera publiée dans La Raison.
Est-il besoin de le préciser, après vos discours, je n'ai rien de particulier à rajouter. Tout a été dit.
Je me permettrai juste de me réjouir de nous voir si nombreux, pacifistes, libres penseurs, libertaires, syndicalistes, écologistes, militants associatifs, simples citoyens, jeunes, vieux, hommes, femmes…, tous et toutes des cœurs purs, pour clamer : « *Maudite soit la guerre* ! » et que, désormais : « *Pas un homme, pas un sou, pas une heure de travail pour la guerre* ». Quelque part, par-delà nos différences, une unité est en train de se mettre en branle. Contre la guerre, contre le militarisme, contre le capitalisme… Mais aussi, et surtout, pour la paix et une société d'où seraient bannis l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, le pillage des biens communs, la destruction des conditions de la vie (humaine) sur cette planète. Ayons conscience de cela, nous sommes en train de redécouvrir l'esprit de la Première Internationale. Dans cet esprit, on me pardonnera, donc, de conclure par quelques poèmes et citations.

- Le drapeau, c'est provisoire, comme les frontières. Après il ne restera que le vent et les sourires.
Mikel Albisu, mon ami d'ETA, artisan de la paix au pays basque

T'as pas cent balles ? demanda l'adjudant. Si, dit la mitrailleuse en rafales !
Jean-Marie Dedut

- Tous les drapeaux ont été tellement souillés de sang et de merde qu'il est temps de n'en avoir plus du tout.
Gustave Flaubert

Une baïonnette est une arme avec un prolétaire à chaque bout
Autocollant anglais

Ne se mettre à genoux que pour cueillir une fleur.
Jacques Prévert

Première classe / Couchette / Adjudant-chef / Capitaine Fracasse / Un lieutenant / Vaut mieux que deux tu l'auras / Général de brigade / Général de division / Général De Gaulle / Maréchal nous voilà / Pétain, quelle armé
Jean-Marie Dedut

Ce sera tout. Donc, pas seulement à l'an prochain, mais à demain.
Ah, j'oubliais. Ce serait bien d'inviter pour la prochaine fois des camarades allemands et qu'ils nous invitent en Allemagne.

Rassemblement pacifiste d'Équeurdreville (50).

Nous étions une quarantaine de personnes au rassemblement pacifiste d'Équeurdreville (Cherbourg) dont le Groupe de Cherbourg de la FA, la CNT Manche et des sympathisants, ce qui représentait environ un tiers des présents.
Ce rassemblement avait lieu devant le monument aux mort pacifiste où est gravé dans la pierre « *Que maudite soit la guerre* ».
La motion antimilitariste du 77e congrès de la FA a été lue à cette occasion.

Alex du groupe de Cherbourg

Rassemblement pacifiste de Joyeuse (07).

Comme tous les ans, rendez-vous était donné au monument aux morts pacifiste de Joyeuse (07). C'était le 16e du nom. Il est organisé par : la Libre Pensée, l'ALAMPAA (Association laïque des amis des monuments pacifistes et anti militaristes de l'Ardèche) et l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants).
Les organisations participantes à ce rassemblement sont, en plus des trois citées précédemment et outre le groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste : la CGT, la CNT, FO, le Comité de la paix Aubenas et Tournon, le PCF, le POI, ainsi que LFI.
Nous avons, comme tous les ans, fait une brève intervention (temps de parole limitée à 2 minutes de plus ou moins 60 secondes…)

Bernard du groupe d'Aubenas

Bonjour à toutes et tous et réciproquement, un salut libertaire du groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste.

Initiée pour la première fois le 11 novembre 1919, la minute de silence a aujourd'hui 100 ans. Une minute de silence alors qu'il faudrait crier, hurler notre refus de toutes ces guerres entre les peuples. Car les guerres tuent les peuples, essentiellement les civils restés civils ainsi que les civils déguisés en soldats.
Jacques Prévert écrivait dans *Fatras* : « *La guerre serait un bienfait des dieux si elle ne tuait que les professionnels* ».
Non seulement les dieux n'existent pas mais de plus les guerres massacrent des civils, violent des civils, ruinent des civils et jettent sur les routes de l'exil des milliers de civils.
Première quinzaine de février 37, Espagne, des avions de la Légion Condor bombardent des dizaines de milliers de civils fuyant l'avancée nationaliste sur la route de Málaga à Almería.
Premier raid aérien sur une population civile…
Premier d'une longue liste : qui ne connaît la petite ville de Guernica – Guernika Lumo en Basque – bombardée le 26 avril 37, jour de marché, par la même Légion Condor.
Qui n'a en tête les images des avions allemands mitraillant des colonnes interminables de civils français, belges, luxembourgeois fuyant vers le Sud en mai, juin 40.
Ne pas oublier, le bombardement anglo-canado-étasunien de Dresde, environ 35 000 morts. Bombardement qui débuta le 13 février 45, 2 jours après la fin de la conférence de Yalta : fallait-il 35 000 morts essentiellement civils pour impressionner Staline ?
Hiroshima, 6 août 45, deux jours avant la décision de l'URSS d'envahir la Mandchourie occupée par les Japonais, une seule bombe explose à 580m d'altitude, au-dessus de l'hôpital Shima. Et cette seule bombe causera la mort instantanée de 75 000 humains. Une seule bombe… Pour montrer que Truman en avait une plus grosse que Staline ?
Nagasaki, 8 août 45, jour de la décision de l'URSS d'envahir la Mandchourie occupée par les Japonais, une seule autre bombe, 35 000 humains pulvérisés dont seulement 150 soldats japonais. Pour être sûr que Staline avait compris ?
Au Yémen, de 2015 à fin 2016, avant que la communauté internationale ne s'en émeuve fort discrètement, plus d'un tiers des attaques aériennes saoudiennes ont visé des cibles civiles dont quatre hôpitaux de MSF, une école, une usine de produits alimentaires, un centre de détention, une cérémonie funéraire… autant de cibles stratégiques. 2016, l'industrie de la mort « made in France » encaisse 16 milliards d'euros de son client saoudien.
En Syrie, l'aviation turque bombarde la population kurde. Le 21 janvier 2018, c'est un camp de réfugiés de 20 000 personnes qui est pris pour cible. Dans le même temps la même aviation turque bombardait le centre-ville d'Afrin pour terroriser la population civile. En 2018 l'industrie de la mort « made in France » a encaissé un peu plus de 100 millions d'euros de son client turc en particulier pour des bombes, torpilles, roquettes, missiles et autres dispositifs explosifs.
Bref retour en arrière : on avait dit aux Républicains espagnols exilés en France « *Aidez-nous à vaincre le nazisme, on vous aidera à vous débarrasser de Franco* » …
Les combattants kurdes des YPG (Unité de protection du peuple) et les combattantes kurdes des YPJ (Unité de protection de la femme) ont combattu Daesh en première ligne au côté des USA et sont maintenant abandonnés par les mêmes USA donnant ainsi le feu vert au démocrateur turc.
« *Petite si tu es kurde, écoute-moi / Il faut partir et quitter ton chez-toi / Moi, j'ai connu ton sort / J'ai tutoyé la mort / On n'a jamais raison contre un soldat.*
[…]
N'écoute pas les fous qui nous ont dit / Qu' la liberté est au bout du fusil / Ceux qu'ont cru ces bêtises / Sont morts depuis longtemps / Les marchands d'armes ont tous de beaux enfants. Depuis la nuit des temps c'est pour l'argent / Que l'on envoie mourir des pauvres gens / Les croyants, la patrie :/ Prétextes et fariboles ! / Combien de vies pour un puits de pétrole ? Petite, si tu es kurde, il faut partir : / Les enfants morts ne peuvent plus grandir. / Nous irons en Europe, / Si tel est notre lot... / Là-bas ils ne tuent les gens qu'au boulot ! » La petite kurde (Pierre Perret)

Solidarité avec le peuple kurde, avec les réfugiés bombardés pour l'exemple. Ils ont fui la guerre alors foutons-leur la paix.
Solidarité avec tous les réfugiés.
Ouvrons les frontières qu'on respire enfin. Sans dieux, ni maîtres.

Rassemblement de Metz

A l'initiative du groupe de Metz et de la libre pensée de Moselle, une trentaine de personnes se sont rassemblées sur le parvis ADRIENNE THOMAS* à Metz ce 11 novembre pour dénoncer le service national universel.
La motion du Congrès a été lu à cette occasion.

* Lire l'article en rubrique « Histoire »

Pierre du groupe de Metz

Communiqué issu du CRIFA (Comité de Relation de l'Internationale des Fédérations Anarchistes) qui s'est tenu à Marseille :

APPEL À SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

avec le mouvement anarchiste, les squats, les réfugiés et immigrés, et la résistance sociale et de classe en Grèce.

Depuis l'été dernier, après les élections du 7 Juillet et le changement de l'administration politique, une campagne répressive de l'État est en cours en Grèce, qui depuis le tout début, a ciblé les personnes en lutte et en particulier le mouvement anarchiste, les squats et les structures autogérées du mouvement, les réfugiés et immigrés et la résistance sociale et de classe en générale.

Une des premières étapes du nouveau gouvernement de droite a été l'abolition de l'asile universitaire, l'occupation policière du quartier d'Exarchia – un quartier investi dans un passé et un présent de lutte plutôt riche – l'expulsion de squats de réfugiés et le transport de centaines de réfugiés et d'immigrés dans des camps de concentration, appliquant ainsi la politique anti-immigration de l'Union Européenne, tournée vers le totalitarisme moderne.

Cette campagne de répression est toujours en cours, depuis que le danger d'autres expulsions de squats apparaît clairement, tandis que, au même moment, à travers une série de lois, le droit de grève est tout simplement en train d'être aboli, la privatisation des besoins sociaux encouragée et le pillage de la nature par les multinationales partout dans le pays complètement libéralisé.

De l'autre côté, les collectifs sociaux, de classe et politiques sont déjà en train d'essayer de construire les premiers remparts contre les plans anti-sociaux de l'État et des patrons. La manifestation de masse du 14 Septembre 2019, qui a été organisée par l'assemblée « NO PASARAN » a été une première réponse dynamique contre les plans de l'État, par des milliers de personnes en lutte marchant dans les rues, actant clairement que le mouvement ne reculera pas devant la répression de l'État. Il continuera de se battre sur tous les fronts sur lesquels les attaques étatiques et capitalistes sont en cours.

Contre l'attaque répressive de l'État grec et son escalade imminente dans les temps qui viennent, nous sommes solidaires avec le mouvement anarchiste, les squats politiques et les squats pour les immigrés et les réfugiés, et les structures pour la lutte – les squats Mundo Nuevo et Libertaria, pratiquement complètement reconstruits, à Théssalonique, ou les 31 ans du squat Lelas Karagianni 37 à Athènes – et avec toutes les luttes sociales et de classe en Grèce.

Les prometteuses révoltes populaire en Équateur et au Chili, la résistance acharnée dans le Rojava révolutionnaire, les mobilisations continues en Grèce, France, Turquie, Palestine, les petits et grands actes de résistance à travers le monde nous donnent espoir et force et montrent que l'ennemi peut être fort mais pas invulnérable. Intensifions et propageons la lutte combative et organisée pour la Révolution Sociale, pour l'Anarchie !

NO PASARAN ! LA SOLIDARITÉ VAINCRA !

COMMUNIQUÉ DU SECRÉTARIAT DE RADIO LIBERTAIRE

Merci Jacques…

C'est avec surprise et émotion que nous avons appris la fin de l'émission Ras les murs sur Radio Libertaire. Surprise car elle était tellement incontournable qu'elle ne pouvait s'arrêter du jour au lendemain, surtout en début de saison radiophonique. Émotion car elle était une émission importante et constitutive de l'image de la radio.

Dès la création de Radio Libertaire, il était évident qu'il devait y avoir à l'antenne au moins une émission en lien avec le combat anti-carcéral et le soutien aux prisonniers. Comment pourrions-nous monter une radio de la Fédération anarchiste où ce thème serait absent ? Si plusieurs émissions ont pu exister, c'est bien l'arrivée de Jacques Lesage de La Haye qui va voir (en s'entourant d'autres personnes bien entendu) démarrer l'aventure *Ras les Murs*.

Jacques n'est pas n'importe qui : ancien détenu ayant dépassé sa condition par une reprise d'études, il a été membre du Groupe informations prison (GIP) comme Michel Foucault puis du Comité d'action des prisonniers (création de Serge Livrozet, militant anarchiste), créateur du mouvement MARGE, dont l'occupation de l'ambassade d'URSS pour dénoncer l'enfermement des dissidents reste dans toutes les mémoires. Il est aussi à l'initiative du Cercle d'études Wilhelm Reich. Militant parfois têtu, sa ténacité et son respect des autres feront de lui le pilier de l'émission Ras les murs qu'il portera toutes ces années.

Car oui, cela faisait trente ans que l'émission était à l'antenne, et que tous les mercredis soir à 20h30, deux heures durant, elle venait informer sur la prison et ce qui l'entoure. La lecture des lettres de taulards restera pour beaucoup l'approche la plus frontale de ce qui est vécu derrière les barreaux.

Sur le pont quel que soit le mercredi (jours fériés, jours de l'An… car la taule ne s'arrête pas les jours fériés, pourquoi une telle émission devrait le faire), Ras les murs était clairement atypique dans le petit cénacle des radios libres amateurs. Déjà par le ton, jamais revanchard, toujours politique et clair. Mais aussi par ses choix éditoriaux : il est très rare que la parole soit donnée à d'anciens détenus, aux visiteuses et visiteurs de prisons, aux membres de familles de prisonniers ou tout simplement à celles et ceux qui sont touchés aux cœurs par la machine à broyer l'humain. La présence régulière du Syndicat de la magistrature et de l'Observatoire international des prisons (OIP) apportait aussi un éclairage différent, pratico-pratique.

Mais au-delà de cela, l'émission a su se renouveler en invitant des artistes, des auteurs de livres sur l'enfermement sous toutes ses formes, des conférenciers, des associations. Parce que le combat anti-carcéral c'est se renseigner non seulement sur les conditions de détentions mais aussi sur ce qu'il se crée derrière les barreaux, l'émission n'est pas restée figée à un seul format qui lui aurait valu de disparaître par lassitude.

Aujourd'hui, l'équipe a décidé de mettre fin à sa participation à Radio Libertaire. Si nous ne doutons pas de la trace laissée dans le temps par Ras les murs et qu'il sera demain impossible de parler d'émission anti-carcérale sans que la comparaison soit faite (quelle que soit la radio), c'est avec regret que nous devons nous résoudre à la fin d'une émission qui aura su souvent redonner du courage aux taulards et à leurs proches et informer comme peu savent le faire sur un thème si cher aux anarchistes.

Alors Jacques laisse nous te souhaiter force, courage et détermination pour la suite et nous ne doutons pas que tu sauras, toi comme d'autres, revenir si tu l'estimes nécessaire sur les ondes de Radio Libertaire ou ailleurs.

Salutations anarchistes.

Le secrétariat de la radio

ADRIENNE THOMAS

Issue de la bourgeoisie juive allemande, aisée et cultivée, Hertha Pauline Strauch naît le 24 juin 1897 à Saint-Avold, alors commune allemande du Reichsland Elsaß-Lothringen. Ses parents, d'origine berlinoise, possèdent un commerce dans la cité naborienne, Homburger Strasse, où Hertha passe ses premières années. En 1904, elle suit ses parents à Metz, où ils ouvrent un nouveau commerce. À partir de 1910, Hertha fait ses études secondaires à la Höhere Mädchenschule, la toute nouvelle École supérieure de jeunes filles de Metz. Hertha tient alors un journal intime, où elle pointe l'absurdité du communautarisme à l'œuvre dans la société wilhelmienne, en ce début de XXe siècle, où la bourgeoisie juive, pourtant bien intégrée, se sent rejetée par l'aristocratie prussienne.

Connaissant une jeunesse insouciante, facilitée par l'aisance de ses parents, Hertha espère continuer ses études de chant et de théâtre à Metz, mais la Première Guerre mondiale interrompt brutalement ses projets. Dès août 1914, à l'âge de seize ans, n'écoutant que sa générosité et son amour de la patrie, Hertha Strauch s'engage comme volontaire de la Croix-Rouge. Cet engagement lui permet d'observer, en gare de Metz, le va-et-vient incessant des trains, où s'entassent soldats allemands, blessés ou mourants, et prisonniers français. Son récit constitue le témoignage unique d'une femme sur la barbarie de la guerre 14-18, et l'ineptie des propagandes nationalistes. Fuyant les bombardements français, la famille Strauch quitte Metz en 1916, pour s'installer à Berlin.

Le 29 octobre 1921, Hertha Strauch épouse Arthur Lesser, un dentiste de Berlin. Elle connaît alors un bonheur tranquille, qui s'achèvera par le décès de son mari, dix ans plus tard. Hertha se remet alors à l'écriture. Elle reste profondément marquée par son expérience messine, qu'elle raconte sous forme de fiction, en 1930, dans *Die Katrin wird Soldat*, ouvrage traduit en français sous le titre *Catherine soldat*. Si la romancière essuie plusieurs refus d'éditeurs en Allemagne, Jean de Pange, qu'elle rencontre à Metz en 1932, lui reconnaît un véritable talent. Ce livre, écrit avec une sensibilité toute féminine, contraste avec la vision rigide des historiens "nationalistes" de l'époque. Sa parution en France, en 1932, est alors préfacée par Jean Giraudoux. Succès d'édition, l'ouvrage est traduit en seize langues.

Avec l'avènement des nazis en 1933, les persécutions visant les écrivains juifs, marxistes ou pacifistes s'organisent. Les intellectuels juifs sont bientôt déclarés "non allemands" et sont interdits. Le 10 mai 1933, *Die Katrin wird Soldat* figure sur la liste noire du parti national-socialiste, où l'on compte quatre-vingts autres auteurs. L'ouvrage interdit est ainsi brûlé au cours d'un autodafé. *Catherine soldat* était sans doute l'un des livres les plus « non-conformistes » des années trente, avec celui d'Erich Maria Remarque *A l'Ouest, rien de nouveau*.

Alarmée par l'antisémitisme d'État du Troisième Reich, Hertha Strauch émigre en France en 1933, puis l'année suivante en Suisse, où elle termine un second roman *Dreiviertel Neugier*. La même année, elle s'installe en Autriche, mais l'Anschluss de 1938, l'oblige à reprendre son errance à travers l'Europe. Hertha regagne alors Paris, où elle est arrêtée et internée par la police française en 1939, sa citoyenneté allemande la rendant suspecte.

Comme sa compatriote messine Lou Albert-Lasard, Hertha est internée au camp de Gurs dans les Pyrénées, en mai 1940. Cette expérience douloureuse lui permet de découvrir la solidarité carcérale, notamment avec les Républicains espagnols, incarcérés eux aussi par la France. Elle parvient, en décembre 1940, à s'enfuir aux États-Unis, avec l'aide de l'Emergency Rescue Committee. En 1941, Hertha Strauch épouse Julius Deutsch, un socialiste autrichien, vétéran de la guerre civile espagnole, fondateur de la Ligue de défense sociale-démocrate et meneur du soulèvement de Vienne en 1934. Hertha racontera plus tard, toujours sous une forme romancée, une partie de son expérience d'exilée, dans *Reisen Sie ab, Mademoiselle* ! (1944), *Une fenêtre sur East River* (1945), et enfin dans *Da und Dort* (1950).

Le couple retourne en Autriche en 1947. Hertha en profite pour revoir Metz et la vallée de la Moselle, sa "Heimat", qu'elle décrit avec une nostalgie teintée d'amertume. Après s'être installée définitivement en Autriche, Hertha continue d'écrire et de publier. Elle s'éteint le 7 novembre 1980, à Vienne, laissant plusieurs ouvrages inachevés.

Auteur de nombreux autres ouvrages, Hertha Strauch est une figure importante de l'humanisme et du pacifisme en Europe, dans le sillage littéraire de Romain Rolland ou de Roger Martin du Gard. Si sa mémoire est honorée en Autriche depuis son décès, « Adrienne Thomas » a souffert d'un certain désamour en Lorraine et en France. À l'image des Français revanchards de 1918, la population francophone est restée fermée à tout ce qui pouvait rappeler la germanisation de la Lorraine de 1871 à 1918. Sa mémoire en France s'est ainsi perdue.

En février 2004, « Adrienne Thomas » est enfin réhabilitée par sa ville natale, grâce à la création d'un prix attribué par la municipalité de Saint-Avold, à de jeunes historiens méritants, travaillant sur Saint-Avold et délivré à l'occasion des Journées européennes du patrimoine. Adrienne Thomas est représentative de cette génération d'Allemands, profondément imprégnée par les deux cultures, germanique et romane, et qui restera, en dépit des événements, attachée à la Lorraine.

Hommage in situ, l'un des passages traversant la gare de Metz a par ailleurs été baptisé « Adrienne-Thomas » en son honneur, en 2012 et un parvis en 2019.

Pierre
groupe de Metz

ALGÉRIE : « BOUTEFLIKA EST MORT, IL A LAISSÉ CINQ ENFANTS »

Où en est le hirak (mouvement populaire) après 39 semaines de mobilisation inédite dans l'histoire du pays ?

Si les manifestations grandioses du vendredi 1er novembre ont permis de donner un second souffle à une dynamique menacée de stagnation, nombre de questions demeurent en suspens pour les opposants au régime qui commencent à affirmer clairement que les marches hebdomadaires ne suffisent pas à changer l'ordre des choses.

Après avoir réussi à empêcher le cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika prévu en avril, tout comme les élections présidentielles annoncées pour juillet, il n'est pas encore certain que le mouvement populaire puisse annuler la tenue du scrutin programmé le 12 décembre par les autorités. Même si tout reste possible...

Avant le lancement officiel de la campagne électorale le 17 novembre, des panneaux destinés aux affiches des candidats sont installés dans les rues de la capitale, sans faire l'objet de dégradations notables – en dehors de quelques graffitis contre le vote –, tandis que les manifestants scandent dans leurs cortèges : « *Bouteflika est mort, il a laissé cinq enfants* ».

En effet, les candidats sont tous assimilés, et à raison, au régime dont ils sont les purs produits – comme les anciens chefs de gouvernement Ali Benflis et Abdelmadjid Tebboune – même s'ils font mine d'entendre les doléances des contestataires en donnant des gages à l'Algérie qui ne marche pas ou ne marche plus.

Car, au-delà du clivage entre les partisans du régime et leurs opposants, s'est installée une nouvelle ligne de fracture séparant les personnes convaincues de la nécessité de prendre part au scrutin du 12 décembre – mais qui ne font pas nécessairement partie de la clientèle habituelle du « système » – et leurs contradicteurs qui ne veulent « pas de vote avec la bande », désignant sous ce terme la clique au pouvoir.

Cette polarisation croissante s'est illustrée lors de l'affrontement qui a opposé, le 13 novembre à Annaba, les participants à la marche pro-élection appelée par les bureaucrates de l'union de *wilaya* (département) de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) – la courroie de transmission du régime dans le monde du travail – et une centaine de hirakistes déterminés à faire entendre la voix du mouvement populaire.

D'après le quotidien privé Liberté daté du 14 novembre, des sections syndicales UGTA de la wilaya rejointes par deux cents travailleurs du complexe sidérurgique d'El Hadjar acheminés par bus ont à peine eu le temps de crier « *armée, peuple, frères !* » ou « *oui à l'élection présidentielle ! L'Algérie est en danger* ». Les marcheurs pro-élection – dont certains disent qu'ils ont été menacés de licenciement – ont très vite été interrompus par des militants antisystème qui les ont accusés d'être des « *sbires à la solde de la bande* » ou des « *traîtres à la cause nationale* » avant de saisir leurs banderoles. Les policiers qui encadraient la manifestation de l'UGTA ont alors malmené puis arrêté 53 hirakistes.

Le même type d'affrontement s'est produit à Constantine le 14 novembre avec les mêmes conséquences : arrestation d'une vingtaine de jeunes hirakistes qui voulaient empêcher la marche de soutien à l'armée et aux élections, manifestation qui aurait été soutenue financièrement par un entrepreneur local (*Liberté*, 15-16 novembre).

Il est probable que ces événements se reproduisent si les tenants du pouvoir et leurs soutiennent poursuivent leurs provocations comme ils ont essayé de le faire à l'intérieur du pays dans des villes réputées conservatrices comme Ghardaïa, Aïn Defla, Mostaganem, Souk-Ahras, Chlef, Laghouat ou Djelfa. Car l'état d'esprit de la population n'est pas à la résignation.

Ali Benflis a par exemple été chahuté par la population, le 2 novembre, alors qu'il était sorti dîner dans la banlieue d'Alger. Le candidat a dû regagner son véhicule sous les huées des hirakistes qui lui lançaient le fameux slogan « *Vous avez pillé le pays, voleurs !* »

Face à cette effervescence à la base, les nostalgiques du stalinisme, notamment ceux regroupés autour du Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS), s'opposent aux slogans « *État civil et non militaire* » ou « *l'armée dans les casernes* ». Le PADS estime, dans une déclaration datée du 1er novembre, qu'il faut plutôt « *œuvrer à ce que les liens se renforcent entre le peuple et l'armée sur la base des exigences populaires.* »

Pour les trotskistes du Parti socialiste des travailleurs (PST), les manifestations massives du 1er novembre ont donné « *un nouveau souffle mobilisateur* » au mouvement d'après leur déclaration datée du 7 novembre. Tout en plaidant en faveur de l'auto-organisation à la base des travailleurs et pour la grève générale, le PST met toujours en avant le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine qui serait « *représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité des masses populaires de notre pays.* »

Au-delà du 12 décembre, le mouvement populaire doit s'installer dans la durée pour imposer son agenda propre, indépendamment des manœuvres politiciennes ou des réflexes autoritaires. Il s'agit désormais de tisser des liens entre les différents foyers de contestation, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, sans faire de concession au populisme ou au nationalisme.

Nedjib SIDI MOUSSA
Béjaïa, le 16 novembre 2019

C'ÉTAIT DÉJÀ PAS CLAIR, ET ÇA VA S'OBSCURCIR

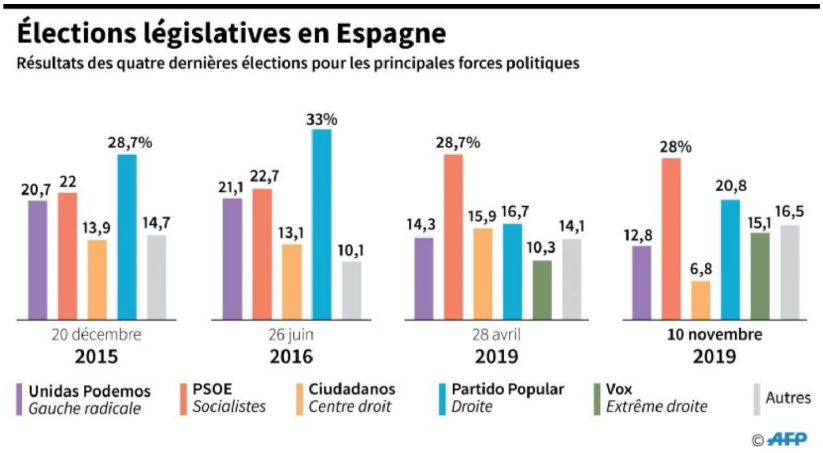
Pour la quatrième fois en quatre ans, les Espagnols étaient appelés aux urnes le 10 novembre dernier, afin d'élire leurs députés. Il s'agissait pour Pedro Sanchez, chef actuel du gouvernement et accessoirement, chef de file du PSOE (1) d'obtenir enfin une majorité absolue aux Cortes (2). Les tractations allaient bon train depuis des mois, le dernier vote du 28 avril n'ayant pas donné aux socialistes cette majorité absolue qui leur aurait laissé les coudées franches pour légiférer et gouverner à leur aise. Les négociations se sont donc succédé tous azimuts avec Unidas Podemos (Gauche « radicale »), Ciudadanos (centre droit) et même le Parti populaire (droite anciennement au pouvoir). Au final: nada , rien, que dalle ! Chaque formation accusant l'autre de faire échouer les négociations, tout ce joli monde s'est présenté en ordre dispersé devant des électeurs espagnols qui commencent à être aussi lassés que des électeurs britanniques devant le Brexit. Pedro Sanchez, qui voulait être conforté par un vote clair en sa faveur a perdu son pari : sa formation n'arrive en tête qu'en obtenant 120 sièges, soit 3 de moins qu'aux élections d'avril. De son côté, Unidas Podemos perd 7 sièges. À droite, le Parti populaire remonte en gagnant 22 sièges tandis que Ciudadanos s'effondre en perdant 47 sièges.

Fascisme, le retour ?

La surprise, qui n'en n'est malheureusement pas une, vient du score du parti d'extrême droite Vox qui gagne lui, 27 sièges, en ayant basé sa campagne électorale sur la lutte contre l'immigration et l'indépendantisme catalan. Vox qui ne recueillait que 0,23 % de votes il y a quatre ans, en a ramassé plus de 15 % en novembre de cette année. Ça commence à puer salement la merde brune.

C'est donc de nouveau l'impasse avec un parlement sans majorité absolue, où le PSOE avec ses 120 députés va être contraint de négocier au cas par cas, chaque proposition qu'il présentera, à commencer par le vote de confiance qu'il demande de lui accorder, et que seule l'abstention de l'opposition peut lui permettre d'obtenir.

Conclusion, une Espagne ingouvernable sauf à plonger dans les combines et arrangements concoctés dans les couloirs et arrière-salles des Cortès. On a pu déjà assister à un miracle : un accord passé entre le PSOE et Unidas Podemos au lendemain des élections ; et tout ça en 48 heures alors que ça n'avait pas été possible en plusieurs mois. Misère de la politique politicienne ! Autant dire que la clarté n'est pas pour demain.



Problème catalan

Il est évident que la situation en Catalogne a influé sur le résultat de ces élections. Il faut dire que la gestion du problème indépendantiste a été gérée de manière catastrophique par le gouvernement socialiste, avec les lourdes condamnations des douze membres du parlement catalan (pour sédition) qui ont entraîné les gigantesques manifestations de protestations. Manifestations durement réprimées, et le gouvernement central (socialiste !) dénonçant les violences … des manifestants, mais restant muet sur les violences policières que pourtant chacun a pu constater (ça nous rappelle quelque chose en France). Matraquages, tirs de flash-ball de la part de la Garde civile (État central) et des Mossos d'escuadra (Generalitat), unis main dans la main pour réprimer la population catalane (mais pas que…).

Au-delà des revendications indépendantistes, on peut constater au fil des années, l'augmentation de la répression étatique pour faire taire toute protestation contre la politique anti-sociale, les privatisations des services publics, les baisses des pensions de retraite, la corruption généralisée de la classe politique, la précarité … En résumé, tout ce qui affecte la classe travailleuse. La ley Mordaza (Loi baillon) instaurée sous le précédent gouvernement de droite (PP) a été maintenue par l'actuel gouvernement socialiste (?), permettant ainsi la criminalisation du droit de contestation de la population. L'appareil répressif n'a cessé de se durcir, que ce soit de la part de l'État central ou de la Communauté autonome. Les anarchistes sont bien placés pour le savoir, eux qui subissent de plus en plus arrestations arbitraires, amendes, emprisonnements, pour le simple fait de participer aux luttes sociales dénonçant un système capitaliste qui perpétue l'exploitation des travailleurs, que ce soit sous un gouvernement de droite ou de gauche.

Nationalisme/Internationalisme/Bourgeoisie/Prolétariat

Devant la situation actuelle en Catalogne, rappelons au passage que nous sommes évidemment autant contre l'État espagnol que contre le projet d'un hypothétique futur État catalan, l'indépendantisme ne pouvant déboucher que sur l'avènement au pouvoir d'une bourgeoisie catalane qui continuera d'exploiter un prolétariat vivant et travaillant en Catalogne. L'internationalisme dont nous nous réclamons n'a évidemment rien à voir avec un indépendantisme dont l'objectif n'est que de remplacer une classe bourgeoise par une autre classe bourgeoise.

Ceci étant dit, nous ne pouvons que dénoncer la répression subie par la population catalane, qu'elle soit du fait de la police centrale (guardia civil), ou de la police autonome (mossos d'escuadra). De même il nous faut dénoncer la façon dont les secteurs indépendantistes célèbrent le centenaire de la grève de la « Canadiense » qui permit l'obtention de la journée de travail de huit heures. Pour ces catalanistes, il s'agit de valoriser la « *combativité du peuple catalan* ». Rappelons que cette grève ne fut pas menée et gagnée par les catalanistes, mais par une organisation composée de travailleurs catalans et immigrés des autres régions d'Espagne, une organisation syndicale et non pas autonomiste (nationaliste), une organisation ouvrière : la Confédération nationale du travail (CNT), dont la lutte était bel et bien de classe et internationaliste.

Ramón Pino
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Notes :
1) Parti socialiste ouvrier espagnol
2) Parlement espagnol

SOUDAN, UNE RÉVOLUTION ?

Une place couverte de tentes. Le soleil qui frappe. C'est *midan al-itisam*, la « place de l'attente ». Elle enserre le quartier général des forces armées soudanaises. Celles et ceux qui occupent cet espace ont décidé de n'en pas bouger avant que leurs revendications ne soient satisfaites : la mise à bas complète du régime d'Omar Al-Bachir et le pouvoir aux civils. Tout a commencé à la mi-décembre 2018, le 19 exactement. Le prix du pain a augmenté. Il a triplé. Manifestations dans tout le pays. Répression violente, 40 morts. Des centaines d'arrestations. Du refus de ces augmentations, la contestation en est arrivée au refus de ce pouvoir entre les mains d'un criminel islamique, poursuivi par la Cour pénale internationale (CPI) pour génocide et crimes de guerre commis au Darfour, Omar Al Bachir.

La répression et les luttes internes au pouvoir

Le 10 janvier 2019, les autorités avouent avoir tué 22 personnes. Des ONG donnent un bilan de 40 morts. 800 manifestants ont été arrêté. Les manifestations continuent. La semaine qui suit le W.E. du 12-13 janvier est considérée comme la semaine du soulèvement. Un groupe oppositionnel apparaît publiquement. Il s'agit l'Association des professionnels soudanais (SPA). Il semble être l'organe organisationnel de ce mouvement.

Face aux manifestants, il y a des organes de sécurité, pléthoriques. Ils représentent le premier poste budgétaire de l'État. A l'armée et la police, ont été ajoutés un puissant service de renseignement (NISS) et différentes milices dont la plus importante, la Rapid support Force (RSF) s'apparente à une armée dans l'armée. C'est de cette dernière que la solution autoritaire pourrait advenir. Début février, Omar al Bachir semble convenir qu'il y a un problème. Les manifestants auraient des « motivations raisonnables » …
Mais les manifestations continuent. Le 11 avril ; l'armée destitue le président. Le pouvoir passe aux mains d'un Conseil militaire de transition. Charge à lui de rétablir l'ordre. Il faut faire disparaître le sit-in devant le quartier général de l'armée. Une tentative a lieu le 3 juin. Sans résultat, mais 108 manifestants sont tués. Regrets militaires. Ce serait un nettoyage qui aurait mal tourné. En fait il s'agit de l'intervention des forces spéciales (RSF) du général Hemetti qui sont à l'origine des exactions au Darfour. Il peut s'agir en même temps d'une lutte d'influence au sein de l'armée. Le SPA appelle à continuer les manifestations pacifiques, à la grève et à la désobéissance civile. Khartoum, la capitale, est paralysée. Des pourparlers ont lieu qui n'aboutissent pas. Des divisions à l'intérieur de l'armée sont signalées. Des soldats réguliers prendraient le parti des manifestants pacifiques. Entre temps, des milliers de personnes ont traversé la ville en soutien aux militaires et pour le maintien de la charia. Ces derniers sont accusés par les révolutionnaires d'avoir « *dévoyé l'islam. Ils ont menti en prétendant que nous ne sommes pas musulmans. Nous voulons retrouver les bases du vrai Soudan, l'ancien, avant que les militaires et les islamistes ne fassent tout pour changer le pays* »

Sur la place, une autre société ?

Un journaliste (*Le Monde*) rapporte que le campement des protestataires soudanais est devenu un espace de fête et d'éducation politique, malgré les incertitudes et les menaces. C'est à l'intersection de boulevards sinistres. Il faudrait reproduire tout son article (29 mai 2019) pour se rendre compte de ce qui s'y passe.

En voici un extrait :

Comme chaque fois que ce genre de choses arrive, on voit les femmes surgir et prendre toute leur place. Elles semblent avoir joué un rôle de premier plan. L'une d'elle est devenue la *Femme en blanc* ou *Lady Liberty*. Elle s'appelle Alaa Salah. Tout est parti d'une photo, publiée le 8 avril sur les réseaux sociaux. On y voit une jeune femme, vêtue de blanc, haranguer la foule depuis le toit d'une voiture, le doigt au ciel. Autour d'elle, des dizaines de smartphones immortalisent la scène. Menacée de mort à plusieurs reprises, elle assure qu'elle ne sera pas « *réduite au silence* ». « *Les balles ne tuent pas. Ce qui tue est le silence du peuple. J'encourage les femmes soudanaises à sortir dans la rue en nombre* », peut-on lire dans un de ses tweets. Tous les soirs, des brigades de gamins défilent, marchant au pas. Ils ne tiennent pas des fusils mais des balais. On les retrouve plus loin, balayant avec force gestes une des grandes avenues, piétonne et encombrée. Les ordures sont mises en sac et ramassées par un camion poubelle : « *Ici, nous nous réapproprions notre pays, et nous voulons que notre pays soit propre et donne une bonne image de lui-même et de nous* », analyse, sérieux, Abdallah Gaber, 32 ans, l'un des régisseurs du sit-in. (Orient XXI).

« En l'espace d'un mois et demi, une cité a poussé sur plusieurs kilomètres carrés et s'étend jusqu'au pont de métal qui traverse le Nil Bleu. On y débat de politique, de démocratie, de rapports entre les sexes, des diverses façons de faire (ou pas) le ramadan, dans un mélange d'idées à la fois terre à terre et follement utopiques. Certains y ont élu domicile et ne quittent plus la zone, ou viennent en curieux ou en touristes. La nuit, c'est l'affluence. Aux toutes premières heures, le 6 avril, ce n'était d'abord qu'une tentative risquée pour regrouper, après quatre mois de manifestations, les protestataires de tous les coins de la capitale. Afin de parvenir jusque-là, il avait fallu des tractations pour qu'une branche des militaires laisse passer le flot contestataire.
Mais qu'ils s'installent à demeure sur le macadam soulevait des questions logistiques pointues.
« *Dès les premières heures, le problème de l'eau s'est posé. Puis, très vite, celui des toilettes. Presque en même temps, il a fallu organiser l'électricité. Monter des structures pour des tentes. Créer des scènes, organiser des centres médicaux. Ouvrir des dortoirs, donner à manger à tout ce monde. Mais je crois qu'on s'est assez bien débrouillés* »,
sourit Ali Siory, professeur au département d'ingénierie de l'université de Khartoum, à deux pas, et l'un des participants de la mise sur pied de cette ville dans la ville. »

En retrait, l'organisation

C'est un bataillon fantôme qui a organisé l'insurrection. C'est ainsi que le dictateur a qualifié cette nébuleuse regroupant un ensemble de syndicats, de comités au fonctionnement horizontal. Son organisation interne demeure inconnue ainsi que l'identité et la sensibilité politique de ceux qui la composent. Elle serait née après la répression violente d'un mouvement social en 2013. Ce *bataillon* va jouer un rôle en août 2018 par son engagement dans la bataille des salaires. Son nom le S.P.A. (Association des professionnels soudanais) redevient public le 31 décembre 2018. Dans une vidéo un homme, Naji Elassam, lit un Appel à la liberté et au changement (Declaration of Freedom and Change), qui est signé par 28 groupes en plus du SPA. Au moins deux organisations de femmes sont présentes en tant que telles. Cet appel comprend trois points. Le premier réclame l'éviction de Omar Al-Bachir et de son administration. Le second, la mise en place d'un gouvernement de transition suivie de neuf exigences de réforme économiques, civiles et sociétales. Parmi ces dernières, il y a la revendication de développer (empower) l'influence des femmes soudanaises et de mettre fin à toutes les formes de discrimination à leur encontre. Le troisième point, plus classique, revendique l'arrêt de toute poursuite contre les manifestants.

Lors du massacre de juin, des jeunes gens ont réclamé des armes pour se défendre, mais le SPA n'a pas suivi. Il a cependant renforcé les actions de désobéissance civile. Il s'agit tout à la fois d'une grève générale et de déserter les rues le tout culminant dans des manifestations monstres dans tout le Soudan. Après trois jours d'arrêt total du pays, le mouvement de désobéissance est suspendu. Les négociations avec le Conseil militaire de transition ont repris. Le SPA a réussi à fédérer toutes les oppositions du pays dans une coalition pour la liberté et le changement (FCC). Un des aspects singuliers de cette révolution réside dans les slogans et autres appels. Selon la chercheuse, Sarra Majdoub (Orient XXI) » Les mots d'ordre des professionnels peuvent être considérés comme une pièce maîtresse de l'insurrection, avec les désormais célèbres : « *Tasgot bas* ! » (Qu'il tombe !) avant la chute d'Al-Bachir et « *Lam tasgot baad !* » (Il n'est toujours pas tombé !) après l'avènement du Conseil militaire de transition. Le lyrisme de ces appels et leur extrême stylisation tantôt en arabe, tantôt en dialecte ou en argot des villes — *randouk* — les singularise. » Un des autres aspects illustrant le fait qu'il s'agit vraiment d'une révolution réside dans la création d'un art mural important comme ce fut le cas en Syrie entre 2011 et 2014. Il suffit d'aller voir sur le site de la BBC (1). Après beaucoup d'aller et retours, les discussions avec les militaires aboutissent au début août. Ils acceptent de partager le pouvoir ! Un accord est signé officiellement le 17 août en présence du Premier ministre éthiopien qui semble avoir joué un rôle décisif dans les négociations.

Aujourd'hui

Les choses semblent se remettre à fonctionner. Mais des manifestations continuent à avoir lieu, avec deux revendications. Connaître les responsables de la tuerie du 3 juin et hâter le transfert d'Omar Al-Bachir au Tribunal International de la Haye. C'est ce à quoi le nouveau premier ministre, Abdallah Hamdok, choisi par l'opposition s'est engagé. Il vient de se rendre au Darfour pour tenter de régler les problèmes créés par les tueries faites par les hommes du général Hemeti. Dans ce nouveau gouvernement il y a quatre femmes dont l'une est ministre des Affaires étrangères. Dans une société où les islamistes avaient le pouvoir, cela est signe d'un changement important.

Le 17 août 2019, un accord est signé avec l'État-major militaire, devant des représentants africains de haut-rang. Ces derniers doivent être soulagés de voir que cela se clôt ainsi. Le risque de contagion étant tellement grand. Le discours fait par le représentant du SPA à ce moment-là comporte 15 points qui représentent une feuille de route pour les temps à venir. Parmi eux il y a un appel aux militaires : déposez vos armes et rejoignez-nous pour reconstruire le pays. Après avoir déploré la dégradation du sort des femmes délibérément exercé par le précédent régime, il est affirmé cela : « *nous voulons conserver et améliorer les droits constitutionnels des femmes et ferons de telle sorte qu'elles occupent 40 % des sièges du Conseil législatif provisoire.* » Dans un pays connu pour son intransigeance islamiste, le point 4 abandonne toute référence à la charia et appelle à la tolérance réciproque de tous les groupes religieux. Le point 9 assure qu'il n'y aura pas de vengeance contre le groupe précédemment au pouvoir, juste une recherche des responsabilités de la corruption et des violences commises contre la population, donc juste l'application du droit. Cela vaut le coup de citer complètement la dernière partie de ce point parce qu'elle pose aujourd'hui ce qui pourrait arriver ailleurs. « *Peut-être le peuple de ce pays est-il capable de pardonner puissamment et pour une fois. Peut-être le peuple dans sa générosité peut-il oublier le mal que vous lui avez fait. Mais, en dernière alternative vous êtes de ce pays et votre droit à la citoyenneté ne vous a pas été enlevé. En conséquence vous devez choisir la façon dont vous aller reconnaître le mal que vous avez fait, car garder le silence c'est reconnaître votre complicité* ».

Ce serait trop long de continuer ces citations. Ce qui apparaît clairement, c'est que cette révolution en s'étant refusée de prendre les armes, ce qui aurait paru être justifié par l'extrême violence du pouvoir islamiste, a ouvert la voie à quelque chose de nouveau. Les groupes et les individus regroupés au sein du SPA ont tiré les conséquences du passage à la guerre civile de la révolution syrienne.

Pierre Sommermeyer

1) https://www.bbc.com/news/world-africa-48126363

INTERVIEW D'UN CAMARADE VÉNÉZUÉLIEN (NDLR)

La situation sociale et politique au Venezuela ?
Actuellement au Venezuela, nous avons un régime militaire d'origine marxiste et léniniste. Cela se produit dans un cadre compliqué, car il y a également la mafia liée au trafic de drogue. En bref, trois forces sont présentes sur le terrain : la force politique de gauche, les soldats qui détiennent le pouvoir, et la partie liée au trafic de drogue. Ils peuvent se mélanger dans une combinaison qui est le signe d'un niveau élevé de corruption. Au Venezuela, basé sur les revenus pétroliers, lorsque le prix du pétrole a énormément chuté, le niveau de corruption est resté le même, les vols ont continué et l'argent a commencé à disparaître. Des tensions internes sont ainsi apparues et la situation a évolué vers une forte répression interne contre toute forme de protestation sociale.

L'opposition de droite était également intégrée dans la corruption ?
Oui, bien sûr, l'opposition (entre guillemets) qui a un certain niveau d'autorité est composée des mêmes personnes qui ont gouverné pendant 20, 30 ou 40 ans, volant pendant tout ce temps. À droite, la même corruption, rapporte de l'argent de la même manière que pour les membres du gouvernement. La seule différence réside dans l'orientation politique. Ceux d'aujourd'hui appartiennent à la gauche militaire et ceux qui exigent le pouvoir à droite sont évidemment soutenus par les États-Unis. En tout état de cause, même si le gouvernement mène actuellement un discours anti-impérialiste, il continue de faire affaire avec « l 'empire nord-américain ». La différence est que la droite veut renverser le régime militaire chavista et maduriste, mais rien n'est vraiment différent. Derrière une peinture qui se veut subtile, faite d'une rhétorique soutenant la lutte contre la corruption, on trouve la bourgeoisie elle-même, la même oligarchie qui revient. Qu'il s'agisse d'une oligarchie « de gauche » ou « de droite », on trouve les mêmes personnes. La population en a assez des mensonges chavistes parce que le gouvernement n'a déjà plus d'argent pour fournir une nourriture suffisante à la population, dont la consommation mensuelle actuelle est faible en protéines, principalement à base de farine. Les gens constatent qu'il y a des interventions humanitaires de l'Amérique du Nord et que le gouvernement perd de sa crédibilité. Les chavistes contrôlent cependant tout le système électoral. Dans de nombreux pays européens, on pense que le Venezuela est une démocratie, car les citoyens ont le droit de voter, alors qu'en réalité, ce vote représente une forme de ratification par le gouvernement qu'il utilise. Les gens pensent que c'est une vraie démocratie parce qu'ils peuvent simplement voter, ce qui les oblige automatiquement à apporter leur assiette à la table.

Quelles sont les relations entre le gouvernement Vénézuélien et les autres régimes autoritaires d'Amérique du Sud ?
Le Venezuela a des liens avec la Bolivie, où Evo Morales a repris de nombreuses idées du gouvernement vénézuélien et a tissé une relation très étroite de soutien mutuel, mais le Venezuela a de nombreux liens avec d'autres dictatures mondiales, telles que la Biélorussie ou la Corée du Nord, sans parler des relations commerciales qu'il entretient avec la Russie de Poutine et avec la Chine, sur la base d'un flux d'argent échangé contre du pétrole. Le Venezuela vend du pétrole à la Chine depuis vingt ans, mais tout l'argent recueilli a été utilisé à des fins sans rapport avec le peuple : ni pour la santé, ni pour les infrastructures, ni pour les transports ou les télécommunications. Nous constatons ici la détérioration croissante de l'État et de l'infrastructure sociale.

D'un point vue idéologique, le marxisme est-il le courant qui a le plus influencé la politique vénézuélienne ?
Chavez a eu une formation et une mentalité toujours militaire, même de gauche. Un gauchiste marxiste, comme un chien vert, par exemple, un personnage assez rare. Cependant, c'était un cadre politique qui exerçait une certaine influence. En fait, Chavez était très intelligent, entraînant de nombreux soldats pour quitter l'armée et se rendre au Parlement en tant que ministres ou membres du gouvernement. Cependant, cela lui a coûté une perte de pouvoir dans l'autre organe institutionnel, à l'Assemblée législative. Ainsi, un pouvoir parallèle a été créé, une assemblée parallèle. Le pouvoir judiciaire et la cour suprême parallèle qui, comme tous les autres organes directeurs, ne lui obéissaient pas, pas plus qu'ils n'obéissent maintenant à Maduro, contrôlent tout. Les pouvoirs ne sont pas séparés, nous avons un mélange d'État présidentiel et d'État parlementaire qui se révèle finalement être une dictature.

Une opposition sociale de gauche à Maduro, existe-t-elle ? Les groupes extra-parlementaires de la gauche marxiste soutiennent-ils Chavez ?
En grande partie oui. Beaucoup ont reçu une partie du gâteau du gouvernement et restent silencieux.
Aucun des groupes politiques n'est en dehors de cette situation, ne disons pas les anarchistes, mais des génériques de gauche ?
Il y en a très peu, mais ils commencent à sortir. Par exemple, le Parti communiste vénézuélien a commencé à critiquer la politique chaviste, refusant une partie de l'argent et distribuant le gâteau, affirmant que c'était une mauvaise pratique. Mais c'est presque le seul qui l'a fait. Leurs prises de positions dans les périodiques et les journaux sont très claires, très critiques, etc. cependant, le mécanisme de propagande du gouvernement est très puissant à l'intérieur, et sa propagande à l'étranger est également très forte, en France, en Italie... En Espagne, des gens ont été associés à Podemos et le gouvernement du Venezuela a déclaré qu'il voulait financer une académie espagnole pour s'ancrer en Espagne et « acheter » une partie de la gauche espagnole.

Quel genre de relations le gouvernement entretient-il avec le crime organisé ? Surtout avec le crime de trafic de drogue ?
Il y a deux aspects : le premier est que le Venezuela est devenu un couloir pour le trafic de drogue, puisque le trafic colombien ne pouvant se faire par voie maritime, le Venezuela est devenu l'un des couloirs du transport de la drogue. Ce sont les militaires qui contrôlent les frontières et ce sont toujours eux qui sont impliqués dans le contrôle et la propagation de la drogue au Venezuela. Parallèlement, le gouvernement a commencé à créer des milices civiles armées dirigées par des membres du gouvernement. C'était des criminels armés qui aidaient d'une certaine façon le gouvernement à contrôler la population. Il existe actuellement un nombre élevé de gangs criminels liés au gouvernement, qui leur fournit des armes et y est directement intégré. Ces milices civiles sont une extension du gouvernement lui-même.

Que pouvez-vous dire sur le mouvement anarchiste au Venezuela ?
C'est un très petit mouvement qui se consacre principalement au travail dans le domaine des droits de l'homme.

Y a-t-il beaucoup de répression ?
Oui, exactement. Il y a beaucoup de répression sociale et l'un des domaines d'intervention est actuellement le domaine de la contre-information concernant les médias traditionnels de gauche et de droite. Ils racontent à longueur de pages que les gouvernements Chavez et Maduro sont pour le premier, la huitième merveille du monde, et pour le second, la terreur et le marchepied d'une invasion américaine... nous savons qu'aucune de ces positions n'est crédible. Le mouvement anarchiste a toujours fait valoir que ni l'une ni l'autre de ces options ne représente l'ensemble de la société vénézuélienne et qu'il restait encore énormément de travail à faire.

Mais quelles sont les relations entre les anarchistes vénézuéliens et ceux des autres pays d'Amérique du Sud, notamment au Paraguay ? Parce qu'au Paraguay, par exemple, il y a un président qui est fondamentalement un criminel. Existe-t-il une sorte de fédération sud-américaine ou n'y a-t-il pas de relations ?
Il y a des relations, mais malheureusement, il n'y a pas la masse critique pour créer une fédération. Mais en parlant de maintenant, lors du dernier congrès des Brésiliens, Argentins, en Équateur, au Chili, en Uruguay, au Paraguay, l'idée de former une assemblée est passée. Une association anarchiste en Amérique du Sud pourrait faire preuve de plus de cohérence et d'unité
.
En ce qui concerne les luttes sociales d'opposition aux gouvernements au Venezuela et dans d'autres pays, les luttes des travailleurs, les luttes des travailleurs en général, que pouvez-vous nous dire ?
Au Venezuela, il existe une opposition au niveau syndical. Ce ne sont pas des anarcho-syndicalistes, mais des marxistes et des trotskistes. Il existe de nombreuses unions de trotskistes ; le chavismo a ensuite créé de nombreuses unions parallèles à celles existantes pour les enterrer. Il y a des syndicats dans le secteur textile et éducatif orientés vers Trotski, mais l'anarcho-syndicalisme est très réduit au Venezuela, même s'il y a des gens qui participent au mouvement.

Le gouvernement vénézuélien, de quel pays est-il le plus proche ?
Je pense que Cuba est le pays qui a le plus d'influence au Venezuela, car Chavez a d'abord rejoint Maduro, qui a ensuite rejoint les soi-disant pays non alignés. Mais en fait, ceux qui dirigent le village ne sont pas Chavez et Maduro, mais la composante militaire qui se trouve derrière eux.

Quelle est la relation entre le Venezuela et les États-Unis ?
Le Venezuela a une ligne anti-impérialiste mais continue de vendre du pétrole aux États-Unis. Les États-Unis sont l'ennemi dans la rhétorique du gouvernement, mais ils font des affaires avec Exxon, avec Mobil, avec Chevron, tout comme avec Gazprom et la Chine. Il y a de mauvaises relations, mais les États-Unis devaient aussi faire des affaires avec le Venezuela dans une perspective concurrentielle par rapport à Poutine...

Merci !

LE CHILI S'EST RÉVEILLÉ

Le Chili a hérité de la politique économique néolibérale imposée il y a plus de 30 ans par le général Augusto Pinochet. La crise déclenchée par l'augmentation du tarif du métro de Santiago est profonde et liée au coût élevé de la vie, aux bas salaires et aux inégalités. La protestation sociale initiée par les lycéens a regroupé plus d'un million de personnes dans les rues de Santiago.
Le gouvernement de Sebastian Piñera a lancé contre les manifestants l'armée et la police tout en déclarant l'état d'urgence et le couvre-feu dans plusieurs régions.

Quelles sont les raisons de la colère ?

Après plus de 40 ans de cotisation, les Chiliens reçoivent des retraites inférieures en moyenne à 200 euros. Ces pensions sont gérées par des entités privées, qui sont libres d'investir et de jouer avec l'argent des retraités. La plupart des universités sont privées, une masse importante d'étudiants s'endette auprès des banques. Le salaire minimum est actuellement de 370 euros, la majorité de la population active gagne ce salaire en cumulant deux emplois. Il y a aussi de nombreux travailleurs indépendants qui ne sont pas reconnus par le Code du travail. Les grandes entreprises des secteurs minier, forestier, de la pêche et de l'énergie, appartiennent aux 7 familles propriétaires du pays. Elles ont la possibilité de polluer et de devenir propriétaires des espaces publics. L'État vend à ces familles des plages, des rivières, des montagnes pour qu'elles puissent les exploiter et polluer en toute impunité.
Les soins de santé et les médicaments confiés aux entreprises privées sont excessivement chers. Les médicaments sont payés à 100 % par les malades. Des délits de corruption politique et économique ont été mis au grand jour. Ceux qui gouvernent le pays se remplissent les poches, ils volent les contribuables et sont sauvés par leurs juges.
Ces dernières années, plus d'une trentaine de militants politiques, dont des anarchistes, des syndicalistes et des activistes mapuches sont morts victimes de la police et de l'armée. On applique à ces militants une loi antiterroriste mise en place par Pinochet. Les médecins, les assassins et les tortionnaires de la DINA, du CNI (1) et de l'armée, tous complices du coup d'État de 1973 du général Pinochet, marchent librement dans les rues. Les seuls condamnés sont confinés dans des prisons de luxe.

Le néolibéralisme chilien

Au Chili, le néolibéralisme avait été imposé avec plus de violence que dans d'autres pays. De toutes les sociétés, la chilienne était celle qui ressemblait le plus aux rêves des Chicago's boys, des économistes Hayek et Milton Friedman : le néolibéralisme dans son état le plus pur ! Tous les ingrédients ont été réunis pour former un paradis néolibéral : il a été créé par une dictature qui n'a pas eu à faire face à des débats inconfortables et à une opposition parlementaire, ni à la nécessité de séduire les électeurs populaires ni de négocier avec les organisations syndicales afin de satisfaire les revendications sociales.
La classe dirigeante chilienne elle-même se vantait, pour reprendre les propres termes du président Sebastián Piñera, d'être « *une bonne maison dans un mauvais quartier* » et une « *oasis* » de stabilité dans une région instable. Les sociaux-démocrates n'ont jamais condamné le modèle chilien quand ils ont été au pouvoir. Pour les dirigeants politiques « progressistes », les chiffres macroéconomiques étaient suffisants : une croissance économique plus ou moins soutenue, une faible inflation, une dette publique maîtrisable, un équilibre fiscal relatif.
L'explosion sociale du Chili est survenue à un moment où les économistes regardaient les statistiques, les données contrastées, dressaient des comptes et tout semblait aller bien. Mais ce n'est pas l'échec du modèle qui a produit cette explosion, mais son succès. Le Chili est l'enfant gâté de l'esprit d'entreprise. La société réelle ressemblait à ses désirs profonds, une société mercantilisée, imprégnée d'individualisme, avec des protections sociales minimales, donnant ainsi toutes les garanties et tous les avantages à l'investissement privé.

Un pouvoir aux abois

La révolte des citoyens chiliens a pris l'élite complètement par surprise, cela se voit dans deux réactions de Piñera : d'abord, il a déclaré la guerre aux manifestants, puis il s'est excusé pour avoir été insensible aux revendications du peuple et il a annoncé un paquet de mesures palliatives urgentes.
La "Première dame" du pays a confessé devant un ami : « *Nous sommes absolument submergés, c'est comme une invasion étrangère* ». C'est un exemple de ce que sont les préjugés de classe. La dernière phrase de Cecilia Morel est devenue virale sur les réseaux sociaux, elle en dit beaucoup plus qu'il n'y paraît : « *Nous allons devoir diminuer nos privilèges et partager avec les autres* ». Et ne parlons pas des considérations d'Andronico Luksic, l'homme le plus riche du Chili qui a confondu Piñera avec Pinochet. Il s'est dit « *heureux que le général ait imposé un couvre-feu* » et il a affirmé que s'il était au pouvoir, les journalistes seraient rayés de la carte.
Le gouvernement de Sebastián Piñera a répondu aux protestations sociales au Chili par une répression militaire très brutale. Selon la Commission inter américaine des droits de l'homme, il y avait le lundi 28 octobre 42 morts, 12 femmes violées, 121 disparus et des milliers de torturés.
Les manifestations, ne sont ni dirigées ni contrôlées par les forces politiques, mais sont essentiellement spontanées. Deux des slogans les plus fréquemment entendus dans les manifestations disent beaucoup de choses sur les sentiments et les pensées de ceux qui descendent dans la rue et défient l'autorité : "*Ce ne sont pas trente pesos, c'est trente ans*" et "*le Chili se réveille*". Pour les manifestants, trente pesos d'augmentation du ticket de métro ce n'est peut-être pas grand-chose, mais 30 ans de régime néolibéral avec des gouvernements socialistes et libéraux aux ordres des grands chefs d'entreprises, c'est cela qui a provoqué un rejet profond du régime issu de la dictature de Pinochet.
Malgré la répression, les viols et les morts, les rues sont en fête. On danse, on chante, on fraternise, on partage. Les drapeaux des Indiens mapuches volent au vent, ils sont les symboles de la révolte. La rébellion rend les gens meilleurs, toujours. Heureux ceux qui la vivent. C'est le moment où tout semble possible, le moment n'est pas venu de négocier vers le bas. Les Chiliens se sont réveillés du cauchemar néolibéral et vivent un moment de rêve. Plus ils osent rêver, plus ils pourront transformer la réalité.

Daniel Pinós

---

1. La *Direction nationale du renseignement*, connue sous l'acronyme DINA, était la police secrète de la dictature militaire d'Augusto Pinochet au Chili entre 1973 et 1977. La DINA a été responsable de nombreux cas d'infiltration politique et de violations des droits de l'homme, dont des meurtres, des enlèvements, des viols et des tortures. Elle a été remplacée en 1977 par la *Centrale nationale d'informations* (CNI).

« ILS CONTINUENT À NOUS DISPARAÎTRE »

les assassinats d'activistes sociaux se multiplient en Colombie. Chronique de ces morts annoncées

Une grande manifestation le 27 juillet dernier appelait à se mobiliser pour chercher vérité et justice et les faire cesser. Témoignage et analyse depuis Bogotá.

Notre 27 juillet 2019 à Bogotá commence dans un taxi. Radio Caracol annonce une manifestation en fin d'après-midi à Bogotá pour protester contre les « desapariciones de líderes sociales y defensores de derechos humanos » [disparitions de leaders sociaux et défenseurs des droits humains] qu'on appelle ici simplement « los líderes ». Je me rends compte que le sujet non seulement n'est pas tabou mais qu'il est majeur pour les Colombiens, je découvre aussi que les autorités, loin de s'opposer à la manifestation ou de l'interdire, vont s'y associer.

Des statistiques d'une grande violence

Du 1er janvier au 8 septembre 2019, 155 activistes sociaux et défenseurs des droits humains ont été assassinés en Colombie, 1.351 ont reçu des menaces de mort. 777 victimes mortelles, depuis la signature des accords de paix avec les Farc le 24 novembre 2016 dénonce le rapport de Indepaz (Instituto de Estudios para la Paz), dont 132 en 2016, 208 en 2017, 282 en 2018 et 155 pour l'année en cours. De 29 des 32 départements touchés, on passe, en 2019, à 23 départements avec, en tête, les départements du Cauca (35 morts) et Nariño au sud-ouest, Antioquía (20) au nord-ouest (17).

Qu'en est-il de la violence générale ? De janvier à septembre de cette année, 8 612 personnes ont été assassinées en Colombie, soit 178 de plus que 2018 sur la même période, une hausse de 2,1%. Elle concerne surtout les activistes sociaux. Pourtant, depuis 2009 et ses 17 717 assassinats, la tendance générale était à la baisse, ce qui ne se dément qu'à partir de 2018 avec ses 12 130 morts.

Qui sont les victimes ?

En majorité des activistes d'organisations paysannes, en particulier des cultivateurs de coca, des indigènes, des afro-colombiens, des collectifs discriminés comme les LGBTI. Pour moitié des conseillers municipaux en fonction. Puis des ex-guérilleros Farc démobilisés. Mais aussi des avocats, des syndicalistes et des journalistes dans l'exercice de leur profession. Et enfin des candidats aux élections. Ainsi la campagne pour les municipales et régionales du mois d'octobre dernier, a compté pas moins de 7 assassinats, dont celui de Bernardo Betancourt qui briguait la mairie de Tibú dans le département de Santander, criblé de balles 24 heures après avoir signé le Pacte de non-violence. La MOE, Mission d'Observation Électorale de la société civile colombienne, a relevé 54 candidats victimes de violence, deux séquestrations et cinq victimes d'attentats. Mais mon taxi me parle de toute personne gênant les intérêts de groupes en marge de toute loi, un bénévole s'occupant de son immeuble, des collectifs occupant des espaces sociaux.

Où ?

Les taux d'homicides les plus élevés se retrouvent aux endroits clés de trafics en tout genre, production et vente de cocaïne, achat et vente irrégulières de terrains, contrebande d'essence, extraction minière abusive d'or ou de coltan : en particulier le long de la frontière avec le Vénézuela, au Putumayo au sud, ancien territoire de « narcocultivo » (cultures de coca pour être transformée en cocaïne), et au nord où l'ELN n'a pas désarmé.

Comment ?

Le plus souvent ce sont des assassinats par balle par des tueurs à gage, les *sicarios*, au domicile de la victime, les menaces et intimidations n'ayant pas suffi pour que l'activiste social cesse de déranger. Les cas de séquestration comme celui d'un commerçant du département de Santander ou d'un éleveur dans la région de Catacumbo en 2019 est davantage le fait de l'ELN, une guérilla encore active qui pratique toujours le mode de financement à la rançon. La torture est pratiquée par les Bacrim, bandes criminelles, comme arme de pression sur les indigènes, mais aussi par l'armée, comme le dénoncent par exemple les communautés indigènes après la mort violente infligée par des militaires, le 29 octobre dernier, au jeune activiste de droits humains, Flower Jair Trompeta Pavi, de l' Association de Travailleurs Pro-Constitution de Zones de Réserve Paysanne de Caloto (Astrazonacal), au Cauca, après lui avoir plongé la main dans une *depulpadora* de grains de café.

Qui sont les auteurs de ces crimes ?

- L'ELN, la guérilla historique du nord qui n'a pas encore signé la paix.
- Les Gaor ou Grupos Armados Organizados Residuales, groupuscules Farc ayant refusé les accords de paix de 2016 et dissidents de l'ex-EPL, appelés Los Pelusos, ayant refusé la mobilisation de ce groupe marxiste-léniniste d'origine maoïste.
- Les Autodefensas Gaitanistas, néo paramilitares d'extrême-droite, n'ayant pas accepté la démobilisation de 2006 des AUC, Autodefensas Unidas de Colombia et qui continuent à trafiquer avec la cocaïne.
- les Bacrim ou Bandas Criminales, simples narcotrafiquants de drogue petits et grands sans objectif politique.

Pourquoi ?

Depuis novembre 2016 et la signature de la paix avec le groupe guérillero le plus puissant, important et étendu, un double phénomène s'est produit : une démobilisation massive de 12 000 « farcos » et une intervention trop lente du gouvernement pour réinvestir leurs territoires et y réinstaller les déplacés. Les groupuscules ex-Farc au sud, la guérilla de l'ELN et les ex- EPL au nord, ainsi que les Bacrim se sont bousculés pour s'emparer de la place laissée vide. Les villages subissent leur pression et le feu croisé des affrontements armés entre rivaux pour dominer le territoire. Par exemple l'ELN et la bande des Pelusos en guerre pour contrôler le narcotrafic dans le Catacumbo au Nord du Santander se sont livrés à des menaces et intimidations envers les leaders sociaux. Ce qui fait que le phénomène des déplacés existe aussi toujours : 35 000 personnes ont dû quitter leur Catacumbo natal en 2018 en raison des affrontements. Là aussi des journalistes et des activistes sont en danger de mort. Sans compter que la lenteur du processus de paix en cours avec la dernière guérilla historique, l'ELN, met aussi en danger les leaders sociaux dans le nord, départements de Choco, Bolívar, Santander et Arauca.

Le gouvernement n'a pas immédiatement mis en place une politique intégrale de santé, d'emploi et d'éducation dans les zones désertées par les Farc favorisant ainsi le développement de l'illégalité et l'émergence de groupes mafieux et délinquants se disputant le gâteau. Les Farc mettent en cause l'État qui seul a les moyens militaires, financiers et techniques d'assurer la conservation des biens, qu'ils ont à ce jour partiellement restitués (terres, bétails, routes, etc) après inventaire remis au gouvernement en août 2017, pour une somme de 542 milliards de pesos. A ce jour, seuls 3 milliards ont été liquidés par le gouvernement pour financer les indemnisations et programmes destinés aux victimes. Cela met gravement en danger les défenseurs de droits humains dans des zones sans droit, auparavant de non-droit (mais en réalité organisées sous la loi Farc). Certains ont été même menacés pour avoir demandé une éducation de qualité.

Les activistes sociaux sont en lutte contre des méga projets sur leur territoire, vu comme nouvellement vierge par les compagnies privées, pour faire valoir leurs droits collectifs et environnementaux face aux intérêts du capitalisme, comme le droit à l'accès à l'eau, ou encore pour s'opposer aux monocultures pour produire de l'huile de palme, à Maríalabaja, Bolívar. 31 leaders Afro-colombiens assassinés dans la zone Caraïbe ces deux dernières années pour avoir dénoncé des projets agro-industriels ou des extractions minières illégales comme celles à ciel ouvert de La Guajira, Magdalena ou au sud du département de Bolivar. Des activistes indigènes ont reçu des menaces pour avoir cherché à provoquer des coupures de courant dans des zones de cultures illégales. 36 indigènes ont été assassinés en 2019 (jusqu'au 8 septembre) pour avoir lutté pour l'autonomie de leurs territoires, pour avoir ré-occupé leur terre ou contré la lutte contre l'éradication de la coca.

L'application trop lente des accords de paix, un dispositif insuffisant de suivi de retour à la vie politique qui garantisse les conditions de la paix, popularisée par hashtag #pazenlegalidad# [paix en légalité], sont aussi des raisons de ces assassinats. Beaucoup de Colombiens sont entrés dans les Jac (Junta de Acción Comunal) [conseil municipal], après la démobilisation des Farc en tant que conseillers municipaux, ils pensaient participer à une renaissance de la vie de leur commune pacifiée et se sont retrouvés démunis et en proie à la loi du groupe de pression le plus fort. Aujourd'hui ceux qui qui dénoncent la corruption, sont harcelés, menacés, séquestrés, torturés, assassinés dans l'exercice de leur fonction et réclament protection et soutien. Ainsi, en octobre 2019, la Police Nationale a proposé une récompense de 10 millions de pesos pour retrouver et juger les auteurs de l'assassinat de Dioselí Noriega, président de la Jac de la Vereda La Laguna, municipalité de Convención, au Nord du Santander. Au cours de cette année 2019, ce défenseur des droits humains avait traité 26 agressions dans la zone de 1.500 hectares de coca à la frontière avec le Venezuela.

Les narcotrafiquants éliminent tous les gêneurs exigeant l'application des accords prévus de substitution ou d'éradication des « narcocultivos » restitués par les Farc : 42 assassinats avérés depuis 2016 d'activistes sociaux ayant aidé des paysans à retrouver leur terre ou de paysan.ne.s. Malgré l'existence du PAO Plan de Acción Oportuna qui établit par décret, depuis 2018, un protocole de protection des défenseurs de droits humains, des activistes sociaux, municipaux et des journalistes ,et en dépit du fait que 4 485 leaders sociaux bénéficient d'une protection rapprochée, une initiative d'ensemble bien construite fait défaut. Les gilets pare-balles ou un garde du corps ne protègent pas partout et surtout cela ne règle pas le problème si rien ne permet pas à leur lutte elle-même d'aboutir. Malgré l'absence de statistiques officielles, on estime à 92 morts en 2018 et à 168 en 2016-2017, les démobilisés Farc (12 000 au total) qui ont recouru au programme du Conseil National de Réinsertion [Consejo Nacional de Reincorporación], chargé de l'application des accords de paix, et qui vivent dans les zones dénommées Espace Territorial de Formation et Réinsertion [Espacio Territorial de Capacitación y Reincorporación].

Témoignage de la manif du 27 juillet à Bogotá

Nous avons rejoint la manifestation qui débouche sur la Place Bolivar, la plus importante de la capitale, où se trouve le Capitole et le fameux Palais de justice pris en otage par la guérilla M-19 en 1985 (le gouvernement envoya les tanks, tuant officiellement tous les guérilleros mais des disparitions de civils ou de guérilleros ce soir-là ne sont, à ce jour, pas résolues, sans doute sous le sceau du secret d'État). L'image qui s'offre à nous est forte et saisissante : des silhouettes photographiques grandeur nature de disparu.e.s portant un badge avec leur nom occupent de leur présence le devant la Cathédrale, pour mieux dénoncer leur disparition et une immense banderole crie : « Plus jamais un nouveau génocide en Colombie ! » Sur le côté opposé de la place, la façade de la mairie de Bogotá est recouverte d'un linceul noir. Des listes de victimes circulent de main en main. Sur une marche, je prends une photo encadrée d'un disparu dont le slogan me frappe : #nossiguendesapareciendo# (« ils continuent à nous disparaître »). Le verbe « disparaître » devient transitif pour frapper les esprits dans cette campagne de prise de conscience.
Devant le Capitole, des activistes sociaux choisis en représentation des collectifs les plus vulnérables et menacés, un indigène, une « lideresa » [leadere] sociale réclamant la restitution de terres, une victime du conflit armé, lisent un manifeste : « Ces crimes sont particulièrement graves, symptomatiques d'une maladie profondément enracinée en Colombie, qui tend à abattre, décourager, éliminer, faire peur ou exterminer quiconque voudrait relever la tête, quiconque voudrait dénoncer une injustice ou proposer une réforme, une solution, une revendication populaire nécessaire et juste ». Oui, les disparitions continuent, et je me souviens de cet affichage dans Bogotá, dans les rues de La Candelaria, qui exigeait encore des nouvelles des « faux positifs » toujours disparus malgré les 657 plaintes pour crime contre l'humanité mettant en cause 688 militaires dont beaucoup aujourd'hui condamnés : ils assassinaient des jeunes sans abri pour les transférer en zone Farc et toucher la prime gouvernementale pour capture d'un guérillero. Et de cette longue et gigantesque affiche que j'ai vu coller à la hâte tandis que le taxi filait le long d'une avenue du quartier résidentiel du nord : « Où sont les disparus ? »

Réflexions d'après 27 juillet : une gauche discréditée ou de droite... Mais la droite aujourd'hui en perte de vitesse partout au 27 octobre 2019

Il faudra du temps aux Farc pour gagner un électorat avec un tel curriculum d'atrocités envers les civils séquestrés contre rançon ou envers les otages politiques, un tel bilan de déplacés dans des bidonvilles, sans compter les nombreuses victimes à des degrés très divers de leurs activités narcotrafiquantes. L'origine marxiste des Farc, ses accointances d'abord avec le castrisme puis avec le chavisme, sans compter le fantasme en Amérique latine du populisme chaviste, corrupteur, clientéliste et autoritaire et d'un Venezuela recréant la Grande Colombie de Simon Bolivar, gouvernée depuis Caracas, un bon demi-siècle de conflit armé ainsi que leur financement par le narcotrafic, ont largement discrédité le communisme en Colombie. A l'inverse le pays est le parfait allié des États-Unis : Plan Colombia (aides se chiffrant en milliards pour lutter contre le trafic de drogue), Traité de Libre Commerce, utilisation de bases militaires, etc. Les Farc-EP (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército Popular) [Forces Armées Révolutionnaires de Colombie – Armée Populaire] sont à présent entrées dans le jeu électoral politique en conservant leur sigle comme Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común et ont accepté les conditions de la paix.
Il faudra aussi du temps pour que tout candidat anticapitaliste ait ses chances, pour que la gauche tout entière ne porte pas le discrédit des Farc. Bogotá a juste eu un maire de centre-gauche, du Polo Democrático Alternativo, Gustavo Petro, ex-membre du M-19 démobilisé mais qui avait pris le soin de préciser qu'il « avait été » de gauche mais que cela n'avait pas fonctionné en Colombie et qu'il proposait désormais « un capitalisme démocratique ». Toujours cette sensation, ici encore plus qu'ailleurs, d'un choix entre la droite et la droite. D'ailleurs le président colombien Iván Duque est l'initiateur avec Sebastián Piñera, en avril 2019, du Prosur, d'une alliance des droites néolibérales de la région pour une intégration Régionale signée par l'Argentine, le Brésil, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, du(le) Chili et le Guyana.
Et il faudra finalement du temps pour que l'opposition ait simplement droit de citer dans la vie politique en Colombie, sans que l'engagement contestataire ne condamne à la disparition. Avec la signature de la paix, la peur au quotidien a disparu en Colombie pour les civils. Elle demeure comme un faux prétexte pour les riches paranoïaques se retranchant dans leurs bunkers contre la misère. Les actions de la guérilla étaient largement non sélectives quant aux victimes, soit de par les enlèvements mal ciblés, soit de par les attentats non ciblés. Aujourd'hui les victimes de la violence sont désignées nommément et seuls les activistes sociaux et les défenseurs de droits humains ont réellement à craindre pour leur vie. La paix n'est revenue que pour qui ne dérange ni les intérêts capitalistes ni les lobbys mafieux. Et le phénomène n'en est que plus visible et moins supportable.
Le 27 octobre dernier, pour la première fois, une femme est élue mairesse de la capitale. J'ai pu observer que les emplois et professions sont de moins en moins discriminants envers les femmes. D'autre part, on enregistre en 2019 une baisse significative des violences domestiques et conjugales et une chute de près de 20% des agressions sexuelles à l'encontre d'enfants et adolescent.e.s par rapport à 2018 (de 8 203 cas a 6 632). On sent l'émergence de la Colombie de demain même si le machisme a encore la vie dure.
Lopez est aussi la première politique qui affiche son homosexualité et se revendique de classe moyenne. Fille d'institutrice, elle s'appelle Lopez dans un pays où les sempiternels grands noms sont attachés aux postes de pouvoir. Sénatrice de 2012 à 2015, elle a dénoncé la para politique et la corruption aboutissant à 50 condamnations de personnalités publiques. Tout cela montre le sens du changement voulu par les électeurs, nous l'avons senti au cours de notre séjour. Sur le plan politique, notons une simple avancée du centre gauche et un vote sanction pour la droite la plus conservatrice dans tout le pays. Mais les activistes sociaux et les défenseur.e.s des droits de l'homme l'attendent sur ses réalisations, la mairie de Bogotá est considérée comme le deuxième poste à responsabilité en Colombie.

Monica Jornet
Groupe Gaston Couté
de la Fédération Anarchiste

Avec l'accord de l'auteur, nous publions ci-dessous un texte constitué d'extraits d'un très long témoignage de Yannis Youlountas (Groupe ELAFF de la FA et Rouvikonas). Nous vous invitons très fortement à retrouver le texte intégral original sur monde-libertaire.net.

Le CRML

GRÈCE : UNE CHAPE DE PLOMB S'ABAT SUR LE MOUVEMENT SOCIAL !

Lundi 11 novembre au petit matin. Après un long silence en partie forcé, voici nos dernières nouvelles de Grèce, depuis la Crète puis l'Épire (près de l'Albanie) en passant par Athènes avec une vague sans précédent de perquisitions et d'arrestations, de fausses accusations contre Rouvikonas, la fin du procès d'Aube Dorée et Exarcheia qui devient une poudrière.

Une chape de plomb s'abat actuellement sur Athènes et tout le monde se retrouve menacé et traqué dans une véritable fête foraine pour policiers en manque de gauchistes et d'anarchistes. Un feu d'artifice pour les valets du pouvoir et la grande roue pour le nouveau premier ministre, piètre héritier de la dynastie politique des Mitsotakis, encore plus narcissique que le vil monarque de Prévert dans son œuvre *Le roi et l'oiseau*. Derrière de plus en plus de groupes et d'individus, sous toutes les formes et toutes les coutures, c'est tout le mouvement social qui est visé. Le but ultime est double : d'une part nous intimider pour nous dissuader et, d'autre part, semer la peur dans la population et faire de tous ceux qui résistent les ennemis de la paix et de la concorde.

Une fois de plus, la Grèce est un laboratoire du durcissement du capitalisme et de la société toujours plus autoritaire sur le vieux continent. C'est pourquoi nous souhaitons alerter nos camarades de l'autre bout de l'Europe de cette dérive : la criminalisation du mouvement social peut mener aux pires condamnations, à de longues peines de prison et, à terme, à une censure totale de nos idéaux révolutionnaires.

Ce processus s'accompagne de moyens de surveillance et de répression toujours plus importants du côté de l'État qui agit au service des dirigeants économiques et politiques. Nous sommes de plus en plus nombreux à nous retrouver dans le viseur d'un pouvoir qui n'accepte plus la contradiction et qui traque toute forme de résistance avec une violence toujours plus méthodique et perfectionnée. Ce qu'a vécu le mouvement social en France ces derniers mois se reproduit un peu partout dans le monde en ce moment, au rythme de soulèvements qui se heurtent à une répression brutale et décomplexée. Dans ce puzzle planétaire d'un capitalisme à bout de souffle, la Grèce, après une décennie de luttes exemplaires, devient le laboratoire du piège qui nous est tendu : il devient progressivement interdit de rêver, de proposer un monde débarrassé du système politique qui nous vole nos vies, et de lutter contre lui. Celui qui ose résister devient lentement un déviant à surveiller de toutes les façons possibles — avec l'appui de nouvelles technologies — et parfois à dissuader ou neutraliser avant même qu'il ait levé le petit doigt.

Depuis la fin du mois d'octobre, de l'avis de beaucoup, nos communications sont rendues difficiles : serveurs internet HS, ordis à la ramasse, pages Facebook fermées, comptes perso bloqués, censures en tous genres, téléphones s'allumant tout seuls et autres délices de l'ère technologique. On ne compte plus les témoignages et, moi aussi, j'ai été contraint au silence quelques jours. De plus, la surveillance rapprochée devient omniprésente, visible et parfois menaçante, comme en témoigne de nombreux exemples.

Ce qui se passe en ce moment à Athènes ne cesse de le confirmer. Comme partout ailleurs dans le monde, le pouvoir tremble, il sent que la colère gronde, que la révolte couve, au point d'exploser en différents points du globe. C'est pour cela aussi qu'il se durcit encore plus et qu'il a besoin de fabriquer des boucs émissaires pour détourner l'attention.

Il y a deux semaines, j'étais encore en Crète où la lutte contre le nouvel aéroport de Kastelli commence à prendre une autre tournure. Les premiers oliviers ayant été arrachés, la question se pose de plus en plus sur les formes possibles de la lutte. Comment résister ? Telle est la question qui circule, ici et là, en Crète, comme ailleurs. Les hypothèses se chuchotent. On se méfie. On envisage beaucoup de choses sans savoir de quoi demain sera fait.

Idem il y a une semaine, à Athènes, où je participais à un colloque organisé par Rouvikonas et la nouvelle Fédération Anarchiste de Grèce (Anarxiki Omospodia, composée d'approches et de courants divers), durant deux jours dans le théâtre autogéré Embros plein à craquer. Cela faisait des années que je n'avais pas entendu autant d'interventions si pertinentes, lucides et foisonnantes en termes de propositions. Quelque chose se passe, manifestement. Quelque chose de profond, de clair et d'intelligent. Quelque chose qui ressemble à une prise de conscience, critique et politique. Je suis sorti de ces deux jours comme réveillé, ranimé, éclairé, non pas par une quelconque avant-garde, mais par la diversité fertile de nos débats, dans une grande écoute mutuelle et sur un plan d'égalité. De mon côté, on m'avait demandé d'intervenir sur les relations, communications et solidarités internationales. Je n'ai pas manqué de transmettre votre soutien et de résumer les nombreuses actions effectuées dans plus de 60 pays du monde en soutien à Exarcheia et Rouvikonas.

Sortir de la préhistoire politique devient une nécessité vitale. Nous organiser autrement, non seulement pour prendre nos vies en main, mais pour sauver la vie tant qu'il en est encore temps. Passer du pouvoir en tant que nom, qualifiant ceux qui nous dominent ou qui prétendent nous gouverner, au verbe pouvoir, qui signifie être en capacité de choisir chacun et ensemble nos vies. Ce n'est qu'en nous débarrassant du pouvoir en tant que nom que nous libérerons le pouvoir en tant que verbe. Ces homonymes sont aussi des antonymes. Pour pouvoir vivre libres, libérons-nous du pouvoir.

D'un bout à l'autre de la planète, en toile de fond de revendications singulières et parfois anodines en apparence, du Chili à l'Indonésie et de la Guinée au Liban, il y a un profond désir de changement qui monte jusqu'en Europe. Un désir de remise en question et de réinvention. Un désir d'en finir avec la politique à l'ancienne et son cortège de mensonges et de corruption. Un désir de ne plus laisser à d'autres le pouvoir de décider de nos vies, de nous écraser, de nous humilier et, parfois, de nous tuer.

Phrases de *Yannis Youlountas* remaniées avec son accord par Christophe (CRML)

Le monde comme il va

PETIT TOUR RELIGIEUX.

Credo, je crois, c'est le refrain que tout un chacun peut entrevoir dans les religions quelles qu'elles soient.
Le 22 octobre 2019, un nouvel individu arrive sur le trône impérial japonais. Peu importe son nom. Il est le énième descendant de la déesse du Soleil Amaterasu, elle-même fille des dieux démiurges créateurs du monde terrestre (l'archipel japonais) : Izanagi et Izanami. Qui dit mieux ? La religion japonaise par excellence est le shintoïsme. C'est devenu vers 1868 la religion d'État. Les Esprits (kami) sont présents dans la nature, rivières, vent, rochers etc. On peut dire que c'est une forme d'animisme.
Maintenant traversons l'Océan Pacifique. Allons au Colorado dans une petite ville (Colorado City) ou pour des raisons religieuses se pratique le mariage plural. Il s'agit là d'une branche fondamentaliste des Mormons qui conserve cette pratique. Une enfant, devenant pubère, doit être mariée à un homme qui a, de préférence, déjà plusieurs femmes. Cette pratique, la polygamie, est interdite formellement aux États-Unis, mais là elle est tolérée par ce qu'il s'agit d'une pratique religieuse. S'il y a un endroit ou le Syndrome de Stockholm est en action, c'est bien là. Ces femmes, de plus, refusent de témoigner contre leur mari en plus du fait que le pouvoir local est entre les mains de ces derniers. Changeons d'endroit pour aller partout, chez les Ismaélites ou Ismaéliens. Nous avons tous entendu parler de l'Aga Khan. Chef religieux (10 millions de fidèles), grand propriétaire temporel, il est à la tête de musulmans particulièrement intégrés dans le monde. Ils sont une branche du rameau chiite mais n'ont rien à voir avec l'Iran. Très impliqués dans l'amélioration des conditions de vie des pays les plus pauvres, ils forment une communauté où les femmes jouent un rôle déterminant.
Changeons un peu, allons voir ce qui relève de l'appellation secte. Les Témoins de Jéhovah, issus du christianisme, revendiquent près de 20 millions de pratiquants. Qui ne se rappelle des fantastiques mariages groupés organisés par la secte du Révérend Moon, dont le nom officiel est *Association de l'Esprit Saint pour l'Unification du christianisme mondial*. Leur programme est la construction du paradis sur terre. On peut trouver sur Internet une liste des 15 sectes les plus dangereuses du monde. Il y a une secte japonaise néo bouddhiste, Ho-no-Hana, l'Église de Scientologie, Tree of Life, une secte d'origine russe, Hare Krishna, bien connue des post-soixante-huitards. Ajoutons la secte de Baghwan, les Enfants de Dieu, La famille Manson, Aum Shinrikyo, la porte du Paradis, les Davidiens. On remarquera juste que leur dangerosité est bien moindre que toutes celles qui proclament *In god we trust* ou bien *Dieu et mon droit*, ou encore *Gott mit uns*. Pour arriver à afficher autant de morts à leurs actifs, ces sectes ont encore du boulot à faire.
Je terminerai en évoquant tous ceux qui croient en une République une et indivisible, en ses valeurs, liberté, égalité, fraternité et qui se les réservent à eux-mêmes. Croa, croa, croa !

Le guetteur

LES VÉGANS ONT-ILS CONSCIENCE DE PARTICIPER À LA DESTRUCTION DE LA BIODIVERSITÉ ?

Je n'ai rien contre les végétariens, ni contre les végétaliens, leur choix est respectable et à respecter. Je soutiens aussi toutes les actions qui contribuent au bien-être des animaux et des êtres humains. Je considère que les fermes aux mille vaches, cochons, etc. sont aussi dangereuses qu'inutiles. C'est un fait, l'élevage taylorisé, industrialisé est responsable de la dégradation générale de notre planète.

Le bocage.

Je vous propose d'énoncer quelques contradictions qui - à mon sens - aboutissent à l'inverse de ce que recherchent ces défenseurs de la nature.

Je pense que mettre sur le même plan, l'impact d'un élevage « paysan » dans le bocage ou dans les Pyrénées et les dévastations liées à l'industrialisation de la filière « viande » en Amérique du sud procède de la mauvaise foi. Pour moi, c'est assimiler l'impact d'une Amap libertaire à celle de « Monsanto » ou mettre la librairie libertaire Publico et Amazon dans le même sac au prétexte qu'elles vendent toutes les deux des livres.

En tant qu'anarchistes, nous sommes pour une agriculture paysanne collectivisée et respectueuse des Hommes, de la nature. Une agriculture qui contribue au bon état de la biodiversité de notre planète. L'élevage fait partie intégrante de cette agriculture.

C'est un espace entièrement façonné par l'Homme et qui pourtant est un des habitats riches en espèces sauvages en Europe. Le bocage est un régulateur climatique et hydraulique. La haie bocagère abrite plus d'espèces d'arbres et d'arbustes qu'une forêt « normale » française (1). Des feuillus qui participent à la respiration de la planète et à la production locale de bois. Ces haies et fossés constituent un maillage de corridors verts et bleus qui permettent à la faune de se reproduire ou de traverser la France et une partie l'Europe de l'ouest.

Les prés, prairies et autres espaces ouverts font partie des habitats terrestres où la biodiversité est la plus riche sur notre planète. Dans 1m2 de pré on peut compter jusqu'à deux fois plus d'espèces végétales différentes qu'en forêt (hormis les 4 ou 5 grandes forêts primaires de notre planète), or, le bocage a d'abord été conçu pour l'élevage. Sans l'entretien des troupeaux, le bocage disparaît et sa biodiversité avec (2).

Si les prairies abritent autant de flore et de faune sauvage, c'est grâce à l'activité des troupeaux. Comment ?

Un troupeau participe à la bonne conservation des espaces et à la bonne santé des espèces animales sauvages parce qu'il est respectueux des êtres vivants et de leurs relations réciproques et ce, principalement par trois actions différentes :

- Leurs déjections participent directement à la fertilisation des sols et indirectement permettent aux insectes et autres espèces invertébrées de se développer. Ils constituent les premiers éléments de la chaîne alimentaire des espèces sauvages « supérieures » : batraciens, petits mammifères, oiseaux, etc.
- Le piétinement des troupeaux participe à l'aération et à la fertilisation naturelle des sols, ils permettent à des micro-organismes vivants de remonter à la surface du sol (et inversement). C'est un des principes de la permaculture. Le piétinement est aussi à l'origine de la formation de mini flaques d'eau où se développent des batraciens et participent à la trame « bleue » dans les espaces ruraux (et péri-urbains).
- Par leur alimentation. En mangeant tout ce qui est feuilles, herbacées et autres végétaux, ils régénèrent ces habitats et permettent la diversification des espèces végétales. Ils nettoient la nature et empêchent par exemple la fermeture des habitats tels que le maquis et la forêt méditerranéenne. Nous savons que la principale action préventive contre les feux « méditerranéens » est le débroussaillage des sous-bois, des éboulis et autres espaces étroits. Or, ce sont les troupeaux de chèvres et de moutons qui sont les plus efficaces pour faire ce travail.

On pourrait aussi parler du rôle essentiel des troupeaux en montagne. Ce sont eux qui maintiennent les prairies d'altitude qui empêchent l'érosion et les conifères de tout envahir. La réintroduction des grands rapaces dans les Causses et dans les Pyrénées n'aurait pas été possible sans les troupeaux de moutons et de chèvres. Les vautours et autres gypaètes sont spécialisés dans l'élimination des cadavres. Or ce sont les cadavres des moutons du Larzac ou du Pays basque qui fournissent l'essentiel de cette nourriture.

Pas de miel, pas de légumes !

Les végans ne mangent pas de miel. C'est l'exemple type de la schizophrénie de cette mode. Il est vrai qu'en matière de taylorisation de la production, le miel est ce qui se fait de pire dans la nature. Néanmoins, l'abeille (avec quelques autres insectes) est un maillon essentiel de la biodiversité de notre planète et surtout de l'agriculture. Domestiques et sauvages les abeilles sont indispensables à la pollinisation et à la fécondation de la grande majorité des plantes, des arbres et des cultures. Sans les abeilles, plus de graines de tournesol, de colza, etc. La plupart des légumes et la quasi-totalité des fruits disparaîtraient des assiettes véganes. L'élevage des abeilles est donc essentiel à notre alimentation et à la bonne santé de notre planète.

Vive les poules et les canards !

Les déchets, générés par notre société, sont une plaie pour la planète. Pour les détritus organiques, il existe des solutions de proximité : le compost (individuel ou collectif) et le poulailler. Les poules recyclent tous les déchets organiques. Certaines communes subventionnent l'implantation de poulaillers collectifs ou individuels, réduisant ainsi drastiquement le volume des ordures partant dans des incinérateurs qui participent largement à la pollution de l'air. Les poules luttent ainsi contre le réchauffement climatique. De même, on connaît, maintenant, le rôle important que jouent les troupeaux de canards dans l'entretien des rizières en Asie et en Camargue. Les canards débarrassent les rizières des résidus végétaux et des « mauvaises herbes ». Ils améliorent la qualité de l'eau et permettent ainsi aux agriculteurs de supprimer l'emploi des pesticides (3). Merci aux troupeaux de canards !

Je ne dis pas qu'il faut continuer à surconsommer de la viande, je prétends qu'il faut débarrasser l'élevage du capitalisme et que ce n'est pas la consommation raisonnée de viande qui est à combattre mais le capitalisme dans sa totalité. C'est lui qui pourrit la terre et détruit nos vies.

Quant au problème climatique, il existe de nombreuses solutions pour réduire drastiquement les effets de la pollution. Qui sait que les 8% les plus riches polluent 8 fois plus l'air que les 10% les plus pauvres. On ne peut séparer les enjeux écologiques des problèmes liés aux inégalités sociales. C'est ce qui nous proposions - au début des années 2000 - avec la campagne pour « les transports gratuits pour toutes et tous » !

Wally Rosell

---

1) Plus des deux tiers de la forêt française n'accueille qu'une ou deux espèces d'arbres (dont 40% de résineux). D'une manière générale, la forêt française est une vraie catastrophe écologique.
2) On a pu mesurer l'impact de la disparition du bocage, tant au niveau de la faune, de la flore que sur la micro-climatologie de ces territoires, lors de la politique de remembrement des années 1950, 1970 qui a détruit plus de 750 000 km de haies au profit d'une agriculture intensive et chimique. Voir les études recensées par l'ONCFS.
3) Voir les études et les expérimentations de l'Inra et de la FAO.

Le contre-exemple de la lentille et du quinoa ? Quel est leur bilan énergétique ? Quel est leur impact sur l'état de la planète ?

Leur culture reste ultra-minoritaire en France : 0,3% de la production mondiale.

La production de lentilles augmente de 15% par an et ses principaux pays producteurs sont : le Canada, l'Inde, les USA, la Turquie (plus de 80% de la production mondiale). Uniquement des pays à l'agriculture ultra-industrialisée et grande utilisatrice d'herbicides chimiques. De plus, cette production est située loin des pays consommateurs. Un non-sens énergétique.

Le « quinoa végan » appauvrit les andins et contribue à l'effet de serre !

En dix ans, dans les Andes (90% de la production mondiale), l'emprise du quinoa a plus que doublé. Ce qui a un triple impact :
- La population andine ne peut plus se payer un légume local qui était la base de son alimentation. Les andins se voient obligés de consommer du riz qui est, lui, cultivé en Asie.
- Le quinoa est un grand consommateur d'eau. Pour être présenté aux consommateurs, il doit être lavé abondamment. Pourtant, l'eau, est une ressource rare sur les plateaux de l'Amérique latine.
- 80% de cette production part des Andes vers les USA et en Europe pour approvisionner les restaurants et supermarchés.

Une triple peine pour le climat.

Est-ce ce type d'exploitation de lentilles qui va améliorer l'état de notre planète ? Poser la question c'est déjà y répondre.

POUR UNE SOCIOLOGIE POLITIQUE DU CAPITALISME : DESTRUCTION DE L'ÉCHANGE, ENSECRÈTEMENT ET DÉNI, OU COMMENT UN SYSTÈME AUSSI IMMORAL RÉUSSIT À PERDURER (3E PARTIE)

Le syndrome du déni : de la responsabilité des scientifiques

Le capitalisme met donc la production scientifique sous pression. Il faut alors examiner la position des scientifiques et des acteurs face à ce que l'historien des sciences Jean-Jacques Salomon appelle « le syndrome du déni » (*Le scientifique et le guerrier*, Belin, 2001). Rappelons pour commencer que l'objectif de la science expérimentale est défini en 1662 par la Royal Society anglaise : « *assurer le perfectionnement de la connaissance des choses naturelles et de tous les arts utiles sans se mêler de théologie, métaphysique, morale, politique* ». L'université conquiert ainsi son indépendance (autonomie et neutralité) vis-à-vis du pouvoir de l'Église et de l'Etat. Cependant, toute activité se professionnalise et la professionnalisation de la recherche scientifique a progressivement placé les scientifiques au cœur de l'histoire économique et politique.

L'activité scientifique est aujourd'hui confrontée au marché : bon nombre de scientifiques travaillent dans des entreprises privées, les universités sont de plus en plus financées par des entreprises privés ou leurs fondations, la grande majorité des chercheurs travaille sur des contrats avec le secteur privé ce qui entraîne une transformation des contenus et des méthodes de la recherche.

En sociologie par exemple, les travaux produits dans le cadre des laboratoires remplissent une triple fonction : la production de connaissances théoriques, la réponse fonctionnelle à des questions sociétales (souvent en provenance de l'entreprise) et la notation des chercheurs (échelle de mérite par rapport au nombre de publications) qui impacte donc la progression de la carrière professionnelle. La déontologie de la recherche suppose de laisser aux chercheurs une totale liberté d'investigation. Mais, dans la mesure où, par définition, les recherches aboutissent à des résultats au moins en partie imprévisibles, une pression peut s'exercer sur leurs auteurs afin que les résultats puissent être utilisés dans la cadre d'une communication d'entreprise rentable ou puissent ne pas infirmer celle-ci : l'association américaine Union of Concerned Scientists a ainsi relevé environ un tiers de cas de censure sur 1600 enquêtes concernant les termes de « réchauffement global » et de « changement climatique » entre 2001 et 2006. Il arrive même que la démarche scientifique s'accommode, sans qu'il soit besoin de la manipuler, de la subordination des multinationales ou des États.

Toujours est-il que cette fuite en avant pour promouvoir la science et les techniques ne se fait pas sans risques : la connaissance scientifique et son usage sont mis en question à la suite de drames/scandales comme (et pour ne citer que quelques cas français) celui du sang contaminé en 1984, de l'amiante à Jussieu en 2007, du médicament Médiator de 1975 à 2007 ou bien encore de la trentaine de suicides entre 2008 et 2009 à France Télécom du fait du management.

De plus, le problème ne se limite pas à l'usage des travaux mais à leur production même : en économie par exemple, Christian Chavagneux, dans le mensuel Alternatives Économiques de mai 2011, cite l'économiste américain Paul Krugman qui accuse la science économique de n'être bien souvent qu'un outil théorique utilisé par ses confrères pour être mise au service des intérêts politiques qu'ils défendent, suite à l'affirmation de la théorie économique dominante que toute crise économique et financière était devenue impossible... Deux autres chiffres enfin : 55% des économistes pensent que la crise financière de 2008 signe l'échec de la macroéconomie moderne et que la théorie des marchés efficients est à mettre au placard, or ce sont les deux piliers des maquettes d'enseignement de la plupart des départements de science économique, départements de science économique qui, en France, ne sont que 20% à proposer à leurs étudiants un enseignement d'histoire de la pensée économique...

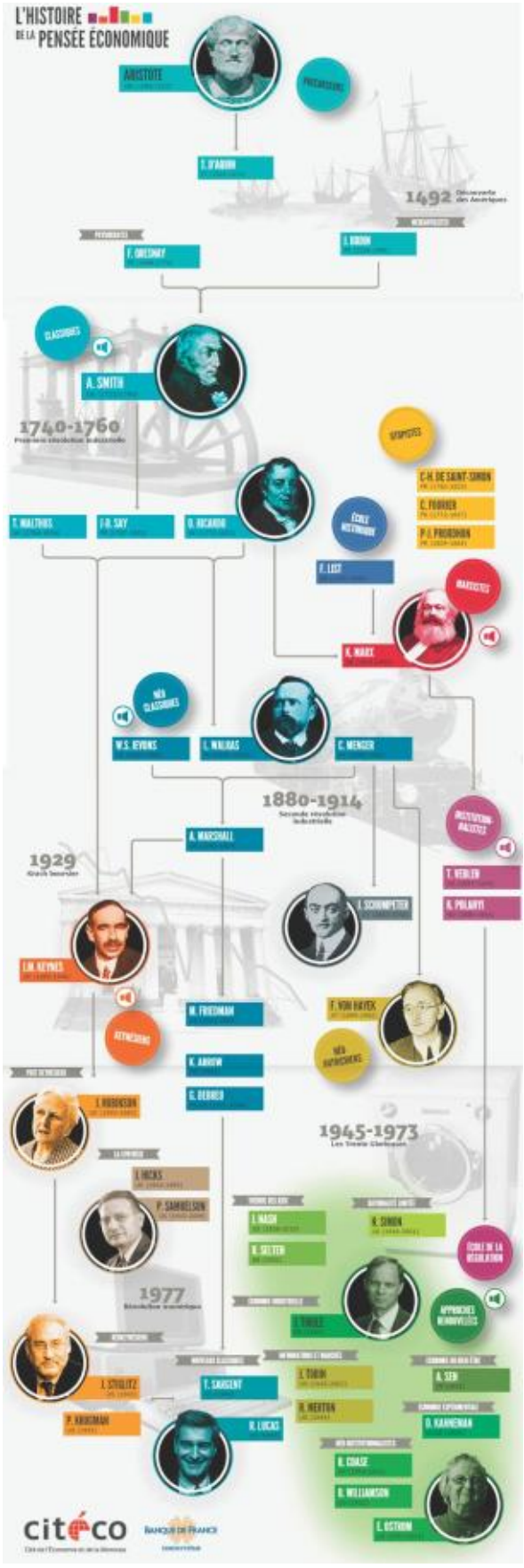
Selon Jean-Jacques Salomon, cette relation étroite entre chercheurs, politiciens et capitalistes n'est pas nouvelle. Selon lui, les guerres du XXe siècle ont joué un rôle majeur dans l'évolution des pratiques scientifiques : le chimiste allemand Fritz Haber a reçu le prix Nobel de chimie en 1918 pour ses travaux sur la synthèse de l'ammoniac, servant de base à la fabrication de gaz asphyxiants utilisés pendant la Première Guerre mondiale. Werner Von Braun, grand physicien et officier supérieur SS, passa allègrement des V1 et des V2 fabriqués à Dora à la fusée Saturne du programme Apollo après avoir été exfiltré par les américains en 1945. Il déclarait : « *tout ce que je veux réellement, c'est un oncle riche* » : commentaire de Salomon : « *en somme, après l'oncle Himmler, l'oncle Sam* ». Sous le nazisme, la réflexion biologique se tourne vers l'extermination des malades mentaux et des « non-conformes », les expérimentations menées dans les camps de concentration et le recours industriel aux chambres à gaz pour la « solution finale ». Il est impossible selon Salomon de minimiser le rôle qu'y ont joué les biologistes, chimistes, médecins, anthropologues, psychologues et bien d'autres. Rappelons aussi que lors de la conférence de Wannsee qui se tient à Berlin le 20 janvier 1942 pour mettre au point l'organisation administrative, technique et économique de la Shoah, sur les quinze hauts responsables nazis présents, dix sont titulaires d'un doctorat... L'objectif principal du travail de Salomon est de comprendre comment des scientifiques acceptent de se subordonner à des finalités aussi opposables (le mot est faible) à la déontologie scientifique ? Comment rendre supportable cette forme de double lien ? Il parle alors de « syndrome du déni » et cite l'exemple de Freeman Dyson (né en 1923), physicien américain et conseiller du Pentagone pour la conception de nouveaux systèmes d'armes. Celui-ci se dit « à la fois du côté des guerriers et des victimes ». Selon lui, le monde est divisé en deux : les guerriers (son action de conseil aux militaires) et les victimes : « *c'est le monde que je vois quand j'écoute les contes de fée de ma femme du temps de son enfance pendant la guerre en Allemagne, quand nous emmenons nos enfants visiter le musée du camp de concentration de Dachau, quand nous allons voir au théâtre « Mère courage » de Brecht, quand nous sommes assis avec une foule d'étrangers dans une église et l'entendons prier pour la paix* » (extrait d'entretien de 1985).

Pour Salomon, ce qui explique le déni, c'est le plaisir, le plaisir irrésistible de la recherche, et non pas le sens du devoir, de la patrie, des valeurs attachées à une société, de la liberté... En termes freudiens il précise : « *la culture de la mort dont peut se nourrir l'art militaire trouve dans la recherche vouée aux armes de destruction massive une véritable source d'érotisation et de narcissisme. Et, de ce point de vue, l'éclairage du déni n'est pas qu'ils soient allés trop loin, mais qu'à leurs yeux, ils ne vont jamais assez loin. Et ils décrivent ce déni très précisément. Leur culpabilité ne vient pas de la contradiction elle-même mais du fait qu'ils éprouvent ce plaisir et qu'ils le savent moteur* ».

Ses recherches portent sur les physiciens et les biologistes, mais les sciences humaines sont-elles épargnées par l'ensecrètement et l'extension du déni ? La gestion et le management sont aussi des « théories pratiques », fondées sur une morale au sens de Durkheim, c'est-à-dire un ensemble de règles et de maximes plus ou moins formalisées, aux caractéristiques très particulières qui les différencient des autres règles et normes. Jusqu'où les professionnels des sciences humaines doivent-ils subordonner leurs pratiques à une logique commerciale ou financière ? Le management soutient-il l'exploitation des salariés jusqu'à ce qu'ils se suicident, comme à France Télécom, chez Renault et dans bien d'autres entreprises ? La notion de déni permet de comprendre des situations sociales qui se caractérisent par des attitudes apparemment contradictoires : des scientifiques qui isolent leurs recherches de leurs conséquences sociales, sanitaires, écologistes...

Finalement, l'appel à la destruction de la propriété privée lancé par Proudhon en 1846 garde toute son actualité. Le caractère immoral du capitalisme tient dans le fait qu'il marchandise tout ce qu'il touche : les ressources naturelles, les échanges, le travail. Mais sa croissance se fait aussi par la traque des espaces moraux : la question sociale, l'éthique, l'humain. On peut même dire que cette chasse est en fait sa principale source d'extension aujourd'hui, la nouvelle frontière qui lui permet d'affirmer qu'il est au service du bien (« *Les cons, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît* » comme le disait Michel Audiard). En réalité, il détruit la dimension sociale de ce qu'il aborde puisqu'il se fonde sur la rupture des termes de l'échange (marchand ou non-marchand) et l'absence de la reconnaissance d'autrui dans cet échange. Il a consenti à faire une (petite) place à l'autre dans l'échange mais sous la pression : pression des travailleurs organisés en syndicats, du droit du travail, de l'État-providence, des luttes contre les grands projets inutiles... Sa capacité à absorber la critique et à se régénérer sous une forme encore plus oppressante pour les individus a été mise en évidence depuis longtemps (Boltanski/Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999). Le problème est qu'aujourd'hui le temps nous est compté car la pression sur la planète et les humains devient insupportable, s'accélère et s'accélérera toujours car c'est le principe de l'accumulation, fondement de ce système. La double révolution (sociale et écologique) dont parle Jean-Pierre Tertrais ne pourra pas attendre le XXIIe siècle.

François
(groupe Nous-Autres)



LES ÉVANGÉLISTES FRANÇAIS À LA CONQUÊTE DU PEUPLE

« **Les religions sont comme les vers luisants : pour briller il leur faut l'obscurité.** »
Arthur Schopenhauer

La France compte près de 2500 églises protestantes évangélistes annonce le Conseil national des évangélistes en France (CNEF), d'après une étude réalisée par son vice-président, le pasteur Daniel Lichti (janvier 2015).
Le nombre des églises évangéliques a triplé en 45 ans. Le protestantisme évangélique est de plus en plus implanté en France. Il regroupe 45 dénominations : la Réforme, l'anabaptisme, le piétisme, le fondamentalisme, le mouvement charismatique évangélique, le mouvement néo- charismatique, les baptistes, les libristes, les méthodistes, les pentecôtistes, les indépendants…
Le rapport précise qu'entre 1970 et 2017 plus de 1750 églises évangéliques ont été implantées en France, portant à ce jour leur nombre à 2521. Il affirme également que :
- 3 à 4 églises nouvelles se forment chaque mois en France ;
- une église protestante évangélique se construit tous les dix jours en France ;
- le nombre de pratiquants a plus que décuplé en 50 ans et continue de progresser.
Ces églises sont regroupées sous la dénomination des Assemblées de Dieu (ADD) et organisées à l'échelle mondiale au sein de l'Alliance évangélique mondiale. La principale branche évangélique en France est pentecôtiste, elle connaît une croissance de plus en plus forte (supérieure à l'islam).
Historiquement, les « pentecôtistes sont nés en Normandie. La première église pentecôtiste a été créée dans les années 30, par un Anglais Douglas Scott, qui s'était installé au Havre. Mais la grande expansion de ces églises en France date des années 80.
La crise politique, sociale, les politiques antisociales, racistes et répressives et d'exclusion menées par les différents partis politiques envers les chômeurs, migrants, travailleurs(es) pauvres, ainsi qu'un mouvement syndical qui, pour la plupart d'entre ses organisations, se vautre dans la collaboration de classe, ont fait que le mouvement protestant et toutes ses mouvances sort de la marginalité à une vitesse extraordinaire.
Le peuple et les travailleurs(es) ont rejeté massivement le système électoral et ne font plus confiance aux experts de la parole : les représentants (es) des partis politiques. Ce n'est pas plus mal.
Mais, malheureusement, il se tourne vers les mouvements d'extrême droite, (en France, le Rassemblement national) cette peste noire et les églises et notamment vers les églises évangéliques.

La collusion entre les politiques et les églises évangéliques est manifeste

Au Brésil, Jair Bolsonaro et aux États-Unis, Donald Trump sont tous les deux étiquetés « évangélistes », ils n'ont pas hésité à rejoindre le mouvement évangéliste, cette église qui rassemble tous les déshérités, les laissés pour compte du capitalisme. Les églises évangéliques ont pesé de tout leur poids dans les élections de ces deux dangereux agités du bocal.
En France, un autre agité, Macron prend le même chemin, son discours n'est guère différent de celui du Rassemblement national et s'il n'est pas élu en 2022, il aura bien contribué à faire le lit de son hologramme, Marine Le Pen.

La nature n'aime pas le vide

La montée en puissance des églises évangéliques est due au fait que la lutte de classe est devenue un désert, les peuples ont quasiment abandonné le terrain des luttes et ont laissé l'espace aux religions et notamment au protestantisme qui occupent allègrement le terrain laissé quasiment en friche et ce avec la complicité des politicards.
C'est dans ce contexte que les églises évangéliques surfent sur le mal-être des peuples, sur la misère… sur le ras-le-bol des citoyens et des citoyennes face aux inégalités et à l'injustice sociale et leur rejet massif des partis politiques corrompus et éclaboussés régulièrement pas les différents scandales politico/financiers et les mises en examen des représentants de ces partis (Fillon, Sarkozy, Cahuzac, Ferrand, De Rugy…) Je vais arrêter là car la liste est longue.
Ils veulent également rompre avec la « rigidité » de l'Islam et du christianisme traditionnel qui accompagnent depuis des siècles les politiques, et avec l'Église catholique qui est empêtrée dans le scandale de la pédophilie.
Certes, le capitalisme est miné de l'intérieur, mais il a une grande capacité de survie, il sait s'adapter. Il est de plus en plus hégémonique (Macron et la République en marche) et représente quasiment l'ensemble des partis de droite du centre et de l'extrême droite), d'où cet autoritarisme et ce comportement despotique dudit Macron.
Le capitalisme sait également s'appuyer sur les « églises », certes les églises traditionnelles ont du plomb dans l'aile mais celles qui émergent et qui ont déjà pignon sur rue vont lui servir la soupe, les églises évangéliques et les autres.
Il sait qu'il peut compter sur leurs discours racoleurs qui transforment les peuples en un troupeau de moutons qui accepteront la parole du berger pour allant se jeter dans les isoloirs, le jour dit. Le discours anesthésiant des pasteurs, des curés, des imams, des rabbins transforment les êtres humains en de véritables zombies et les conforte dans la soumission et la servitude volontaire…

La laïcité en danger

Macron, notre spécialiste de la restriction mentale, est en train de préparer le terrain et caresse toutes les religions, dans le sens du poil pour s'en faire des alliées politiques. Il y de quoi s'inquiéter quant à l'avenir de la loi de 1905, sur la séparation des Églises et de l'État. Le 4 janvier 2018, lors des vœux aux autorités religieuses représentantes de l'Islam de France, il a dit vouloir organiser l'Islam en le structurant et en l'expliquant. Quelle prétention ! Est-ce bien son rôle ? Quelle ingérence dans les affaires religieuses ?!
Le 7 mars 2018, lors du dîner du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), il annonce vouloir renforcer la lutte contre l'antisémitisme et la haine raciste envers les juifs. Mais il reste étrangement silencieux contre l'agression israélienne envers le peuple palestinien et l'occupation illégale de la Palestine par Israël.
Le 9 avril 2018, lors de la Conférence des évêques de France, il annonce qu'il veut « *réparer le lien* » entre l'Église et l'État, lien en voie de relâchement.
Voilà trois déclarations qui vont dans le même sens : ce ne sont pas des coïncidences. Elles ne sont pas faites innocemment, par un innocent. C'est clair qu'il prépare le terrain et met tout en œuvre pour avoir les religions à sa botte, c'est tellement plus facile pour obtenir la soumission de la population.

Justhom
Groupe de Rouen

Prochain article : les évangéliques investissent le terrain politique

NOTRE PÈRE QUI ÊTES ODIEUX

Woman no cry, don't shed no tears
No woman no cry

Femme ne pleure pas, ne verse pas de larmes Non femme ne pleure pas.

Bob Marley

Est-ce pour éviter de voir une femme pleurer (et en être ému) que les fidèles du chef de la dynastie hassidique Gour auraient réclamé l'intervention de députés du Likud afin de contraindre une femme de ce parti à quitter son poste à un bureau de vote de la ville ultra-orthodoxe de Bnei Brak pendant les élections législatives du mardi 9 avril dernier ?
Que nenni !...
Cette femme a été contrainte de quitter son poste à la demande du chef de la secte hassidique Gour, le rabbin Yaakov Aryeh Alter. Ce rabbin Yaakov Aryeh Alter n'a pas eu l'intention d'insulter la femme en question, non… « *Woman, no cry* », même lorsque ses fidèles lui ont proposé de l'argent pour se soumettre, « *No, woman no cry* ».
Il se trouve juste que le rabbin Yaakov Aryeh Alter, selon un de ses adeptes, « *ne reçoit pas les femmes et ne les regarde pas* ».
En Israël, les communautés ultra-orthodoxes aimeraient bien imposer la séparation des hommes et des femmes que ce soit à la synagogue, lors des mariages. Ils ont bien essayé dans les transports publics mais la Cour suprême a jugé cette idée illégale. Dans les médias ultra-orthodoxes, pas d'images de femmes, il s'agirait d'une violation de la pudeur...

Il existe une façon toute simple de faire disparaitre les femmes de la vue des intégristes, ça s'appelle le niqab ou la burka… Déjà pris…

Les intégristes juifs, les intégristes musulmans… n'oublions pas les intégristes catholiques : Dans le Code de droit canonique, qui régit la vie de l'Église, on trouve le canon 1262 où il est écrit " *Quand ils assistent aux fonctions sacrées […] les hommes doivent être tête nue[…]quant aux femmes, elles doivent avoir la tête couverte et être vêtues modestement, surtout quand elles s'approchent de la sainte table.* "
Pour les intégristes catholiques, remettre en cause cette obligation serait remettre en cause la parole de « dieu » et de la Sainte écriture…
Allez, les filles… port du voile obligatoire !...

« *No woman no cry* ! »

A ce propos, le reggae, les rasta, cooool, barbe et dreadlocks - dans la Bible il est dit « le rasoir ne touchera pas la tête du juste » - sans parler du bon gros pétard de beuh… Les véritables rastas, « *no woman no cry* », ont pour religion le rastafarisme. Je ne sais pas si les femmes rastafaris, classées en tant que citoyennes de deuxième ordre, peuvent tenir des bureaux de vote en Jamaïque. Ce qui est sûr, en revanche, c'est qu'elles ne pourraient pas le faire pendant leurs règles ; les femmes rastafaris étant alors qualifiées de polluées, indignes et contraintes à l'isolement.
Vous avez un ami rasta et vous voulez faire des économies ? Pas de souci, amener le dans un restaurant : il ne commandera rien et refusera d'être servi par une femme qui pourrait avoir ses règles… Histoire vécue… « No woman no cry ». Non, femme rastafari, ne pleure pas. Tu te dois d'être silencieuse et obéissante au possible, et même inexistante en période menstruelle…

Il serait loisible de poursuivre ce périple au milieu des intégristes en tournant notre regard vers les autres religions. Le constat serait sensiblement le même : au nom d'un père fouettard planqué dans les nuages, les femmes devront se soumettre aux dogmes édictés par des hommes. Que les hommes en profitent, logique… A nous de convaincre les femmes qu'elles n'ont rien à gagner mais plutôt tout à perdre avec les religions.

*Bernard.*Aubenas

Crise de foi

PAS TOUCHE !

Bon, d'accord, il y a eu des actes pédophiles commis par des prêtres de l'église catholique. Mais n'y en a-t-il pas eu dans toutes les professions ? Donc, ce n'est pas prouvé « scientifiquement » que le célibat des prêtres favorise ce genre de pratiques, nous disent les « climato sceptiques » de la question. Et puis, quoi, seulement 2800 victimes recensées à ce jour par la commission Sauvé, cela fait combien par année, par département, par commune, par…, étant entendu qu'il y a des sérial prêtres pédophiles qui faussent les statistiques ?
Bref, il convient de relativiser les faits et de remercier l'Église catholique de France d'avoir, dans sa grande bonté, consenti, malgré son extrême pauvreté, à indemniser les victimes à hauteur de, quand même, quelques milliers d'euros.
En clair, Père Touche-touche a encore de beaux jours devant lui.
Pour remédier à cela, il est quelques féministes, rarissimes, le nez sur le guidon du paritarisme, qui proposent d'ouvrir la prêtrise aux femmes. Célibataires, bien sûr ! C'est bien connu, la révolution réformiste est une longue marche !
Pour ce qui nous concerne, ce sera toujours ni dieu ni maître, ni père touche-touche, ni mère touche-touche !

Jean-Marc Raynaud

LES RELIGIONS CONTRE LES FEMMES

« *Toutes les religions, sans exception, sont fondamentalement anti-femmes* » nous disait Taslima Nasreen en 2005 lors d'une interview. Elle savait ce qu'il en était, elle qui dut fuir son pays quand le 27 septembre 1993, une fatwa fut prononcée contre elle par des fondamentalistes islamiques. Sa tête est alors mise à prix pour avoir critiqué l'islam au Bangladesh. Sur tous les continents, la religion rampe : une gangrène qui se propage en maladie mortifère. Monothéismes et polythéismes n'ont jamais considéré l'égalité entre les femmes et les hommes. Les religions stipulent que la femme est par essence inférieure. Ainsi, tous les jours, des femmes vivent des barbaries terrifiantes au nom de la religion.

Deux mouvements antagonistes ne cessent de se croiser : les religions, les formations évangélistes ou les sectes, accompagnées d'un développement du fondamentalisme, d'une part, et l'émancipation des femmes, d'autre part, qui tente de poursuivre son chemin de libération de ce triple esclavage comme l'énonçaient le mouvement *Mujeres libres* en 1936 en Espagne : « *esclaves de leur ignorance, esclaves en tant que productrices et esclaves en tant que femmes* ». En réaction les agressions à l'encontre des femmes s'étendent et se radicalisent : par exemples, assassinat de femmes non voilées en Algérie ou au Pakistan, application de la charia en Iran ou à Bornéo avec des polices des mœurs, commandos anti-IVG en France et aux États-Unis, avortement interdit et pénalisé dans divers pays notamment dans de nouveaux territoires aux Etats-Unis, et des restrictions de plus en plus fortes en Pologne ou carence en Italie de professionnels de santé favorables à l'avortement, séparation des espaces femmes/hommes dans les bus en Israël, mariages forcés de mineures au Bangladesh, excision du clitoris en Égypte, lapidation en Irak ou au Yémen, crimes d'honneur en Jordanie, trafic des petites filles de Mauritanie vers l'Arabie Saoudite, les Talibans en Afghanistan, Boko Haram au Nigeria, …, ce ne sont que des exemples parmi les pratiques d'appropriation -et d'extermination parfois- des femmes par des hommes se revendiquant de la religion. A ces situations barbares, épouvantables, se rajoutent les féminicides. En Russie, toutes les 63 minutes, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint (1) ; à Ciudad Juarez, des milliers de jeunes femmes sont assassinées et disparaissent à la frontière mexicaine depuis 1993 ; en France, l'année 2019 se clôturera par près de 150 femmes tuées dans un cadre conjugal, 220 000 femmes majeures seront victimes de violences au sein du couple, combien d'enfants victimes d'incestes, mais aussi combien de pédo-criminalité lors des pratiques religieuses ? Et chaque femme, depuis qu'elle est enfant, craint de circuler dans l'espace public de peur d'être agressée ou violée.

Chaque fois, des hommes, en invoquant la religion, imposent des restrictions aux femmes. Parce qu'insignifiantes, l'accès à l'instruction et à la culture leur est limité. La partie du corps concernée, c'est le cerveau : l'appropriation de la pensée des femmes peut aller jusqu'à les priver de toute relation avec le savoir jusqu'à les contraindre à l'ignorance complète, ou à leur imposer des croyances, ce qui permettra de les manipuler encore plus aisément. Mais ce sont aussi des sévices sur les petites filles qui veulent apprendre à lire et à écrire : brûlées à l'acide, ou oreilles et nez coupés. Dans certaines régions du monde, l'interdiction est faite aux filles d'aller à l'école. Enfermées, elles ont moins d'expériences sensori-motrices et psychomotrices. Dans d'autres régions, l'organisation de l'instruction à base de mensonges, de contre-vérités, de croyances, sont assénés comme savoir universel. Cette confiscation de la pensée s'applique aussi aux garçons et aux hommes mais comme ils sont autorisés à aller à l'école et à avoir des interactions sociales, leur espace de pensée sera moins étriqué.

Quant au contrôle du corps des femmes, c'est d'abord en le cachant jusqu'au moindre cheveu, mais c'est aussi en empêchant la femme de circuler seule non accompagnée, en l'enfermant au domicile, en la soumettant au harem ou à la polygamie, en lui interdisant certains métiers ou même prohibant le fait de travailler, en vendant et/ou achetant son corps, en le violant comme ce que eurent et ont à subir ces gamines raptées par Boko Haram, en mutilant le clitoris, au nom de la religion, pour priver les femmes de plaisir sexuel (2), par l'excision ou l'infibulation, en l'engrossant pour assujettir les enfants à la religion des hommes, en lapidant les femmes en cas de sodomie ou d'adultère, comme selon les textes judaïques, qui prévoyaient la lapidation pour punir divers crimes dont l'adultère, et puis en la mariant même tout bébé. Une fatwa affirme « *qu'il n'y a pas de minimum d'âge pour le mariage, et que les filles peuvent être mariées, même si elles sont au berceau.* »

Cette appropriation de la pensée et du corps des femmes revêt des formes différentes selon les religions et les cultures visant à enfoncer dans les ténèbres le sort des femmes. Nos sœurs afghanes ou kurdes en témoignent avec force. Ainsi, « *L'homme viril récupère l'idée de Dieu pour maîtriser la femme, jouir d'elle et l'établir en servitude volontaire* » (3).

Le sacré, fondement originel du pouvoir

Dans les recherches anthropologiques, la différenciation du sacré et du profane constitue une première hiérarchie. Dans les polythéismes antiques, les femmes ont continué à être porteuses du sacré, sous certaines conditions : à Rome, les Vestales conservent leur pouvoir si elles se plient à une stricte observance de leur obligation de virginité. De même en pays grec, le culte des déesses est assuré par des prêtresses, soumises à des interdits sexuels : impubères ou ménopausées, et si elles sont mariées, abstinentes pendant l'exercice de leur fonction. L'accès à ce ministère permettait d'échapper à la tutelle masculine et d'accéder à la majorité (4). Depuis la révolution néolithique (8000-2000 ans avant notre ère), les dieux hommes avaient pris leur revanche en s'appropriant le sacré, fondement originel du pouvoir. Mais « *Qui détient la supériorité ? La terre qui reçoit la semence, ou la semence qui fertilise la terre ?* » La semence va prendre le pas, la femme ne sera plus considérée que comme outre vide, un réceptacle. S'imposent alors les religions du livre : Bible, Torah, Évangiles, Coran. Les textes sacrés sont écrits, copiés, transmis, commentés par des hommes. Le verbe est assimilé comme la semence à un extérieur qui viendrait féconder un intérieur, « une nature ». L'homme féconde la femme, il détient le langage. Les femmes sont écartées de la transmission des écritures, sont décrétées inférieures, impures, porteuses de la faute, reléguées au rang de reproductrices, enfermées, servantes du seigneur : elles ne sont plus porteuses du sacré. La vierge Marie, pour les chrétiens, ne peut être Dieu, seulement mère de Dieu, mais elle devient la seule référence symbolique pour les femmes, avec la virginité pour fer de lance et l'interdit d'une sexualité.

Selon le christianisme, la femme n'est destinée qu'à procréer à l'image de la vierge Marie. Elle doit se soumettre à son mari, celui-ci soumis en tant que sujet du Christ, lui-même fils de Dieu. Quelle belle hiérarchie ! Le Nouveau Testament réaffirme : « *L'église est tout dévouement au Christ, qu'il en soit toujours de même pour les femmes vis-à-vis de leur mari.* » Pendant longtemps, le foulard fut imposé : « *la femme doit avoir la tête couverte, signe de sa dépendance par respect des messagers de Dieu.* » L'obligation de couvrir la tête des femmes se retrouve aussi bien avec le foulard chrétien, l'hijab islamiste ou la perruque en usage dans le judaïsme, il faut cacher ces cheveux, objet de toute tentation ! La fable de la faute originelle justifie certains interdits dictés aux femmes : « *Je ne permets pas à la femme d'enseigner, ni de faire la loi à l'homme, qu'elle se tienne tranquille. Ce n'est pas Adam qui se laissa séduire », la femme a désobéi sous l'image d'Eve : « Néanmoins, elle sera sauvée par la maternité* ». Bien sûr, elle a un ventre !

L'anthropologie nous dit aussi que la division sexuelle du travail entre les femmes et les hommes obéit à une logique irrationnelle et cachée, mais tellement tacite : le sang périodique des femmes est perçu comme une grave perturbation qui affecte l'intérieur du corps des femmes et les exclut de tâches particulières de manière quasi-universelle. Elles ne peuvent chasser, couper ou percer avec des outils tranchants ou perforants, tailler la vigne, mais elles ont le droit d'écraser, de pilonner, de vendanger, de dépecer, de préparer les peaux. « *La femme a été écartée de tâches qui évoquaient trop la blessure secrète et inquiétante qu'elle porte en elle* » (5). Elle ne doit pas faire jaillir le sang en raison des interdits et des tabous qui entourent le sang de la parturition, de la virginité, des menstrues. Mais si la femme ne saigne pas, elle peut chasser comme Artémis chez les Grecs anciens ou Diane chasseresse chez les Romains, notoirement vierge et défendant sa virginité en s'entourant exclusivement de femmes.

Toutes les religions exècrent les femmes

Ainsi dans toutes les religions, le sang des femmes est impur. Dans le Lévitique, la femme qui aura un flux en sa chair restera sept jours dans son impureté : quiconque la touchera sera impur jusqu'au soir. Tout lit dans lequel elle couchera pendant son impureté sera impur. Après l'enfantement, elle restera impure sept jours, si l'enfant est un garçon, il sera circoncis au 8ème jour, et elle restera encore 33 jours à se purifier. Si elle enfante d'une fille, les durées d'impureté et de purification seront doublées. Dans l'Église orthodoxe, la femme doit éviter la Communion pendant sa menstruation. Dans l'islam, « *ce que femme égorge n'est pas immolé licitement* ». Selon Alain Testart, l'ordre imposé par l'homme répond à son angoisse du désordre en le corps des femmes : « *la mise en présence de deux êtres pareillement affectés par le sang risque de déclencher des catastrophes.* »

Dans les textes musulmans, « *Les femmes vertueuses sont obéissantes et soumises* ». Elles appartiennent à l'homme, père, frère ou mari : « *Les femmes sont votre champ. Cultivez-le de la manière que vous l'entendrez* ». Répudiée à tout moment comme un bien de consommation dont on n'a plus besoin, elle vaut la moitié d'un homme dans le verbe (au tribunal) et dans la succession et le patrimoine. « *Vous les réprimanderez celles dont vous avez à craindre l'inobéissance ; vous les battrez.* » Et en cas d'adultère (qui n'existe pas chez l'homme), « *Enfermez-les dans des maisons jusqu'à ce que la mort les visite* ».

Quant au judaïsme, du fait de la faute d'Ève, « *Le Seigneur dit ensuite à la femme : "Je rendrai tes grossesses pénibles, tu souffriras pour mettre au monde tes enfants. Tu te sentiras attirée par ton mari, mais il dominera sur toi."* » Aujourd'hui encore, la prière du matin est la suivante : « *Sois béni, Seigneur notre Dieu, Roi de l'Univers, qui ne m'as pas fait femme.* »

Si nous faisons un tour vers les textes et pratiques hindouistes, une femme ne vaut pas grand-chose mais une veuve en vaut encore moins. Le décès d'un mari rend l'existence de la femme superflue. Le sati, crémation d'une veuve, vivante, sur le bûcher de son mari défunt, révèle bien à l'épouse sa désormais inutilité. Sinon, les veuves sont souvent victimes de crimes, violées, punies par le rejet social (6).

Du côté du bouddhisme, « *Il n'y a rien de pur dans le corps d'une femme.* » Et le bouddha de mettre ses disciples en garde contre la séduction insidieuse exercée par la femme : « *Elle est féroce comme le brigand et rusée comme lui. Il est rare qu'elle dise la vérité : pour elle, la vérité est pareille au mensonge.* »

Dans notre propre passé et présent, c'est au nom de Dieu et de son obscurantisme que les crimes continuent de se perpétuer, faisant couler le sang impur abreuvant nos sillons : les pèlerinages en Terre sainte par les ordres religieux et militaires, les sorcières brûlées, les indiens parqués, l'éradication des hérétiques cathares, les populations noires soumises à l'esclavage, les armes vendues aujourd'hui encore par des gouvernements à d'autres qui massacrent leurs propres populations et font régner la terreur et nos gouvernants s'alliant pour nous faire croire que c'est une guerre de religions… Les femmes paient un lourd tribut tant qu'elles sont considérées comme inférieures et mineures. La religion est une des institutions du patriarcat et du capitalisme : elle renforce l'appropriation des femmes par les hommes.

Aujourd'hui, par rapport aux religions, les femmes continuent de se mobiliser dans le monde : contre l'excision dont la pratique recule peu à peu en Afrique ; droit de conduire une automobile, gagné en Arabie Saoudite par des mobilisations menées par *Women2drive* ; luttes en Algérie contre le Code de la famille (encore et toujours !), au Rojava, les femmes Kurdes contre l'oppression du groupe islamiste, des femmes actives et souvent au premier plan ; manifestations contre les commandos anti-IVG et les assassinats de médecins en Europe et aux USA ; en Inde, une énorme colère contre les auteurs des viols et des meurtres dans les transports…

Les exactions, délits et crimes commis à l'encontre des femmes sont souvent justifiées par un dogme religieux bien ancré dans la culture sociale et dans les pratiques de domination masculine et de machisme. Quant à celles qui se revendiquent d'un féminisme religieux, que cessent les illusions ! Il ne peut y avoir de lien entre le féminisme et la religion quelle que soit cette religion. La religion veut l'asservissement de la femme. Le féminisme veut sa libération.

Hélène et Marie-Jo
Femmes libres sur Radio libertaire

1- *Le Monde diplomatique*, novembre 2019, article d'Audrey Lebel.
2- La psychanalyste Marie Bonaparte a écrit dans la Revue française de psychanalyse (XII, 1946), Notes sur l'excision : « *Les hommes se sentent menacés par ce qui aurait une apparence phallique chez la femme, c'est pourquoi ils insistent pour que le clitoris soit enlevé* ».
3- Nathalie Rocailleux, « *La féminité, le seul Dieu valable* », Libération, 25 janvier 2015.
4- Claudine Leduc et Agnès Fine, « *Femmes et religions* », Clio. Histoire, femmes et sociétés [En ligne], 2 I 1995, mis en ligne le 8 février 2005. URL : **http://clio.revues.org/485 ; DOI : 10.40000/clio.485**
5- Alain Testart, *L'amazone et la cuisinière. Anthropologie de la division sexuelle du travail*, NRF Gallimard, 2014.
6- **atheisme.org** : *Les religions contre les femmes*, 17 janvier 2003, pour les paragraphes sur le judaïsme, l'hindouisme et le bouddhisme.

MÊME MORT, LE DIEU NOUS PENSE ENCORE

La faute à Constantin !

C'est sur la base d'un bricolage encore tâtonnant des mythes juifs, de l'universalisme grec, et de l'impérialisme romain que s'invite en Europe l'ère judéo-chrétienne. Alors que Paul a finalement hissé Moïse sur les épaules de Platon, César, séduit, lui roule une grosse pelle.

Malgré la faiblesse de son implantation, la religion « de tous » (1), peut servir l'empire en cours d'effondrement et que les dieux semblent avoir abandonné ; il faut réinventer le récit impérial, il y a urgence. Foin des préliminaires, il faut coucher ; c'est en 313, dans son édit de Milan, que Constantin légalise le christianisme, puis en prend le contrôle en 325, en convoquant le concile de Nicée. Il tranchera lui-même les indémêlables débats théologiques, installant d'un même geste le dogme trinitaire et une direction centralisée, à sa main, scellant pour près de seize siècles les termes d'une Nouvelle Alliance, la vraie, la seule, *l'éternelle*, celle du sabre et du goupillon.

« *Pour ceux qui disent : " Il fut un temps où il n'était pas " et " Avant de naître, il n'était pas ", et " Il a été créé à partir du néant ", ou qui déclarent que le Fils de Dieu est d'une autre substance ou d'une autre essence, ou qu'il est créé ou soumis au changement ou à l'altération,* ***l'Église catholique et apostolique les anathématise***. » – Concile de Nicée, 325.

Le dogme est figé et l'église unifiée, purifiée des hérétiques, prête à servir ses maîtres. Tenant dès lors par la poignée l'épée qui auparavant les transperçait, les chrétiens « convertiront » la totalité des peuples européens, éradiquant par le fer et le feu les cultes antérieurs, détruisant ou s'appropriant leurs lieux et rituels, brûlant les livres des philosophes et interdisant leurs écoles – éclipse de la pensée. Il faudra le long et courageux travail des philosophes et savants des Lumières, puis le coup de boutoir de Darwin pour inverser le courant. Le Christianisme est maintenant moribond. De désespoir ses cathédrales s'offrent aux flammes (2), à leur tour le dieu les a abandonnés et, imprudence ou arrogance, ils n'en ont pas de rechange. En apparence...

Bien entendu, certaines de ses injonctions, certains de ses interdits, sont toujours actifs. Mais la lutte pour les abattre est bien active et toujours plus puissante ; année après année, quoi qu'il en ait, le bœuf boursouflé s'en retourne à l'état de grenouille anémique. La bête rend l'âme, on le constate, mais il se pourrait bien qu'elle ne le fasse qu'en apparence, car d'autant plus prégnante qu'elles sont invisibles, *les catégories* chrétiennes nous agissent encore et c'est ce que nous voulons explorer ici.

L'homme-dieu : croître, assujettir et dominer

Car ces catégories sont les ingrédients même, la possibilité de nos pensées, elles sont « nos » invisibles présupposés, qui en plus de dix siècles ont sédimenté notre vision du monde. L'ensemble de ces catégories, ce que l'on appelle l'ontologie (3), ces concepts, ils nous façonnent ; à leur façon ! L'affaire est d'importance car, en fournissant les concepts avec lesquels nous croyons penser librement, l'ontologie, en fait, *pense avant nous*. Elle forge le socle de nos représentations, et à tel point que l'un des Très Grands Travaux de l'Intelligence Artificielle contemporaine est la définition d'une ontologie universelle qui fournira aux machines et au Web les concepts sur lesquels fonder l'interprétation et l'action sur le monde, le comprendre (4).

« *Dieu créa l'homme à son image, il le créa à l'image de Dieu, il créa l'homme et la femme. Dieu les bénit, et Dieu leur dit : Soyez féconds, multipliez, remplissez la terre, et l'assujettissez ; et dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, et sur tout animal qui se meut sur la terre.* » – Genèse 1.26

Ce court mais décisif passage de la cosmogonie biblique pose les humains hors du monde ; il pèse encore et très très lourd car, alors que Kropotknine nous rappelle que « la Nature doit être reconnue comme le premier professeur d'éthique de l'homme », la leçon est ici terrible. Seules créatures à l'image du dieu, les seules à ses cotés, *au dessus*, le monde ne nous est qu'un simple « environnement » qu'il nous faudra (sur)peupler et dominer – la messe est dite et sera répétée en boucle pendant plus de mille ans ! Darwin l'audacieux séparera l'homme du dieu et le ramènera sur terre au milieu des siens et, malgré le développement et la radicalisation spectaculaire des orthodoxies monothéistes, on peut considérer que sa théorie est largement acceptée et fonde notre définition des humains. Acceptée, il est vrai, mais seulement en surface, nous semble-t-il, en apparence, car l'ontologie chrétienne reste active, car nous peinons encore à tirer les conséquences du texte de la Nouvelle Genèse, celle de Darwin.

Vertical : séparation, hiérarchie, domination

Car notre monde reste radicalement vertical, propriété privée des seuls humains, qui en occupent le sommet d'où ils légitiment, au gré de leurs désirs et de leurs peurs, la destruction de la forme, et la domination et le meurtre du vivant. Et pour notre imaginaire, ce n'est pas notre force, sans égale, qui autorise cet accaparement, mais c'est la « *nature des choses* » qui nous accorde *ces droits*.

Quand Murray Bookchin voit dans la domination la racine du mal contemporain, nous voudrions ici remonter encore la chaîne des causalités et y trouver bien cachée *la séparation*. Car un monde structuré par la séparation ne peut être organisé que par la hiérarchie et régi par la domination. On conviendra qu'en un tel monde – le nôtre – il sera bien difficile d'établir durablement une société anarchiste.

L'humanisme des Lumières est en cela fils naturel du Christianisme. Moitié divin, l'homme de progrès n'avait d'autre choix que de tuer le dieu, puis terminant le travail, prendre sa place. Trop pressé, galvanisé par sa victoire, l'humanisme a fait de l'homme un dieu, « sa propre fin et la valeur suprême ». L'homme est le nouveau dieu, les savants sont ses prêtres, les ingénieurs ses diacres.

Et voici leur message :

> « *En vérité je vous le dit, l'homme est Culture, enfin sorti de la nature, de ce monde inhumain, hostile et dangereux. Il faut maintenant le dévoiler, en faire l'intarissable source de tout bien. Célébrons le progrès ! Soyons hardis ; voici venir la fin de la souffrance, le temps de l'abondance, ; à toutes et tous, il sera donné selon leurs besoins.* » – Chief Happiness Officer Lambda, 2019

Mais la vigoureuse promesse de la modernité est mensongère, elle ne dit pas qu'assouvis, les besoins ouvrent au désir. Et le désir est infini, car le manque est sa nature.

Mais de surcroît... nous n'y sommes pas encore, car « la Nature aime à se cacher » (5), et c'est un défi à l'homme des Lumières, à ce chrétien qui s'imagine athée, il nous faudra la « dévoiler », de force *la mettre à nu.*

Alors, enfin, nous pourrons consommer *la séparation ultime,* celle d'avec notre propre « nature ». Nous en extraire, éradiquer l'aléatoire, *sortir* enfin de cette répugnante soumission à l'"humiliant bricolage évolutionniste. En vrais professionnels, en ingénieurs, nous forgerons nous-mêmes notre propre mode d'être : éternel, omniscient, omnipotent. Tel est le message de la modernité, de l'humanisme.

Ayant brisé les tabous qui retenaient encore les chrétiens, corrigeant pas à pas grandes erreurs et petits oublis, sous couvert d'humanisme, l'humanisme fait sans retenue ni complexe le lit de ce techno-capitalisme qui nous dévore – nous, le monde. Débarrassé des pauvres barrières que malgré tout posait cette morale de boutiquier, du bien et du mal, la religion-qui-ne-dit-pas-son-nom nous livre, sans plus de défense, à notre danger constitutif, au risque existentiel qui menace les humains, si bien analysé par les philosophes grecs : à l'hubris – *à la démesure* – à la folie suicidaire de qui veut faire le dieu.

Total : relations, réseaux, entraide

Alors, nombreux sont ceux qui pensent qu'une nouvelle ontologie est tout à la fois nécessaire et urgente, qui nous réintégrera dans le monde, nous permettra peut-être d'en devenir cette conscience qu'avait perçue Élisée Reclus. Car bien des cosmologies disent d'autres origines, font vivre dans d'autres mondes ; les ethnographes les observent et les anthropologues nous les racontent. Cessons de prendre de haut le Sud ; prenons-le, mais au sérieux ! Et travaillons, au moment où il nous faut *refaire société*, des philosophes aussi sont à la tâche ; ils questionnent son soubassement – le monde – sans tabous, avec vigueur et méthode.

Des ontologies, il en est de nombreuses, issues de la longue histoire de l'humanité, certaines toujours vivantes. Mais nous ne proposerons pas ici la marche arrière, chantant et dansant nus sous le gui de Callac pour le retour de la pluie (ou plutôt *son arrêt immédiat* !) La modernité doit faire son propre travail ; philosophes, savants, poètes, punks à chiens, architectes, squatters, savants, zadistes, utopistes concrets, paysans, forestiers et jardiniers, tous peuvent donner l'intuition d'un autre monde, les bases d'une ontologie qui pourrait par exemple, à la dureté des entités, préférer la souplesse des relations, à l'instant pur des mathématiciens, la durée des musiciens. Dans un tel monde de la relation, chaque entité n'existe que par et dans les autres. Chaque relation est un chemin qui unit l'un à l'autre, le support d'une coopération tout à la fois possible et nécessaire, et de l'entraide sans laquelle tout s'effondre. Ce monde de relations nous conduirait à passer de *ce qui est* à *ce qu'il y a*, et à donner *de la valeur à tout*, car chaque destruction y détruit ce qui était relié : le monde. Ainsi, la mort d'un être cher est aussi la nôtre, cette relation qui nous constituait disparaît ou s'appauvrit, désormais cantonnée au monde des idées. Le frêne abattu dont le bois nous réchauffera, et il faudra bien le couper, mais sa disparition nous diminuera et nous en seront conscients. Le chevreuil tué nourrira la famille, mais on le saura, au prix d'un appauvrissement du monde d'où il aura disparu. Ce grand rocher en aplomb, brisé pour y conduire une bisse d'irrigation, n'abritera plus les jeux des enfants, les ébats des amants qui aimaient s'y lover. Ils continueront de le chérir dans leurs mémoires.

L'homme, dans un tel monde, *est* la nature, il en fait partie, il le sait. Pris dans le tissage incessant d'un ensemble indéfini de relations auquel il se sent participer, il sait que chaque domination, chaque destruction appauvrit son monde, l'appauvrit lui-même. Il sait le prix du prélèvement, le prix des destructions nécessaires à sa propre vie. Il n'est plus alors cet homme séparé de la nature – hors sol – en conflit, inquiet de ce qu'il ne *contrôle* pas. Il n'est plus cet îlet désolé, insensé, tristement environné de ressources, d'abstractions, de moyens de ses fins. Dans un tel monde, l'homme aura une petite chance d'en être la conscience, éclairée peut-être, et souhaitons-le, éclairante.

Nuage Fou

---

1. « *Il n'y a plus ni Juif ni Grec, ni esclave ni homme libre, ni homme ni femme* ». L'épître aux Galates (Ga 3, 28) de l'apôtre Paul, le Juif hellénisé inventeur du Christianisme, est le point de bascule qui le rend universel.
2. ACAB : All Cathedrals Are Burning.
3. Une ontologie définit l'ensemble des concepts ou catégories utiles pour penser le monde : chien, table, usine, vivant, inerte, etc. Afin de les utiliser pour parler ou écrire, les langues leurs associent un nom : chien « chien », « dog », « hund »...
4. OWL : « Ontology Web Language » en référence à la chouette d'Athènes, symbole de la sagesse et de la science. OWL veut définir l'ensemble des concepts nécessaires au « Web Sémantique », un Web qui *comprend*, ce qu'il y a. Pour le web actuel, Paris n'est qu'une suite de cinq lettres.
5. Fragment attribué à Héraclite, dit « l'obscur », sage grec du 6ème siècle avant notre ère. Cette citation a parcouru les siècles, jusqu'à nos jours.

RELIGION, MILLÉNARISME, EFFONDREMENT...

Je me suis souvent interrogé sur le phénomène Daesh… il m'est même arrivé de me demander s'ils n'étaient pas en avance sur une adaptation face aux changements climatiques. Les êtres vivants en groupe mènent des stratégies qui ne sont pas forcément conscientisés face aux stress. Retour au Moyen Âge ou prémonition face à un monde de pénurie généralisé.
L'État islamique c'est le mal absolu actuellement, il a largement dépassé ce qu'était l'imaginaire des « terroristes » de la gauche extra-parlementaire dans les années 70 et 80.

Mais si le monde capitaliste a mis beaucoup de force pour l'abattre, c'est avant tout parce qu'une nouvelle organisation étatique prenait forme, en dehors des règles habituelles de scission ou fusion d'États.
La religion a été l'excuse, et pour l'EI de se construire, et pour les autres de combattre. Qui aurait dit en septembre 2001, qu'objectivement des groupes d'Al-Qaïda seraient aux côtés des forces américaines pour combattre un « monstre ». Certes, ils ne se sont pas embrassés, mais il y a eu des renversements d'alliances tels dans les forces « démocratiques » syriennes, que à certains moments c'était le cas. L'EI a été construit par des Irakiens sunnites croyants ou mécréants comme d'anciens cadres baasistes notamment de l'ex-armée de Saddam Hussein. La religion a bon dos.
L'extrémisme de l'EI a été mis en avant, mais de quel extrémisme parle-t-on ? Des violences, tortures, meurtres de masse ? Il n'y a pas d'actes identiques que n'aient pas pratiqués les armées « du Bien » ces dernières décennies...

Et le plus grand meurtrier sur ce territoire c'est quand même Bachar El Assad et ses supplétifs. A supposer que certains croient réellement à ce néo-islam rigoriste (qui pour un historien n'est pas du tout un retour à un islam premier), si l'on regarde le détail, en quoi est-ce pire, comme croyance ou système de croyances, que ce que déclarent certains évangélistes partout sur la planète ? Dans de nombreuses religions, après avoir tenté de s'adapter aux socialismes et à la sécularisation, l'air du temps est plutôt à une lecture soi-disant littéraliste des textes sacrés. Désormais autour de vous, en Europe, des personnes avec qui vous vivez, vous travaillez, prennent la Bible pour argent comptant. L'Homme a 6000 ans, il a vécu avec les dinosaures, Mathusalem a réellement vécu plus de 900 ans et cætera, ad nauseam. L'irrationnel qu'on pensait avoir vu diminuer dans les années 60 et 70, remonte.

Les Kurdes du Rojava représentent le diable pour Daesh car les femmes sont les égales des hommes, y compris au combat. Mais cette émancipation effraie beaucoup d'autres acteurs. Certes, ils ne vont pas voiler de force les filles, mais la place de la femme perd du terrain, y compris au nom de la lutte contre l'islam. La Hongrie en tête contre l'islamisation de l'Europe, met en place tout un système de lois pour favoriser l'élevage de petits Hongrois chrétiens et blancs et remettre les femmes à la maison. Ce n'est qu'un exemple mais dans la contraction économique en cours, les femmes sont et seront parmi les premières victimes. Ce n'est après tout qu'une histoire de degré. Le monstre Daesh sert à attirer tous les regards, à focaliser toutes les peurs. Le nombre de civils non combattants tués en Syrie, en Irak, par les bombes occidentales, est bien supérieur au nombre de victimes des attentats au nom de l'EI en Occident. Pas un journal télévisé n'a fait la une en mémoire de ces victimes. Il faut se battre pour libérer de l'esclavage les femmes yézidies, mais chaque année c'est 150 victimes des violences conjugales rien qu'en France.

Les médias mainstream, se plaignent de la propagation de l'islam « radical » en Afrique...Mais à y regarder de plus près, on voit d'autres choses… Souvent il est amalgamé des groupes « terroristes » islamistes et des rebelles nationalistes ou localistes cherchant à préserver des ressources naturelles (terre cultivables, eau, forêt...) mis en danger par l'extractivisme, ou à réclamer leur part du butin dans ces richesses du sous-sol. La répression alimente ces groupes qui prennent la religion en étendard. Mais il faudra bien se demander un jour, si ce n'est pas parce que c'est l'opposition radicale aux régimes corrompus soutenus notamment par l'armée française. On nous montre la France comme rempart contre l'islam radical en Afrique de l'Ouest, mais il serait bon de se demander si ce n'est pas le pillage généralisé des ressources qui suscite les révoltes.

La religion est actuellement le coagulant qui montre des groupes en lutte face aux ressources. Un ou une historien(ne) du futur n'aura pas de mal à démontrer que ce que nos médias montrent comme des guerres de religion, n'étaient en fait que des moyens d'appartenir à un groupe contre d'autres groupes pour survivre dans un univers en contraction. Le changement climatique conduit à une baisse des productions, à des températures qui deviennent invivables littéralement à certains endroits, au manque d'eau. Le système industriel mondial basé sur une surconsommation des ressources non renouvelables atteint ses limites, les pics, se succèdent. L'anticipation des États les plus riches sur ce manque à venir des ressources aggrave le phénomène. Le capitalisme industriel a détruit le climat et continue de piller les ressources du Sud, en générant des pollutions énormes... mais mettre en avant que les agitations n'ont comme sources que les religions est simplement de l'ordre du spectaculaire.

J'ai déjà écrit à de nombreuses reprises, y compris ici, l'histoire des christianismes, des IVe au VIe siècles, conséquences des crises systémiques puis dans un cercle vicieux causes d'aggravation des crises. Mais ce n'était que la première partie de mon propos, Daesh, c'est aussi un moyen de se regarder et de relativiser ce qu'est la religion. Il est facile pour nous de ridiculiser l'irrationnel de l"'islam radical, mais aussi de toutes les religions monothéistes.
Seulement, au fond de nous, nous pensons que les monothéismes sont un progrès, un pas vers l'athéisme triomphant : le Bien chez les anarchistes. Parler de l'absence de Dieu, c'est déjà parler de Dieu et surtout d'un Dieu (masculin de préférence !).

Les monothéismes et l'athéisme se pensent supérieurs aux autres pensées et mettent l'Homme en sous-chef ou en chef absolu, du reste du monde. Le regard violent de l'athéisme sur le monothéisme n'est qu'une histoire de qui est le chef. Les deux méprisent les polythéismes, les animismes et autres spiritualités (ou absences de spiritualités) comme inférieures car incapable de vouloir maîtriser le monde. L'absence de croyances en des dieux ou des forces invisibles, l'absence de spiritualité n'est pas l'athéisme.

L'Homme, a 300 000 ans, l'athéisme politique et les monothéismes, 2 ou 3000 ans. S'excentrer est fondamental. Ainsi Daesh nous renvoie l'absurdité de notre propre système de croyances. Si l'on commence à détricoter, on voit bien que nous sommes drogués, ivres, de nos croyances. Attachés

violemment à des libertés individuelles quelles qu'en soient les conséquences. Appropriation de l'espace et des espèces, sédentarité, propriété, consommation. Notre société cartésienne, est le propre de l'athéisme et des monothéismes. Tout nous appartient, l'homme décide, le reste suivra. Mais ce cartésianisme est on ne peut plus irrationnel. L'ivresse de ne pas voir le système terre, comme un ensemble, interactif, un immense billard, où tout est lié, tout est cause et effet.

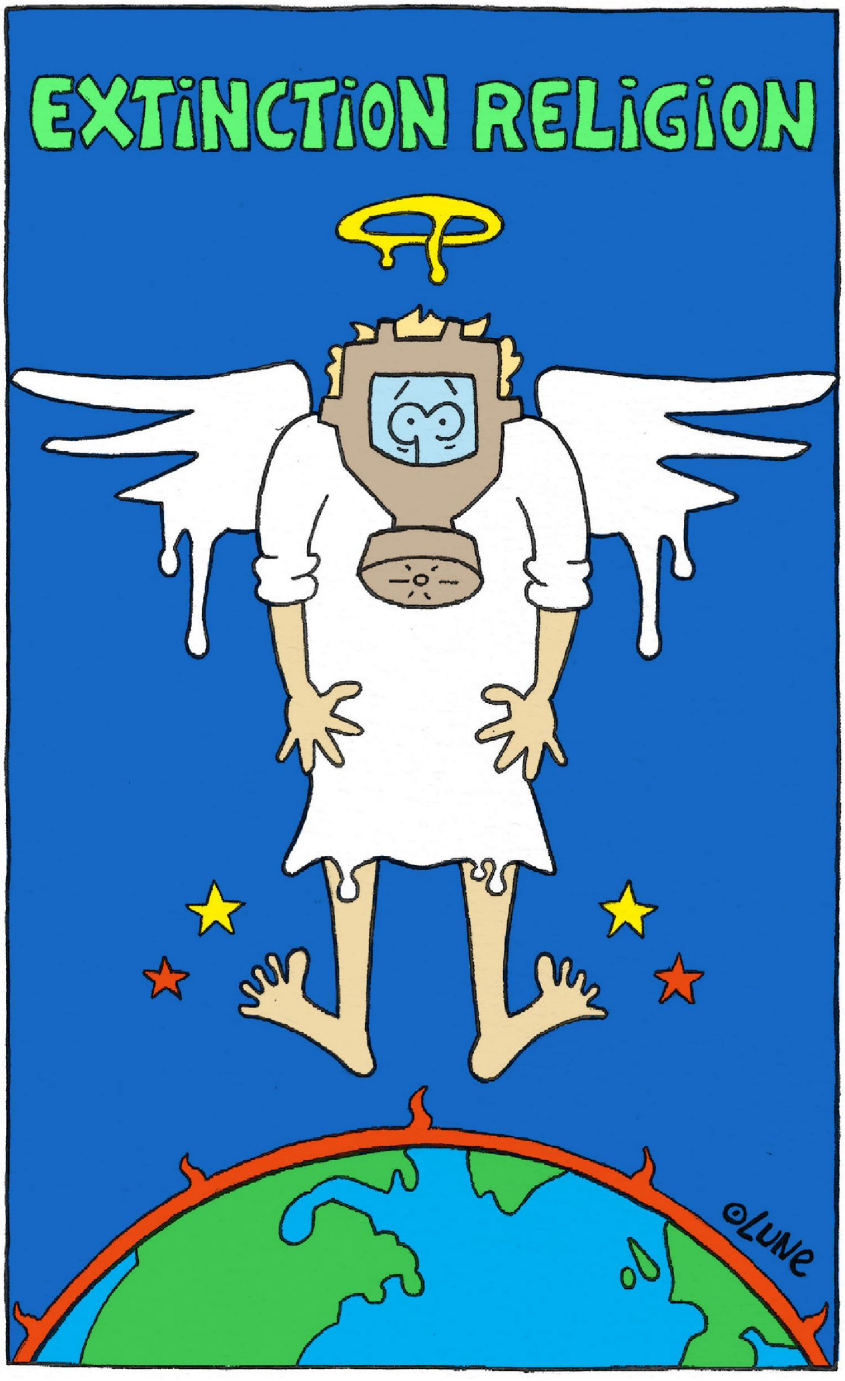
Il serait trop long ici, de détailler les différents degrés, comme un oignon, de nos croyances absurdes, illogiques, prétentieuses... de la plus immédiate à la plus fondamentale.

Le moindre achat repose sur un système de croyances aveugle tout aussi faible dans le raisonnement que de savoir si le père et le fils sont distincts ou semi-distincts. Telle pâte à tartiner est meilleure va affirmer quelqu'un à cause d'un marketing qui lui destiné, sans s'interroger sur la provenance et la fabrication... voir l'étiquette sans voir les enfants esclaves à l'autre bout. Arracher une « mauvaise » herbe, tailler un arbuste sur une forme déterminée, suppose également tout un système de valeurs aberrant, déconnecté du vivant et qui tue et mutile pour rien. Le plus prétentieux, et cela explique aussi l'absence de projet révolutionnaire cohérent, c'est la certitude en la liberté individuelle, le libre arbitre des humains, que tout le monde confond avec des droits politiques et libertés fondamentales. La recherche scientifique va tout simplement nous ramener au point de départ de l'être humain, notre cerveau en lien avec l'extérieur a décidé avant notre conscience de nos choix.
Alors si un camarade Néandertalien d'il y a 50 000 ans, arrive et regarde notre société, nos fonctionnements, il trouvera tout aussi irrationnel, absurde, meurtrier, l'univers de Daesh ou le nôtre. Chacun des tenants de ces univers est d'une prétention et d'une irrationalité sans limites. A titre personnel, j'ai toujours revendiqué un athéisme non scientiste et combattu l'hydre monothéiste. Mais la progression qui vise à regarder ce qu'il y a derrière les décors de théâtre qui nous entourent me force à relativiser cette approche. L'idée de Dieu, de non Dieu, de refus de savoir, ne devrait même pas se poser. C'est une discussion de cour d'école de quelques minutes au regard des enjeux et de l'humanité. Athées revendiqués ou monothéistes nous sommes ultra-narcissiques, incapables de modestie par rapport aux éléments et au reste du vivant. L'homme s'arroge des droits sur tout. Et même désormais qu'il commence à entrevoir, les limites de cette ivresse, il s'invente un système de croyances, une religion de l'Homme, pour justifier qu'en tant qu'espèce il prenne beaucoup, beaucoup plus que sa part.…Certains vont arguer que d'autres espèces sont invasives. Elles le sont souvent par le fait de l'homme qui les déplace et surtout beaucoup d'espèces s'auto-limitent lorsqu'elles mettent en danger leur espace vital.

La religion de l'Homme ? En effet, l'Homme a la culture, l'art, le langage, entend-on. Il est différent, il a donc le droit à plus. Cela pourrait à la limite s'entendre dans le cadre d'une démarche scientifique, mais aucune démarche scientifique ne peut permettre que l'on soit juge et parti. Cela me fait penser exactement aux recherches sur l'existence d'un Jésus qui serait à l'origine du christianisme. Les croyants affirment qu'il a existé car cela est écrit dans les sources chrétiennes. Les historiens, les scientifiques prétendent, qu'au contraire on ne peut pas affirmer son existence car aucune source non chrétienne n'atteste de son existence et même les historiens peuvent prouver son invention mais c'est une autre histoire.

Il y a peut-être des observateurs non humains, mais en tout cas nous ne sommes pas capables de les entendre, preuve de notre faible intelligence. Mais surtout, tout comme les Mayas ont constaté au bout d'un moment que les sacrifices humains n'arrêtaient pas la sécheresse, nous observons actuellement que cette Religion de l'Homme supérieur fait apparaître des forces qui nous transforment en fourmis. L'effondrement du vivant est le miroir, le dévoilement qui montre la fin de cette bacchanale géante.

Cyrille Poitiers



LE BUREAU CHINOIS DES LÉGENDES

En France, pays laïque, c'est le ministère de l'Intérieur qui est chargé des cultes. Au sein de la sous-direction des libertés publiques, le Bureau central des cultes est chargé des relations avec les autorités représentatives des religions présentes en France et de l'application de la loi de 1905 en matière de police des cultes (La religion n'étant pas seulement une affaire privée mais se pratiquant dans des espaces publics et collectivement, l'État veille à ce que ces pratiques ne remettent pas en cause l'ordre républicain ou qu'elles ne créent pas de troubles à l'ordre public).

En Chine, pays de grande sagesse, le Pouvoir s'est doté d'un pouvoir… magique. Depuis le 1er septembre 2007, les candidats à la réincarnation doivent obligatoirement faire une demande d'autorisation au département des affaires religieuses de leur province. Sinon, impossible de se réincarner. Nous, bêtement, on avait cru pendant des siècles que c'était le triangle avec un œil au centre qui donnait le pouvoir à un crétin couronné. Que nenni ! Les autorités chinoises l'ont bien compris : puisque ce sont les humains qui s'inventent des dieux alors ce sont les humains qui régleront les pouvoirs des dieux. Logique non ?
Revenons à cette histoire de réincarnation…

Devenue interdite sans autorisation, la réincarnation doit rester clandestine. Le brave lama tibétain qui s'apercevrait un jour qu'il était un Tulkou, autrement dit la réincarnation d'un lama disparu, ne pourrait le faire valoir sans la permission du Gouvernement…
De plus, toujours d'après la loi chinoise en question, seuls les temples du bouddhisme tibétain dûment accrédités par les autorités communistes ont le droit de solliciter la reconnaissance d'une réincarnation. Selon l'administration d'État pour les affaires religieuses, il s'agit d'un pas important pour « ***institutionnaliser la gestion de la réincarnation*** ».

Pourquoi cette loi pour le moins surprenante ?
Le lama chef, Dalaï de son prénom, vit en exil et commence à accumuler les printemps. Il faut donc commencer à penser à la succession. Et dans la famille Lama, on est chef de réincarnation en réincarnation. Dalaï avait choisi Gedhun Choekyi Nyima, le Panchen Lama, numéro deux dans la hiérarchie du bouddhisme tibétain, qui allait lui succéder. Le seul souci, le Panchen Lama choisi par Dalaï, âgé de 6 ans disparut avec ses parents en 1995 trois jours après sa nomination tandis que Pékin choisissait son propre Panchen Lama, Gyancain Norbu par tirage au sort dans l'urne d'or, rien que ça ! … Vous voyez l'embrouille quand Dalaï cassera sa pipe….
Et quand on pense à tous ces lamas tibétains morts qui aimeraient bien se réincarner mais qui ne trouvent pas le bon bureau pour le bon formulaire d'autorisation de réincarnation qu'ils devront aller faire parapher et signer bâtiment F, troisième étage, section Z1 du bureau local des affaires religieuses…
Tout ça parce que **le Pouvoir a toujours utilisé les croyances pour poser son cul sur le trône…**

Dalaï Biscotte

Proverbe chinois illustrant assez bien l'inutilité des religions…

OÙ IL SERA QUESTION DE TROIS JC…

Il y a environ 2800 ans, du côté de Rome, apparaissait un calendrier lunaire qui débutait au printemps. C'était le moment où les cohortes romaines sortaient de leur hibernation et songeaient à aller gaiement découper du barbare. L'année commençait donc au mois dédié au dieu romain de la guerre, Mars. « *Le soleil a rendez-vous avec la lune, mais la lune n'est pas là et le soleil l'attend* », il fallait alors ajouter des jours à ce calendrier lunaire pour égaler l'année solaire.
Bref un calendrier pas franchement au point. Pendant ce temps, les Égyptiens passaient du même type de calendrier à un calendrier solaire de 365 jours, 12 mois, avec comme repères les deux équinoxes et les deux solstices.
JC, Jules César, ayant un penchant certain pour l'Égypte alla, en 46 avant l'autre JC, se faire conseiller par un astronome, Sosigène d'Alexandrie, ce qui déboucha sur la création du calendrier julien : 365 jours, 12 mois et une année bissextile tous les 4 ans. On connaît…

L'adoption du calendrier julien à la place du calendrier romain républicain vit également le début de l'année fixé au 1er janvier (date d'élection des Consuls de Rome).I

En vérité, je vous le dis, on arrive tout doucement à la grande magouille…
Revenons au printemps et parlons du coucou… Le coucou gris (Cuculus canorus) est un charmant volatile dont le sport favori est le parasitisme de couvée. Il s'agit pour la femelle coucou d'aller pondre dans le nid d'un autre passereau, de gober en passant un des œufs du nid - histoire que personne ne se rende compte de la supercherie – et de se sauver à l'autre bout du monde en laissant ainsi sa progéniture se débrouiller toute seule.
On n'est pas loin de cet autre volatile venu – selon la mythologie chrétienne - annoncer à une jeune juive qu'un triangle avec un œil dedans l'avait choisie comme mère porteuse d'un futur JC…

Une fois né, JC (notre Jeune Coucou) se dépêche de faire le ménage en virant tous les autres œufs car il est dit qu'il doit être unique pour pouvoir becter à l'aise.

Revenons aux chrétiens… En se convertissant, l'empereur romain Constantin accepte de ne plus être considéré comme un dieu (privilège des empereurs romains) et renonce aux persécutions contre ses nouveaux coreligionnaires. En 313, est promulgué l'édit de Milan qui accorde à chacun le droit « *d'adorer à sa manière la divinité qui se trouve dans le ciel* ». Est accordée également la liberté de culte à toutes les religions. Avec, bien sûr, une légère préférence pour le christianisme, religion de l'empereur…
Manque de chance, à la même époque, à Rome, un autre dieu avait le vent en poupe. Mithra - divinité indo-iranienne apparue en 1500 avant JC - avait de très nombreux adeptes, principalement auprès des soldats romains. L'empereur Aurélien, en 274, avait officialisé cette religion. Et puis comme un empereur, ça ose tout, il alla jusqu'à fixer un jour pour faire la fête en l'honneur de ce dieu, le 25 décembre, qui est, selon le calendrier julien, le jour du solstice d'hiver…
Nous voilà donc avec Constantin le converti, l'édit de Milan et ce foutu Mithra qui venait marcher sur les platebandes chrétiennes.

Le Jeune Coucou n'aime pas la concurrence et expulse tout ce qui peut le gêner…

« Un clou chasse l'autre », afin de faire tomber dans l'oubli Mithra, les curetons-chefs choisissent à leur tour le 25 décembre pour instaurer une toute nouvelle fête : celle de la naissance du môme né par mère porteuse en Judée, selon la mythologie chrétienne. Avec l'appui de l'empereur chrétien Constantin, les latins chrétiens purent virer Mithra du calendrier… Fin de l'acte un.
Coucou, les revoilà ! Le choix du 25 décembre présente un autre intérêt. Celui d'être situé 7 jours avant le 1er janvier, début de l'année julienne (élection des consuls à Rome).
Pourquoi s'intéresser à ces 7 jours ? Tout simplement parce que 7 jours après leur naissance, les petits garçons juifs devaient subir leur circoncision. En Judée, le môme né d'une mère porteuse, selon la mythologie chrétienne, un 25 décembre, devait donc être circoncis le 1er janvier suivant.
Force du symbole, le 1er janvier, jour où - selon la mythologie chrétienne - il fut appelé Jésus, devint le premier jour de l'ère chrétienne. Avant, tout le temps passé depuis le big bang n'avait qu'une valeur négative. Le môme juif né d'une mère porteuse – selon la mythologie chrétienne– est donc né 7 jours avant JC, soit 7 jours avant l'ère chrétienne…
Grâce au 25 décembre, l'Église met ainsi la main sur le premier janvier qui devient la fête "de la Circoncision et du Saint-Prépuce de Notre Seigneur" ceci en 352, sous l'autorité du pape Libère. Libère, drôle de nom pour un pape…Fin de l'acte deux.

Le souci pour de nombreux chrétiens antisémites était le rappel - avec cette référence à la circoncision - de l'origine du fruit de la fécondation « in vitraux » d'une femme juive.
Arrive Paul VI et Vatican II, le 28 octobre 1965 et la déclaration Nostra Aetate sur les relations de l'Église catholique avec les religions non chrétiennes. Après des siècles d'antijudaïsme présent jusque dans le bourrage de crâne des mômes condamnés au catéchisme ou dans le sermon des ensoutanés (1) ; la déclaration récuse toute responsabilité du peuple juif en tant que tel dans la mort du Christ et condamne les persécutions antisémites (2).
5 ans après ce texte d'ouverture, c'est en 1970, que l'Église Catholique - toujours avec Paul VI – débaptise le premier janvier. La fête « de la Circoncision et du Saint-Prépuce de Notre Seigneur » qui est une reconnaissance de fait de l'origine juive du christianisme devient la fête de " sainte Marie mère de Dieu". Les cathos n'ont plus rien contre le peuple juif mais faut pas exagérer...

2000 ans de falsifications, d'escamotages, d'illusions, de manipulations mentales, de messes basses pour que la secte devienne cette multinationale du coaching sociétal. 2000 ans de complots, d'alliances avec les tyrans, de tractations, de procès, de massacres, de menaces pour asservir les individus et les consciences.

Et nous dans tout ça ? Eh bien, continuons inlassablement à lutter contre toutes les religions. Expliquons inlassablement que ces structures hiérarchisées n'ont qu'un but, le pouvoir terrestre par l'asservissement et la tromperie.
« Si tu me trompes une fois, la honte sur toi. Si tu me trompes une deuxième fois, la honte sur moi. »

Bernard
Groupe d'Aubenas

---

1) Dans la *prière du Vendredi saint*, il était dit « *Oremus et pro perfidis Judaeis* » ce qui signifiait littéralement « *Prions aussi pour les Juifs incroyants* » mais qui fut très souvent traduit par « *Prions aussi pour les Juifs perfides*.
2) Déclaration approuvée par 2221 voix contre 88 lors de la 3e session du concile.

Nous publions le texte ci-dessous datant de 2008. L'auteur, Moriel, l'avait précédemment publié dans A contretemps *en 2016. La raison évoquée pour sa publication 8 ans après son écriture est la même qui nous pousse à le republier aujourd'hui. Bernard, CRML*

SORTIE DE ROUTE

C'est en rentrant de l'école, française, laïque et républicaine, à 8 ans, que j'ai découvert que j'étais musulman. L'institutrice nous avait parlé des guerres de religion, de la Saint-Barthélemy et du conflit opposant les protestants aux catholiques. Je demandais à mon père dans lequel des deux camps nous nous trouvions ; ni l'un ni l'autre, me dit-il. J'apprenais que l'islam était la seule et vraie religion, et que seuls les musulmans avaient accès au paradis. J'apprenais aussi à cette occasion qu'il y avait aussi des juifs et des païens qui eux croyaient en une multitude de dieux aux noms bizarres.

« les femmes ne portaient de foulards que lorsqu'il pleuvait, mais les non-musulmanes aussi, alors on ne faisait pas la différence. »

Je suis retourné jouer aux petits soldats, et le lendemain, j'ai pu dire à mes copains de classe que je n'étais ni catholique ni protestant, mais je crois qu'ils s'en foutaient éperdument, et moi aussi à vrai dire. À cette époque-là, dans les années 1960, les musulmans en France étaient quasiment invisibles, les femmes ne portaient de foulards que lorsqu'il pleuvait, mais les non-musulmanes aussi, alors on ne faisait pas la différence. Mon père écoutait *Radio Le Caire* (« la voix de la Révolution arabe », j'ai encore le *jingle* en mémoire), sur ondes courtes ; ça crachotait et il fallait bouger l'antenne du poste sans arrêt dans tous les sens : on captait les discours enflammés de Nasser et les mélopées d'Oum Kalthoum. La guerre de Six-Jours et la défaite des troupes arabes devant Israël avaient traumatisé mes parents. Dans les cafés arabes de banlieue, on regardait des scopitones aux couleurs criardes de chanteurs algériens qui racontaient la douleur de l'exil, que mes parents ressentaient viscéralement, sans s'imaginer qu'une de ces chansons deviendrait un tube de la fin des années 1990.

« Ce qui préoccupait mes parents, c'était surtout les difficultés de la vie quotidienne dans lesquelles nous nous débattions, et ce n'était certainement pas la religion qui allait nous permettre d'avoir un logement décent. »

Le fait d'être musulman, pour moi, c'était de ne pas manger de porc à la cantine, et pour mes parents de jeûner pendant le ramadan : c'était tout. Je me souviens de la charcuterie qui se trouvait sur le chemin de l'école, et de l'odeur très appétissante qui s'en dégageait et je pensais qu'il était vraiment bête de n'avoir pas le droit d'y goûter. J'étais jaloux de mes copains qui allaient au catéchisme et au patronage des curés, car ils avaient l'air de bien s'y amuser. Et puis ils m'ont raconté les cadeaux qu'ils avaient eus pour leur première communion, ou pour leur bar-mitsva ; moi je n'avais rien eu pour ma circoncision, en tout cas je ne m'en souvenais plus. Malgré tout, à Noël, mes parents nous offraient des jouets, et une fois, la maîtresse, qui devait être de gauche, m'a donné le sapin qui ornait la classe et on l'a installé chez nous avec les décorations et on était tout contents ma sœur et moi. Mon père m'emmenait avec lui le dimanche matin au café où il retrouvait ses copains devant le pastis et jouait au tiercé : je savais que l'alcool et les jeux de hasard étaient proscrits par le Coran mais mon père et ses copains ne semblaient pas en être plus malheureux que ça, et même ils s'amusaient bien ! Une fois, j'ai même été choqué : mon père avait rejoint ses copains au bistrot et ensemble ils levaient leur verre de vin rouge pour fêter la fin du ramadan ! Ce qui préoccupait mes parents, c'était surtout les difficultés de la vie quotidienne dans lesquelles nous nous débattions, et ce n'était certainement pas la religion qui allait nous permettre d'avoir un logement décent. À la maison il y avait bien un exemplaire du Coran, mais il y avait aussi un dictionnaire médical, *L'Humanité*, *La Vie ouvrière* (mon père militait à la CGT), et *France-Soir* pour le PMU. J'avais appris la profession de foi – « il n'y a de dieu qu'Allah et Mohamed est son prophète » –, que je récitais la nuit quand j'avais peur dans le noir et je croyais en un dieu unique et omniscient qui veillait sur moi et qui me guidait dans ce monde plutôt chaotique..., œuvre de ce même dieu en qui réside la perfection. Houlà ! Ça commençait à s'embrouiller, d'autant qu'à l'école j'apprenais que le monde n'avait pas été créé en six jours, qu'Adam et Ève n'étaient que des légendes et ainsi de suite.

Les seuls moments où je baignais dans une atmosphère religieuse, c'était pendant les vacances au pays. Ma grand-mère maternelle nous accueillait en postillonnant sur nos visages pour écarter de nous les génies malfaisants ; avec les années et la progression des idées hygiénistes, et aussi à cause de nos mines dégoûtées, elle remplaça les postillons par un souffle d'air, tout aussi efficace contre ces sales petits génies. Elle portait sur elle un tas d'amulettes odorantes, brûlait de l'encens à tout propos et lançait des « sorts » à ceux qui l'embêtaient. Son monde était peuplé d'êtres légendaires : elle s'adressait quotidiennement aux ancêtres de la famille, comme s'ils étaient réellement là, à ses côtés, et elle leur vouait un culte sincère et naïf. Elle avait l'habitude de se rendre au cimetière pour invoquer l'esprit d'une ancêtre, sur la tombe de laquelle une modeste coupole blanchie à la chaux avait été érigée autrefois : là, elle allumait des bougies, versait de l'huile et de la farine, et chantait de vieilles litanies, oubliées de tous les autres membres de la famille. Un jour, peu après la « révolution » des mollahs en Iran, qui a marqué partout dans le monde musulman un retour à un islam plus rigoureux, les notables du village réunis en conclave décidèrent de faire détruire cette coupole, qu'ils jugeaient non conforme à l'orthodoxie musulmane. Ma grand-mère ne se démonta pas : sur les ruines de la coupole, elle traça un cercle de pierre, et continua ses rituels, au grand dam des bien-pensants. Je préférais de loin ces légendes aux textes orthodoxes. Mêlées de superstitions et de poésie, elles m'entraînaient à mille lieux de mon quotidien désenchanté et matérialiste. J'éprouve encore aujourd'hui une grande tendresse, empreinte de nostalgie, pour les souvenirs que m'ont laissés les femmes et les hommes de la génération de mes grands-parents, dont les croyances et le mode de vie se sont à jamais perdus.

Vers 16 ans j'ai découvert le soufisme, en écoutant une émission de *France Culture* consacrée à Al Hallaj, mystique crucifié au X^{e} siècle à Bagdad pour ses propos jugés hérétiques. J'ai lu quelques livres consacrés à la voie soufie, j'ai eu ma petite crise mystique, qui a duré quelques mois et s'est évanouie avec ma première cuite. J'aimais bien les cours de philo, j'y apprenais le doute, l'esprit critique, la liberté de pensée, toute choses incompatibles avec la religion. Ma religiosité fragile avait du mal à tenir devant ces contradictions, aussi j'évitais de trop m'y confronter. Et puis la fidélité à ma famille, la sensation d'être écartelé entre deux cultures que je pensais incompatibles, avec l'idée fausse d'être sur la défensive, ont fait que j'ai continué de me dire musulman, sans pratiques et sans convictions bien solides. Je rencontrais un jour un chauffeur de taxi d'origine tunisienne, qui m'emmenait vers Orly d'où je prenais l'avion vers le bled, et

qui m'a dit sans détour qu'il était devenu athée, qu'il avait rejeté l'islam et qu'il s'en trouvait très bien. Cette affirmation m'a perturbé, dérangé et m'a mis mal à l'aise : je n'étais pas prêt à l'accepter, sans pouvoir la rejeter définitivement. Le doute s'était instillé en moi.

Durant l'été 1984, nous étions en vacances au pays en famille : c'était la première fois que nous y fêtions l'aïd el kebir qui tombait cette année-là pendant les grandes vacances. La veille du grand jour, j'avais demandé à mon père de me réveiller pour que je puisse me rendre avec lui à la grande prière de l'aïd à la mosquée, qui a lieu très tôt. Je n'y étais jamais allé avec lui. Lorsque je me levais, mon père était déjà parti, et à son retour je lui demandais pourquoi il ne m'avait pas prévenu : il m'a répondu que m'ayant trouvé endormi, il n'avait pas voulu me réveiller, que j'étais en vacances et que j'avais le droit de me reposer. Mes cousins, s'ils avaient le malheur d'être encore endormis à l'heure de l'office, étaient brutalement sortis du lit par leur père. La tendresse que mon père m'a témoignée ce jour-là, sa tolérance et son peu de foi m'émeuvent d'autant que jamais plus je n'ai eu l'occasion de fêter avec lui l'aïd el kebir, la maladie devant l'emporter quelques mois plus tard. Paradoxalement, c'est peut-être là que s'enracine mon cheminement vers l'athéisme.

« Avenir bouché, chômage, dépit et frustration font les délices des curés et imams de tout poil. »

Les antennes paraboliques ont commencé à fleurir sur les toits des maisons du village de mes grands-parents. À côté des clips des chanteuses et bimbos européennes court vêtues, qui aiguisaient les frustrations de la jeunesse, se glissaient sur les chaînes moyen-orientales les prédicateurs barbus qui distillaient leur poison intégriste à longueur de journée. On voyait de plus en plus de barbes et de voiles, les mosquées faisaient le plein, il en poussait un peu partout dans le pays. Bref, l'ambiance devenait délétère. Le même mouvement se faisait sentir à Paris, et y trouvait un terrain propice : avenir bouché, chômage, dépit et frustration font les délices des curés et imams de tout poil.

Peu à peu, mon petit vernis religieux se lézardait : mes amis étaient pour la plupart non croyants, et nos aspirations nous menaient vers la volonté de changer la société et de vivre aussi librement que possible nos désirs, que nous savions déjà limités par les contraintes matérielles et sociales. Alors y rajouter une contrainte religieuse, pas question ! Et en grandissant, j'ai eu plus d'assurance quant à mon identité : j'ai accepté pleinement ma part française. J'ai fait mien l'héritage de Rabelais et de Diderot aux côtés d'Ibn Khaldoun et d'Omar Khayyam ; je passais sans encombre d'Oum Kalthoum à Georges Brassens, de la musique arabo-andalouse aux lieds de Schubert. Et c'est grâce à Khomeiny que j'ai définitivement largué les amarres.

C'est la fatwa du barbu contre Salman Rushdie qui m'a permis d'affirmer clairement mon athéisme, mon rejet de toute forme d'oppression, y compris religieuse. Bien que n'ayant jamais été contraint par ma famille qui ne m'a jamais imposé quelque pratique que ce soit (prière, jeûne, etc.), je me suis senti libéré, comme si un poids m'était ôté d'un coup. Je n'avais pas le sentiment de trahir qui que ce soit : je gardais pour les miens le même attachement, pour les origines de mes parents la même reconnaissance.

« Je sais par l'apprentissage, et non par croyance, que le destin de l'homme est celui qu'il se forge par lui-même »

J'ai pu lire depuis des témoignages d'« ex-musulmans » : certains ont rompu non seulement avec la religion mais aussi avec leurs origines en se plaçant dans le camp « occidental » contre le camp « oriental », apportant consciemment ou non une force d'appoint à ceux qui veulent escamoter la lutte des classes et la remplacer par le prétendu choc des civilisations. D'autres disaient avoir rompu après avoir découvert la violence, bien réelle, des textes coraniques et de la tradition musulmane. Est-ce à dire que si ces textes étaient tout miel et fleurs, ils n'auraient pas décroché ? La religion est un instrument de pouvoir, et les circonstances historiques de la naissance de l'islam en sont un parfait exemple ; tout instrument de pouvoir est basé sur la coercition et la violence. Je sais par l'apprentissage, et non par croyance, que le destin de l'homme est celui qu'il se forge par lui-même, par ses désirs et ses luttes, en association avec ses semblables et ses égaux, contre toutes formes d'asservissement et d'endoctrinement ; qu'il n'y a pas d'autre monde que celui-ci et qu'il nous appartient de le rendre vivable afin que nul prophète, nul guide suprême ne vienne nous promettre ses chimères contre une foi aveugle et la démission de la pensée.

Quand je me tiens devant la tombe de mon père, entre les deux oliviers qu'il avait désignés pour son dernier repos, je me rends compte du chemin que j'ai parcouru – et qu'il avait initié. Je lui en serai reconnaissant à jamais.

MORIEL

Apostille. – J'ai écrit ce texte, en 2008, en réponse à une enquête portant sur les motivations et parcours de vie d'athées issus de familles musulmanes. Alors qu'on pouvait croire que la question religieuse était, sinon résolue, du moins renvoyée à la sphère privée, hors du champ social, on assiste, en fait, à son retour bruyant dans les débats et dans l'actualité.
Les crispations autour de la question de l'islamophobie, qui n'épargnent pas les milieux libertaires, avec les accusations de racisme visant les critiques de l'islam, ajoutent à la confusion ambiante. Cette confusion est savamment entretenue par une certaine extrême gauche, qui sous couvert de lutte contre la situation d'exclusion et de relégation des populations issues de l'immigration, n'hésitent pas à manier des concepts les plus critiquables, comme ceux de « race » et d'« identité ». Ces discours, s'ils ne parviennent pas à mobiliser aussi massivement les populations cibles (habitants des quartiers populaires issus de l'immigration) que ne le souhaitent leurs instigateurs, parviennent toutefois à avoir un écho médiatique, et à créer des clivages et des dissensions qui viennent fragiliser un peu plus un milieu d'extrême gauche et libertaire déjà bien affaibli, depuis une grosse trentaine d'années, par l'offensive capitaliste.
S'il n'en est qu'une condition nécessaire, car non suffisante, l'athéisme revendiqué a de tout temps accompagné les luttes d'émancipation de la classe ouvrière. Que l'on songe à la Commune de Paris ou à la Révolution espagnole, entre autres... En finir avec l'aliénation religieuse est indissociable du projet révolutionnaire. Réaffirmer aujourd'hui cette évidence, en l'ancrant dans la mémoire des luttes passées et dans la perspective de l'émancipation sociale et individuelle, est plus que jamais nécessaire. – M.

SIGNES
OSTENTATOIRES
A BAS
JEAN-EUDES
AVEC SA RAIE
SUR LE COTÉ
ET SES POMPES
A GLANDS !!
LUNE

Le texte ci-dessous, fiction tirée de la mésaventure survenue à un copain, je l'avais proposé au Monde libertaire en 2016. Ce n'était pas le moment… C'était un temps déraisonnable où le débat sur l'islamophobie déchirait les militants éclairés. Un peu comme maintenant en fait… Biscotte

LE "MALATESTA", MAUVAIS CHOIX...

Montreuil, 2016...

Bebel, il a juste le temps de casse-croûter avant la reprise. Il aime bien son boulot. Enfin, il aime bien ses potes de la start-up mais c'est presque toujours le surbooking, succès oblige. Bebel, son vrai prénom c'est Belaïd ; son père était venu en France quand elle avait eu besoin de lui. Faut dire qu'à l'époque, son père était français parce que né en territoire occupé par la France. C'était une période trouble en Kabylie mais, heureusement, la France était très accueillante pour ces hommes qui avaient choisi les bidonvilles de Paname sous le regard des flics plutôt que les camps de regroupement sous le regard des soldats français.

Ce qu'il faut dire aux Algériens, ce n'est pas qu'ils ont besoin de la France, mais que la France a besoin d'eux. C'est qu'ils ne sont pas un fardeau ou que, s'ils le sont pour l'instant, ils seront au contraire la partie dynamique et le sang jeune d'une nation française dans laquelle nous les aurons intégrés. J'affirme que dans la religion musulmane, rien ne s'oppose au point de vue moral à faire du croyant ou du pratiquant musulman un citoyen français complet. Bien au contraire, sur l'essentiel, ses préceptes sont les mêmes que ceux de la religion chrétienne, fondement de la civilisation occidentale. D'autre part, je ne crois pas qu'il existe plus de race algérienne que de race française. (…) Je conclus : offrons aux musulmans d'Algérie l'entrée et l'intégration dans une France dynamique. Au lieu de leur dire, comme nous le faisons maintenant : « Vous nous coûtez très cher, vous êtes un fardeau », disons-leur : « Nous avons besoin de vous. Vous êtes la jeunesse de la nation. »
Un remarquable discours en faveur de l'intégration…
Ces paroles ont été prononcées à l'Assemblée nationale, le 28 janvier 1958, par un certain Jean-Marie Le Pen.

Bebel, face à son écran, ne peut s'empêcher de sourire en lisant les mots passés du borgne immonde présent. De sourire voire de rire devant l'amalgame simpliste fait entre l'origine et la religion des individus.
Bebel, on le traite d'Arabe alors qu'il est kabyle et ça, il n'aime pas… Il n'aime pas comme un Apache qui ne supporterait pas d'être traité de Yankee…
Mais ce qu'il supporte encore moins, c'est d'être considéré comme musulman. La religion, ce n'est vraiment pas sa tasse de thé à la menthe...
Petit, il subissait la loi de ses parents, des voisins. Parce que les préfectures délivraient des permis de séjour aux immigrés à condition qu'ils se regroupent… après les camps de regroupements là-bas au pays, les bidonvilles, les quartiers « communautaires ».
Alors petit, Bebel écoutait poliment les « grands » raconter leur Hajj… « Tu vois, Nordine, plus tard toi aussi tu iras à la Mecque pour toucher la Kaaba, inch'Allah… » Et puis, pour Bebel, la puberté - outre l'apparition attendue de poils pubiens – avait été synonyme de ramadan, de ventre qui se plaint et de la furieuse envie de faire comme les copains non musulmans.

En repensant à son adolescence et ses ramadans forcés, Bebel a la furieuse envie d'aller casse-croûter dans le petit jardin public en bas de l'immeuble.

"*Cinq jeunes marocains ont été condamnés vendredi à six mois de prison ferme chacun pour ivresse sur la voie publique et pour avoir mangé en plein Ramadan par le tribunal de première instance de Souk El Arbaa du Gharb, à une quarantaine de kilomètres au nord de Kénitra.*
Les accusés ont été arrêtés en flagrant délit par des éléments de la gendarmerie royale à Sidi Allal Tazi, commune rurale de la région de Souk El Arbaa, alors qu'ils sirotaient du vin et mangeaient en plein public pendant le mois de Ramadan.
Le juge qui a prononcé la sentence a affirmé à l'issue de ce procès que si la législation le lui permettait, il aurait condamné les jeunes Marocains à des peines beaucoup plus sévères. Actuellement, au Maroc, tout musulman coupable d'avoir mangé en pleine période de jeûne, est puni de l'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 12 à 120 dirhams. A Rabat, un jeune marocain de 19 ans avait été condamné à trois mois de prison pour avoir fumé une cigarette dans la rue. Devant le parquet, il avait répondu au magistrat qu'il ne faisait qu'exercer sa liberté individuelle." [Tiré de bladi.net article du 5 juillet 2 014]

Bebel, dès qu'il a pu, il a expliqué à ces parents qu'être musulman pour respecter la tradition, ce n'était pas pour lui. Sa mère avait pleuré en disant qu'il allait apporter l'archouma, la honte sur la famille alors il a fait comme si. Juste pour le bien être de sa mère. Encore maintenant, il se débrouille toujours pour partir en vacances le neuvième mois du calendrier hégirien, histoire d'être loin pour qu'on ne le voie pas vivre comme il le souhaite au lieu de faire le ramadan.
Pour l'instant, il s'est enfin posé sur le petit banc de pierre. La fringale est là, Bebel ouvre le petit sac à dos qui le fait ressembler à un môme avec son goûter.
Ce qu'il risque, c'est d'être accusé d'apostasie. On ne démissionne pas chez Allah…

Bebel fouille des mains et des yeux dans son sac à dos ouvert sur ses genoux. Pause très courte pour déjeuner alors ne pas perdre de temps à trop penser à une religion qui ne le concerne plus. Vivre et laisser vivre… Chacun son truc.
Il s'arrête pourtant un instant, un nouveau nuage passant devant ses yeux… Pendant ses dernières vacances en Haute Savoie, Bebel avait juste eu envie aller boire un coup… Un troquet vite trouvé et… Une patte de sanglier en guise de poignée de porte. Il entre… En dessus du bar, une tête de sanglier empaillée… Bebel défie le patron du regard et file se mettre en dessous de la hure. Derrière le bar, y a ce gros con entouré d'une multitude de petits objets, tous représentant des cochons… Comme ça, le mec aux oreilles décollées et au front national n'a même pas à dire que les « z'arabes » ne sont pas les bienvenus…
Bebel, s'en fout… Il est Kabyle et athée… Mais juste l'envie de foutre son poing dans la gueule du connard pour tous les siens, croyants, que ce mec veut blesser et exclure.

Bebel sort son casse-croûte… Il mord dans son fabuleux sandwich de la boulangerie bio autogérée « La conquête du pain » … Erreur fatale… il aurait dû choisir le « Emma Goldman » … Saumon, ciboulette, roquette…
Au lieu de ça, il a opté pour le « Malatesta » … Jambon cru, pesto, roquette. Moins cher mais plus dangereux…
Du jambon cru pour Bebel, dans un jardin public… Signe extérieur d'apostasie…
À trois, ils lui sont tombés dessus… Le pire, c'est que c'est encore lui qui a le plus la tête d'un « Français issu de l'immigration », d'un Arabe, d'un musulman…

Des passants, témoins de l'agression, accélèrent le pas et filent persuadés d'avoir assisté à un acte islamophobe…

Le 17 novembre 2015, un tribunal saoudien avait condamné à mort, Ashraf Fayad, un poète, pour apostasie (renoncement à l'islam). Tout récemment, suite à une très forte mobilisation internationale, sa peine a été commuée le 2 février 2016 en huit années de prison et… 800 coups de fouet !

CONFESSIONNALISER L'ANTI-RACISME EST DANGEREUX

Un accord minimal devrait être trouvé entre nous et avec des organisation proches sur le fait que nous assistons, de la part du monde politico-médiatique, à une nouvelle instrumentalisation des pratiquants de l'islam vivant en France et ailleurs. On peut insister sur la nécessité de cet accord, sans irénisme ni naïveté, vu la nocivité que représentent les « agents dissolvants » externes et internes. La Macronie a relancé la « question de l'immigration », le RN amplifie ses attaques, les politiciens visent les voix pour 2022, tout ça est dégueulasse. Nous sommes néanmoins coincés par deux problématiques : le port du voile en France et la guerre en Syrie (incluant la question des djihadistes de nationalité française).

Observons au passage que nous sommes incapables (nous = le mouvement libertaire au sens large, la FA, etc.) de lancer enfin une contre-offensive contre la guerre (au Rojava, en Syrie ou ailleurs), le rare domaine où nous pouvons prendre une initiative politique forte susceptible d'élargir notre cercle (le projet de nouveau service national, le sentiment anti-guerre des personnes…, ce qui pourrait sortir au passage la jeunesse du « syndrome Greta » vecteur du « capitalisme vert »).

« *La société française(...) ne veut pas voir qu'elle a fabriqué des propres djihadistes...* »

La société française (au sens raccourci) ne veut pas voir qu'elle a fabriqué ses propres djihadistes, qui ne sont pas forcément des enfants d'immigrés. Surtout pas, même à travers un tribunal qui laisserait filtrer quelques réponses sociologiques. Surtout ne pas se poser la question du « pourquoi on en est arrivé là ? ». Ses élites sont même prêtes à les ré-expédier vers l'Irak où est pratiquée la peine de mort (en France, les beaux parleurs et la gauche sont contre la peine de mort, mais si jamais quelqu'un fait le sale boulot à leur place…). Quant aux enfants des djihadistes, ils ne sont que prétextes à trémolos ou indifférence. Notons également que le RN relance la question de la déchéance de la nationalité (une saloperie mise sur la table par Hollande & cie, rappelons-le), ce qui nous donne une singulière conception de la « nationalité française », de ce qu'est la « nation française » (et, derrière, la remise en cause du « droit du sol »…).

« *Quant au voile[…] il s'agit d'un signe religieux (quand même) coutumier et* ***aussi d'oppression*** *de la femme...* »

Quant au voile, il faut insister sur le fait que ce n'est pas une pratique figurant dans le Coran, qu'il s'agit d'un signe religieux (quand même) coutumier **et aussi** d'oppression de la femme : là on touche au point sensible, quand bien même la femme choisirait librement de le porter (certaines étant effectivement libres, d'autres pas, sous influence, ou sous coercition étatique comme en Iran).

À nouveau est posé le débat sur la liberté théorique et la liberté effective, pour lequel nous devons garder la question du contexte (la France n'est pas l'Iran) sans renier nos convictions : lutter contre la théocratie.

Lutter contre la théocratie : c'est vraiment la position la plus correcte que nous devons défendre et, finalement, la moins difficile. Rappeler la position de Bakounine à ce sujet est salutaire, non pas parce que c'est le GM (grand maître), mais parce que, sur le fond et dans le contexte historique, il indique le bon terrain. Sans reprendre tous les excellents arguments avancés (impossibilité de démontrer l'inexistence de dieu, fragilité de ce débat, respect des convictions de chacun/e tant qu'elles ne nous oppriment pas…), soulignons une distinction majeure entre marxisme et anarchisme, sur ce point, qui demeure encore. Grosso modo, les marxistes, athées, mettent en place une dictature athée quand ils sont au pouvoir ou bien « tendent la main » aux religions par opportunisme quand ils sont dans l'opposition. Les anarchistes sont également athées (mais pas tous selon certains, Hakim Bey ou Jacques Ellul se disent anarchistes croyant en dieu), mais respectent les convictions de chacun/e, tout en détruisant l'institution ecclésiastique quand elle opprime (cf. ce qui s'est passé en Espagne 36 avec les débats afférents, Bernanos, Weil, etc.).

L'opportunisme marxiste se révèle de nos jours dans le recyclage de l'expression « islamophobie » et la fumisterie de la « religion des pauvres » (les rois et princes miséreux d'Arabie saoudite, de Jordanie ou du Maroc en rient encore…).

On peut certes contextualiser l'apparition de l'expression « islamophobie », et la faire remonter à 1910. Auquel cas, il faut aller jusqu'au bout de cette démarche, et reconnaître la validité de la connexion, par exemple, entre « l'anti-productivisme » forgé en France dans les années 1930 par le groupe de l'Ordre nouveau et sa réapparition dans les années 1960-70 par les anciens membre de ce groupe (Alexandre Marc, Denis de Rougemont, Claude Chevalley…). Du moins y a-t-il là une réelle continuité historique, de personnes et d'idées, ce dont je ne suis pas sûr à propos de « l'islamophobie » (il faudrait le démontrer sérieusement).

Bref. Le plus simple est d'éviter des expressions qui ne viennent pas de nous ou qui contreviennent à l'idéal libertaire. Sinon, on finira par parler de « grand remplacement » (le nombre de « blancs » dans le monde n'est-il pas désormais minoritaire ?) (NB : mais on peut aussi contester le concept de « population mondiale » comme l'a fait Alfred Sauvy et comme le fait Hervé Le Bras), « d'identité nationale », de « démocratie », etc., etc. Pensons, inversement, *à judéophobie* ou *à christianophobie*, à ce que cela signifie et à l'utilisation qui pourrait en être faite par certains.

L'utilisation du terme d'islamophobie cherche, chez les plus sincères, à contrer le processus de bouc-émissaire mené par la Macronie, RN & cie, mais elle favorise **aussi** insidieusement les partisans religieux de l'islam et singulièrement ses fondamentalistes. Vu les enjeux (Syrie, djihadisme…), on ne peut pas ne pas le prendre en compte.

« *Le concept d'islamophobie est bien un concept démagogique utilisé par des gens qui veulent confessionnaliser l'anti-racisme.* »

Comme cela a été dit (en le reformulant), le concept d'islamophobie est bien un concept démagogique utilisé par des gens qui veulent confessionnaliser l'anti-racisme. Il est repris par l'extrême-gauche, par démagogie et opportunisme, dont c'est d'ailleurs l'une des caractéristiques, aimant à brosser dans le sens du poil, le poil des électeurs réels ou potentiels, ou celui des militants. Il est quand même dommage que l'UCL tombe dans le panneau. Il serait dommage que la FA le fasse aussi.

La proposition de tract est une occasion de mener le débat, non pas de se remettre à la remorque des contre-identitaires ou des religieux plus ou moins déguisés, mais de proposer une action contre la guerre, contre la présence des forces armées françaises dans des pays qu'elles fragilisent.
C'est poser la question sur nos bases, pas celle de la confusion.

Philippe Pelletier

SUR L'ISLAMOPHOBIE

Il est facile aux anarchistes de décider qu'un verre est à moitié vide, ou bien à demi plein ; il leur suffit d'en débattre et faire émerger *le consensus* ! Tout d'abord bien comprendre la question : comparer le vide et le plein, sans négliger de distinguer clairement la moitié du demi. Mais le vide... est-il constitutif du plein... et ce demi... est-il avec ou sans faux col ? Et nous voici déjà au bord de l'affrontement, il faut dire qu'à « à peine 1%, » ils se doivent d'être chauds, les anarchistes ! Mais se noieraient-ils encore plus facilement dans les mots que dans dans un simple verre d'eau ?

C'est donc au risque de l'obscurcir que nous tentons ici d'éclairer le débat termino-conceptuel en cours. Il s'agira de l'islamophobie, *avec* et *sans guillemets ;* en guise de lanterne nous mobiliserons notre définition de la différence entre la théorie et la pratique : « *en théorie*, il n'y en a pas. »

Trois mots stables... comme le sable

« Antisémitisme » : rappeler la définition étymologique, *théorique* – contre les sémites – nous conduit aussitôt a constater qu' *en pratique* elle diffère de son usage,. C'est en effet exclusivement aux juifs, que l'antisémite voue son exécrable détestation, même s'il serait bien en peine de les définir.

« Anti-judaisme » : contre le judaïsme. Anarchistes, libres penseurs, théologiens s'y retrouvent. On prouvera un lien de causalité orienté, l'anti-sémite se nourrissant, *en théorie*, d'anti-judaïsme. Bien qu'à part les intellectuels, la plupart *en pratique* se satisfont de clichés et caricatures ; ils seraient bien en peine de simplement distinguer judéité et judaïté.

« Antisionisme ». Sa définition étymologique et contemporaine – contre l'état d'Israël – nous conduit à voir qu'*en pratique,* elle ne coïncide pas avec son usage. On en distinguera trois.

1. Utiliser le mot *conformément* à la définition du concept qu'il désigne. Un antisioniste se borne à contester l'appropriation de terres habitées pour y imposer puis maintenir par la violence un État expansionniste.
2. L'associer *explicitement* à un autre concept, dénoté par un autre mot. Certains juifs médiatiques combattent aux coté du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France pour imposer l'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme, soutenant qu'il serait t*oujours nécessairement* l'autre nom de l'antisémitisme. Il s'agit ici de changer le sens du mot pour le disqualifier *en pratique*, et ultimement le rendre illégal. On les retrouve sans surprise sur l'autre combat terminologique, qui veut borner l'islamophobie à son étymologie. Ils comptent ici d'autres alliés, certains inattendus.
3. L'associer *implicitement* à un autre concept, dénoté par un autre mot. Pour échapper à la loi, l'extrême-droite utilise le mot « antisioniste » en lieu et place du mot « antisémite ». Ici, *en pratique,* et t*oujours nécessairement,* « antisioniste » s'interprète en antisémite.

Mais cet apparent bazar termino-conceptuel n'en est pas un ; c'est la norme. L'académicien ne précède pas l'homme de la rue ; empêtré dans son prétentieux costume, le cerveau atrophié par le port du bicorne, le lourdaud lui court après. Le sens d'un mot, tout comme son orthographe, est historique, déterminé par *la pratique.* Car le langage est un outil ! C'est par construction, pour *être pratique,* que le langage est ambigu, il est *adapté* à notre extraordinaire compétence pour désambiguïser les mots, interpréter leurs agencements et produire du sens.

Un mot brûlant comme l'enfer

Et chacun sait que ça n'est pas la critique raisonnée de l'islam qui fonde l'islamophobie. Ce discours de haine qui *en théorie* s'en prend à une religion, l'islam, s'attaque *en pratique* aux arabes et aux maghrébins. Prenant appui sur le terrorisme islamique, cette haine qui se déploie désormais au grand jour est l'incarnation contemporaine du phénomène bien étudié du bouc-émissaire, son carburant est social - la xénophobie – et son comburant politique. Son moteur est un bicylindre activant tour à tour l'extrême-droite et le Pouvoir. *En pratique*, le discours contre l'islam, l'islamophobie, détruit ; il humilie, blesse et tue.
Des gens, pas des idées.

La communauté anarchiste éprouve pourtant certaine difficulté à se mobiliser, comme hypnotisée pas un mot qu'elle voudrait s'interdire : « islamophobie ». Trois positions, trois discours qui souvent s'entremêlent.

1. L'universitaire convoque l'étymologie – la phobie d'une religion. Anarchiste, il se doit d'être islamophobe.
2. L'acteur associatif convoque la domination des femmes, la manipulation des jeunes, qu'il lit dans l'irruption dans la cité de nouveaux interdits et injonctions – comportements, aliments, vêtements – préconisés ou imposés par telle ou telle orthodoxie musulmane. Anarchiste, il se doit d'être islamophobe.
3. Le militant convoque les objectifs problématiques et le pedigree des tenants du mot « islamophobie ». Soucieux des mésalliances et de la confusion, il se doit d'être « islamophobe »-phobe.

Un mot, trois lectures, chacune sincère et légitime. Et pourtant on ne peut douter qu'*en pratique* l'islamophobie est le faux nez de l'arabophobie, triste compagnon de route de l'antisémitisme et de la détestation des roms qui méritent une courte digression. Pas même un nom ! Qui connaît le mot pour dire les pogroms qu'en France et dans l'indifférence, ils subissent encore. Pas de mot, pas de mobilisation. Pas de maux ; comment parler de ce que l'on ne peut dire ? Alors qui de nos anarchistes étymologues inventera le nom « correct », avant qu'eux-mêmes en imposent un, le leur ? Peut-être sera-t-il « incorrect » ?
Inutilisable.

Pour conclure, nous entrevoyons trois chemins : ne pas voir ce que l'on ne peut nommer ; inventer ou actualiser « le bon nom », et l'imposer, ou enfin emprunter une voie mal nommée, et par l'effet concret de *la pratique* redéfinir ce qu'elle désigne.

Prenant le réel à bras le corps, certains considèrent que la terminologie pose ici un piège anesthésiant. Sans « bonne solution », il fait barrière à l'action, obscurcit le réel. Ils négocient alors un mot qu'ils n'apprécient pas pour s'unir et faire barrage *aux actes* qui humilient, blessent ou tuent. Cette dernière approche peu glorieuse et risquée – emprunter pour agir un mot problématique, et agir encore pour modifier qu'il désigne – c'est ce qu'ont tenté de faire certains anarchistes le 10 novembre dernier.

Nuage Fou

SYNDICALISME ET LAÏCITÉ

Des événements se multiplient qui doivent faire réfléchir les syndicalistes que nous sommes, sur ce qu'est la laïcité dans notre société. Est-il possible encore aujourd'hui de débattre de ce qu'elle incarne sans être traités de « laïcards » sectaires, d'antisémites ou d'islamophobes ?

Quelques exemples

- En janvier 2018, SUD étudiants soutenu par sa fédération et accompagné de l'UNEF censure à la Sorbonne une pièce de théâtre tirée du livre de Charb « *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes* ». Ce n'était pas le contenu de la pièce qu'ils condamnaient mais la crainte du débat qui devait suivre.
- En 2018 toujours, une femme portant le hijab est élue à la tête de la section UNEF de Paris IV à la Sorbonne avec l'assentiment de la direction nationale de ce syndicat étudiant sans que cela ne gêne les adhérents sauf une partie d'entre eux qui ont d'ailleurs démissionné depuis.
- Le Planning familial de l'Isère défend les pro-burkini de Grenoble car selon lui, l'interdire stigmatiserait un groupe de personnes. Il ajoute « *Ce serait dans l'intérêt de toutes de porter un maillot de bain selon ses choix, ses envies, son genre, son degré de pudeur* ». Il fut un temps où la pudeur était perçue comme une bigoterie relieuse à dénoncer !

- Dernièrement, la dessinatrice allemande Franziska Becker a été accusée d'islamophobie et de racisme par un groupe féministe, sous prétexte d'avoir réalisé des caricatures démontrant son rejet du voile et sa critique acerbe de la misogynie au sein de l'islam et du christianisme.

Chez les cathos

Quant aux catholiques, leurs convictions inébranlables les ont amenés à de multiples exactions au cours des siècles. Les missionnaires chargés d'évangéliser les peuples autochtones en Afrique et en Amérique du Sud ont largement favorisé la colonisation et l'esclavage. Il y a quelques années encore, les curés étaient en charge de colonies de vacances, de clubs de sport. Nous nous sommes aperçus plus tard que certains ont commis des agressions sexuelles aux conséquences irréparables pour les jeunes victimes. A l'époque, les écoles catholiques s'appelaient paradoxalement les « écoles libres », libres d'apprendre le catéchisme et d'imposer la prière… Aujourd'hui, elles sont devenues des écoles sous contrat financées par l'État au même titre que les écoles publiques, ce qui pose question dans un État laïque. Les manifestations organisées par « la manif pour tous » composées d'intégristes, d'homophobes, de rétrogrades, tentent de nous ramener aux siècles passés. La loi Veil du 17 janvier 1975 sur la dépénalisation de l'avortement, obtenue grâce à une forte mobilisation est de plus en plus contestée. Des médecins, pratiquant ces actes deviennent réticents, étant pris à partie régulièrement, d'autres font valoir une clause de conscience pour ne pas appliquer la loi. Le Planning familial se voit réduire régulièrement ses subventions, ce qui ne permet plus de répondre à toutes les femmes désorientées désirant avorter. Il y a bien lieu de craindre que cette loi soit remise en cause si nous ne sommes pas vigilants à la défendre.

Définissons

Avant de poursuivre l'analyse, il est bon de reprendre le sens des termes employés à tort et à travers comme antisémitisme, antisionisme, islamophobie.

- L'antisémitisme : *doctrine ou hostilité systématique à l'égard des juifs.* Cela nous le condamnons sans ambiguïté, car l'histoire est là pour rappeler ce que les fascistes en ont fait et sont toujours prêts à reproduire.
- L'antisionisme : *opposition à un courant mystique devenu politique de nationalité avec expansionnistes et colonialistes auquel se livre l'État d'Israël en Palestine depuis sa création en 1948.* La constitution d'un État juif est en réalité plus ancienne puisque dès 1901 elle avait débuté par le rachat de terres aux palestiniens. Nous pouvons être antisionistes sans pour autant être traités d'antisémites, n'en déplaise à monsieur Finkelkraut et à une poignée de commentateurs de presse qui pratiquent allègrement cet amalgame honteux. Dans la polémique antisémitisme – antisionisme on oublie presque tout le temps la voix, les écrits des camarades du BUND (1) ; elles et ils habitaient un pays que l'on peut comparer à l'Atlantide ! Il s'agit du Yiddishland un grand bout de la Pologne, de la Russie, des Pays Baltes et au-delà… Ils parlaient le yiddish, langue qui s'opposait dans les faits à l'hébreu, langue « sacrée » du peuple juif. L'exemple le plus marquant est l'hebdomadaire anarchiste (1890) *Freie Arbeiter Stimme* (La voix des travailleurs libres) qui existera jusque dans les années 1970. Donc une presse prolifique qui dès le début s'oppose aux thèses sionistes du « retour à la terre promise ». Ils s'opposaient à la droite nationaliste polonaise et au sionisme ayant pignon sur rue. « Mal vus » par les bolcheviques, leurs écrits ont été passés sous silence… Taxés d'anarchisme, de syndicalisme, ils ont par la suite (2) été exterminés par le nazisme. Cette voix discordante est passée aux oubliettes et cela est plus que dommage !
- L'islamophobie : *étymologiquement peur ou crainte de l'islam,* mais le sens a été déformé vers la notion d'hostilité envers l'islam et les musulmans. La définition de ce terme né dans la 1ère moitié du XXème siècle varie suivant les milieux et les époques.

Fondamentalismes

Les fondamentalistes politiques, religieux ou scientifiques ont une matrice similaire : ils considèrent leurs interlocuteurs non comme d'indispensables et légitimes contradicteurs mais comme une incarnation du mal.

Fait-on preuve d'islamophobie quand nous sommes en colère après les attentats commis par certains salafistes ou radicaux qui ont décimé l'équipe de Charlie Hebdo en janvier 2015, puis la tuerie du Bataclan, des terrasses parisiennes et celles qui ont suivi partout en Europe et dans le monde ? Le radicalisme gagne du terrain et ce dans toutes les religions. Il fait le bonheur du Rassemblement national et de ses amis qui prônent le culte de la souche, de la pureté de la race, de l'ancêtre gaulois qui n'est ni brun, ni noir, ni sans-papiers. Un rapport parlementaire vient de paraître qui fait état d'un processus de radicalisation dans tous les secteurs mais il oublie les atteintes multiples à la laïcité, le prosélytisme religieux qui se répand. Ce phénomène n'est pas nouveau et ce n'est pas un hasard s'il s'exprime en particulier autour des établissements scolaires afin d'ébranler leurs valeurs universalistes et laïques.

Naïveté, manque de courage, abandon..

Dans leur livre intitulé *Inch'Allah, l'islamisation à visage découvert* paru en 2018, les journalistes Fabrice L'Homme et Gérard Davet confirment que l'islamisation fait son chemin sans entrave. En Seine-Saint-Denis, SUD éducation organise des réunions dites « racisées » ou non mixtes pour un débat sur le racisme comme si nous n'étions pas capables d'en discuter collectivement. Par naïveté, manque de courage ou électoralisme, les politiciens évitent d'intervenir de manière franche sur ces questions. Certains d'entre eux cèdent à la pression et répondent favorablement aux revendications telles que des repas différents dans les cantines, l'ouverture de salles de prière (dont une à la Sorbonne) ou bien d'admettre le refus des femmes d'une consultation par un médecin de sexe masculin, des horaires différents pour les hommes et les femmes dans certaines piscines, etc.

C'est leur culture, nous dit-on ! Nous avons désormais tendance à confondre culture et culte. La culture c'est la liberté de penser par soi-même, l'ouverture d'esprit à la philosophie, aux arts tels que la peinture, le dessin, la musique…, l'échange, le débat avec ses congénères. Le culte, c'est l'emprisonnement intellectuel, l'asservissement, la dévotion à des textes établis depuis des millénaires, en évitant soigneusement de se poser des questions. Quel contraste avec la situation de toutes ces femmes qui se battent contre l'oppression subie en Afrique du Nord, en Iran, en Afghanistan et ailleurs et pour se débarrasser de toutes les contraintes qu'on leur impose. Nul besoin de tous ces accoutrements (kippa, voile, burqa, croix, soutane, cornette, burkini…) sinon pour faire la démonstration de son appartenance religieuse auprès des autres. A force de propagande et d'autocensure les athées devront bientôt se justifier sur leur incroyance et leur insoumission à tel dieu ou tel maître.

Il est courant d'associer le racisme à la critique des religions. Le racisme est avant tout une théorie de la hiérarchie des races qui conclut à la nécessité de préserver la race dite supérieure et à son droit de dominer les autres. Les actes antireligieux sont commis de manière générale par des individus appartenant à une autre religion. On ne peut donc pas les assimiler à des actes racistes.

La résurgence du phénomène religieux est concomitante avec l'abandon de la lutte des classes par les syndicats. Le syndicalisme réformiste a négocié à la baisse bon nombre d'acquis avec le patronat. Ceux qui sont attachés à la Charte d'Amiens (1906) qui prônait une lutte sans concession vis-à-vis des exploiteurs et la grève générale comme arme indispensable pour obtenir la satisfaction des revendications de la classe ouvrière à travers son émancipation intégrale, doivent s'attacher à reprendre le combat. C'est la seule alternative au désarroi actuel des exploités : un syndicalisme d'action directe. Il n'est pas de sauveur suprême, ni dieu, ni maître, ni tribun.

Extrait de la *Charte d'Amiens* par Griffuelhes et Pouget au congrès de la CGT juste après le rassemblement des Bourses du travail avec la CGT :

« *Le Congrès déclare que (…) tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, ont un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander,* ***en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.*** »

Les religions protégées par tous les pouvoirs politiques quels qu'ils soient ne servent qu'à faire accepter aux peuples leur condition misérable. La laïcité ne se marchande pas !

A bas la calotte, vive la Sociale !

Association de Réflexion et d'Information Fernand Pelloutier
Bordeaux, août 2019

1. BUND, Union générale juive des travailleurs de Lituanie, de Pologne et de Russie.
2. *Mémoire du yiddish : transmettre une langue assassinée*. Rachel Ertel. Éditions Albin Michel. *Nous ne sommes pas un peuple élu ! : Sionisme et antisémitisme dans les années trente*. La doctrine du Bund polonais dans les textes. Traduction Enguerran Massis. Éditions Acratie.

ISLAMOPHOBIE, ISLAMOFOLIE, ISLAMOPHILIE…

74 000 citoyens français réclamant l'application de la charia chrétienne ont défilé dans la rue le 6 octobre 2019 (1). Tout le monde trouve cette manifestation normale tout en y étant opposé.

Imaginons le même nombre de citoyens français, mais de confession musulmane, marchant entre République et Bastille, avec le même type de revendication. Ce serait sans aucun doute le début d'une guerre civile avec nombre de Zemmour en tête.

Y aurait-il deux poids, deux mesures, une religion bien de chez nous et une autre étrangère ? La loi de 1905 joue-t-elle un rôle dans cette histoire ? De tout côté on s'écharpe à ce sujet. Les questions que l'on pourrait croire fondamentales, sociales ou environnementales, disparaissent alors fort opportunément. Dès 2006, j'écrivais ici ou là, que la guerre d'Algérie n'était pas terminée. Qu'elle se continuait au sein de nos cités, des quartiers populaires. Depuis sa fin officielle en mars 1962 jusqu'à aujourd'hui bien des choses se sont passées, tant d'un point de vue matériel qu'intellectuel. Je vais tenter de revenir là-dessus. Ce débat, a pris une place considérable tant dans la communauté universitaire que parmi la gauche dite radicale. Quand cette question revient sur le devant de la scène, elle prend le dessus sur toute autre problématique. Il importe de faire un retour sur ce l'histoire de l'islam.

Un peu d'histoire

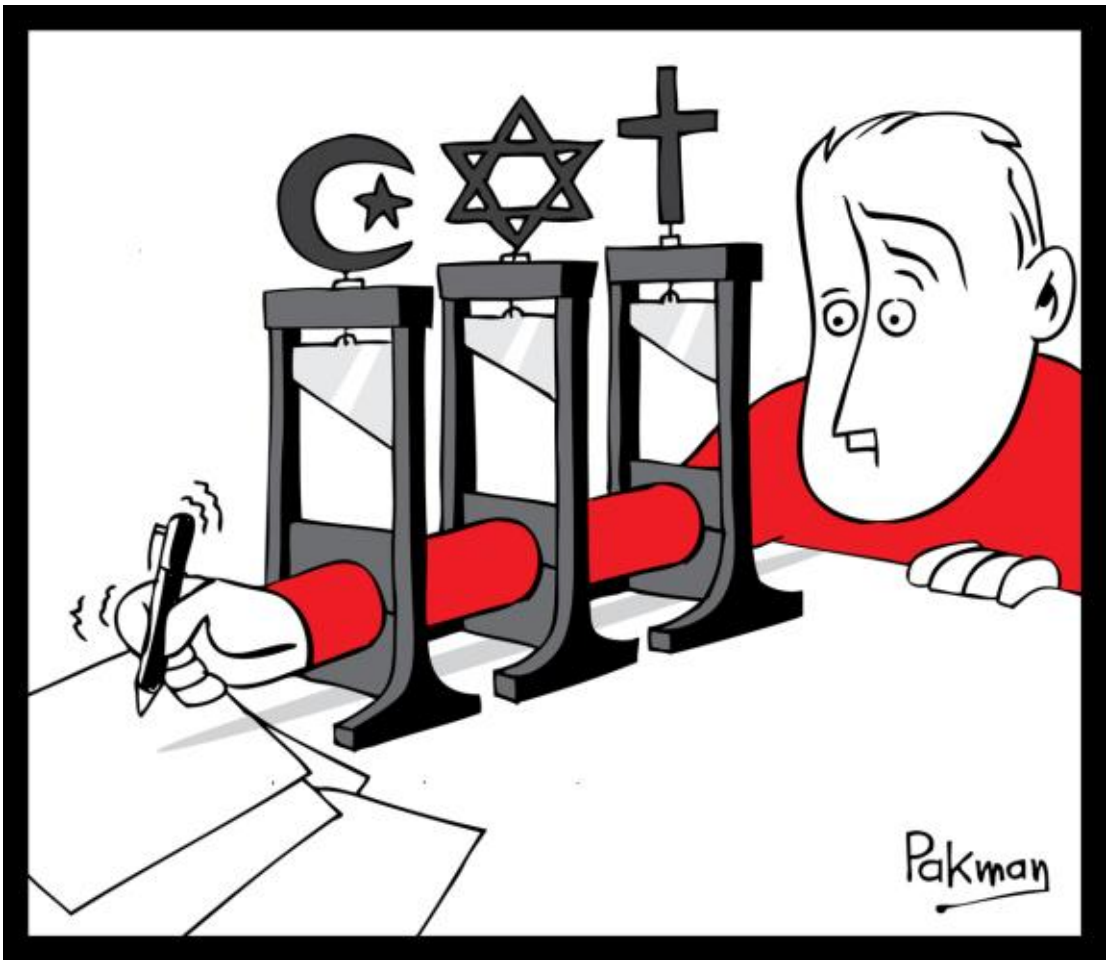
Il y a trois monothéismes, et c'est probablement là le nœud du problème. Tous les trois prétendent à la vérité sur l'existence du monde, de notre monde. Si le judaïsme se structure aux environs des années 500 avant notre ère, le christianisme fait de même autour de l'an 300 de notre ère. L'islam bon dernier arrive quatre siècles après, vers les années 620-30. Les fondateurs des trois religions on connus des destins très différents. Moïse, pour la première, n'a pas eu le droit d'entrer en Palestine malgré le fait qu'il ait conduit le peuple juif à travers le désert et que Dieu lui ait remis les tables de la loi. Le second, tout aussi mythique que le premier, fut crucifié par les occupants de cette Palestine. Seul Mahomet réussi ce qu'il avait entrepris, en tant que chef temporel et religieux. Le judaïsme, sous le coup de l'occupant romain comme avant par la petitesse de son territoire, a essaimé dans tout le Bassin méditerranéen et parfois au-delà, comme le rappelle l'histoire des Falashas. Ultra minoritaires, puisque le prosélytisme est quasiment impossible, les juifs n'avaient comme projet politique que le retour à Jérusalem. Le christianisme va s'efforcer de conquérir un pouvoir temporel, fragile, parcellaire, remis en question par nombre de contestations religieuses. Les capitales seront d'abord Rome puis Constantinople. Pour cela, il va être nécessaire d'oublier cette parole de Jésus de Nazareth : il faut rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ! Ce qui devrait contredire dans les faits tout pouvoir mélangeant à la fois le civil et le religieux. Dans ces trois religions, on trouve des éléments « radicalisés » qui luttent pour imposer, instaurer, leur type d'organisation politique. Cette attitude n'est pas seulement le fait d'adeptes d'une religion monothéisme, les hindouistes, au pouvoir en Inde, partagent tout à la fois ce désir et cette volonté, qui se traduit là-bas par la chasse aux musulmans.

Le post-colonialisme

Il aura fallu longtemps pour que s'impose la nécessité d'étudier le colonialisme du point de vue de ceux qui l'ont subi. Il s'agit d'emblée d'émettre des analyses critiques vis-à-vis du silence qui règne dans les pays qui ont dû accepter que leurs colonies s'émancipent. Avant de gagner le domaine public, ce point de vue s'est développé dans les universités, états-uniennes pour commencer puis partout ailleurs. Le moment où elles naissent, apparaissent, date environ des années 1980. C'est aussi le moment où les élites intellectuelles se rendent compte, elles en auront mis du temps, que le marxisme à la sauce soviétique n'est plus « tendance ». Le fait que l'œuvre fondatrice soit celle d'un émigré d'origine arabe Édouard Saïd, *L'Orientalisme,* écrite peu avant en 1978, va jouer un rôle considérable par la suite. Et cela pour deux raisons. D'abord parce qu'il s'agit d'un livre écrit par un Arabe palestinien, émigré aux États-Unis. D'autre part parce que, comme le rappelle Jacques Pouchepadass (DR CNRS), la tranche chronologique étudiée par Saïd dans cet ouvrage concernait toute la période du rapport colonial de l'Occident avec le reste du monde, principalement la période de la seconde grande expansion européenne, du XVIII^{e} siècle jusqu'au milieu du XX^{e}. Et c'est là que le bât blesse.

Il ne fait aucun doute que la prospérité de la sphère européenne, puis celle de l'Amérique du Nord s'est construite en exploitant les ressources en matériel humain et minéral. L'or des Amériques, s'il crée une situation de rente en Espagne et l'appauvrit par-là même, irrigue l'Europe du capital. Ces ressources allant en diminuant, le commerce triangulaire va prendre le relais. La main d'œuvre capturée en Afrique est emmenée de l'autre côté de l'Atlantique pour répondre aux besoins d'expansion des grandes propriétés agraires en mal d'ouvriers. De là, les bateaux repartent vers l'Europe pour livrer des matières premières produites par ceux qui sont devenus de ce fait esclaves. Les mêmes bateaux à vide repartant en Afrique reprendre un chargement de bois d'ébène. Ce qui s'est passé là, a continué sous une autre forme en Europe où la main d'œuvre nécessaire au développement de l'industrie provint d'abord des pays limitrophes des centres industriels, puis plus loin essentiellement d'Afrique du Nord et aujourd'hui de partout. Les victimes de ces trafics furent d'une couleur différente et le plus souvent d'une religion différente. Cela donna de la matière au racisme. Sous l'impulsion des *sulbatern Studies,* centrées au départ sur l'histoire populaire de l'Inde, les *postcolonial studies* prirent un essor important si ce n'est décisif. Leur domaine couvre en fait toute l'histoire humaine, quelle que soit sa spécificité. Pour nombre de militants issus des milieux originaires de cette traite et pour d'autres sympathisants, ces travaux vinrent combler le vide laissé par les échecs du tiers-mondisme.

A la lecture ce ces données il semble évident que les victimes de ces faits sont de couleurs et de religions autres que celles de l'aire européenne. Il semble tout aussi évident que les bourreaux sont blancs et pour la plupart de religion comme de culture chrétienne. En restant dans une relation binaire, il vient à l'esprit que *nous* sommes des bourreaux et vous êtes des victimes ! Nous sommes les dominateurs, ils sont les dominés. C'est ce qui est dénommée *la position victimaire*. Cette attitude, contenue dans ce que l'on appelle la pensée postcoloniale, en passant du domaine purement universitaire au monde militant est devenue une idéologie. Aux mêmes moments, retentissaient dans les banlieues, dans ce que l'on appellera les quartiers populaires les derniers soubresauts d'une guerre d'Algérie qui n'en finit toujours pas. L'irruption tempétueuse des Indigènes de la République et de leurs amis dans ce contexte a mis le feu aux poudres. Comme ces militants étaient de culture et souvent de religion musulmane, ils se heurtèrent à une forme de racisme particulière, mélangeant tout à la fois le racisme classique et le rejet de l'islam. Ce qui a pris comme nom l'islamophobie.



Fonction de l'islamophobie

Si pendant tous ces derniers mois, de novembre 2018 à septembre dernier, on ne parlait que Gilets jaunes, depuis la sortie de ce conseiller régional RN de Dijon (12 octobre) un consensus médiatique s'est fait pour ne parler qu'islamophobie, voile, musulmans, communautarisme, etc. On peut alors parler de crise islamofolle. Si l'on peut reprocher beaucoup de choses aux GJ, il est impossible de ne pas constater qu'ils ont porté le fer là où cela fait mal, la politique sociale du système. Avec le débat sur le voile et le reste, on en est loin. L'islamophobie joue un autre rôle. Pour l'historien Enzo Traverso, les musulmans ont remplacé les juifs comme figure minoritaire de l'ennemi intérieur gangrenant la nation. Ce délire justifie le discours d'une gauche dite radicale qui trouve là un substitut à son antifascisme originel. Cela justifie aussi les diatribes indigénistes postcoloniales qui font du *Blanc* le responsable de tout, l'héritier de privilèges issus de la traite esclavagiste. A partir de là, le Blanc conscient ne peut que se sentir coupable d'être de cette couleur et donc d'être complice de l'horreur du commerce triangulaire. Est-ce aussi simple ? Je ne le crois pas.

Il n'est pas possible de nier que la couleur de peau ainsi que les origines de nom entraînent des formes différentes de discrimination, logement, emploi, éducation, etc. Le fait que ces personnes soient victimes de traitements insupportables n'a pas pour conséquence que le discours contestataire porté par certains ne soit pas contestable. On retrouve ici le réflexe tiers-mondiste qui fut longtemps celui d'une gauche qui se détachait de l'influence stalinienne. Bien des années après, les courants indépendantistes ayant gagné pour la plupart, les anciennes colonies sont devenues indépendantes. La libération tant espérée n'est pas advenue. A cette lumière, il est possible et nécessaire de considérer le discours postcolonial comme étant une forme spécifique de l'idéologie.

Critique d'une certaine forme d'islamophilie

Les Indigènes de la République et Houria Bouteldja ont popularisé le terme de philosémitisme d'État, nous pouvons reprendre à notre compte celui d'islamophilie culturelle. Si cette dernière ne s'incarnait que dans une espèce de non-critique du port du voile, cela ne porterait pas à conséquence. Je suis pour ma part favorable au laisser-faire. Le voile me dérange, certes, mais pas plus que bien d'autres formes d'affichage religieux. Il en est autrement quand la question du terrorisme islamique se pose. En effet comment ne pas ajouter aux difficultés, que rencontrent dans notre pays ceux qui se disent ou dont on dit qu'ils sont musulmans, tout en analysant le projet politique islamiste et le terrorisme, une de ses pratiques ?

iQuant au terrorisme, il faut être clair, il existe et il en existe deux sortes. Celle qui consiste à faire peur à ceux qui sont gouvernés. Nous pouvons nous référer à l'Encyclopédie anarchiste qui rappelle que « *la peur fut toujours, et demeure, à notre époque, le principal moyen d'action de l'Autorité* ». Il y a l'autre qui considère *les autres* comme des coupables à priori. Il s'agit-là alors l'action de gens qui sont en dehors des sphères du pouvoir dit légitime et qui veulent y accéder. Pour cela, il y a plusieurs façons d'y parvenir. La façon brutale, par les attentats et de façon détournée en amenant les démocraties libérales à augmenter de façon liberticide leur niveau de sécurité ce qui est le cas de la France avec la multiplication des rondes de militaires armés et les fouilles systématiques à l'entrée des lieux publics.

Considérer une personne du camp opposé comme un ennemi potentiel, bon à être tué, est une position d'extrême droite. Le spécialiste du nazisme, Pierre Ayçoberry, disait qu'à partir du moment où l'on cessait de considérer l'autre comme une partie de soi-même le nazisme était présent.

En ne critiquant pas radicalement le terrorisme d'où qu'il vienne, bien des gens de gauche se sont laissés entraîner dans cette situation. Faire peur n'est pas et ne peut pas être un acte libératoire. De 1991 à 2002 l'Algérie sombre dans un conflit qui fera entre 100 et 200 000 morts. Au nom de leur religion, les islamistes ont remporté les élections. Ils en seront chassés par l'armée. Ils prennent le maquis. De part et d'autre, il n'y aucune pitié et les *bavures* sont quotidiennes. En France, dans les milieux de la gauche radicale, c'est un long silence. Le 11 septembre 2001, les tours de New York s'effondrent sous les coups d'Al Qaïda, puis Daesh lui succède. En France, les massacres de Charlie puis du Bataclan se suivent, puis bien d'autres. Tous fait au nom de l'Islam. Sur cette question comme sur celle du voile, bien des commentateurs, des théologiens avertis déclarent que ce n'est pas le *vrai* islam. Les athées et la plupart des anarchistes savent bien que ce genre de débats, tellement de fois répétés depuis le début du monothéisme, n'a pas de sens, chacun pouvant interpréter les textes dits *sacrés* à sa convenance. Ce qui reste malgré tout, ce sur quoi tous ces porte-paroles s'accordent, c'est de ne pas aborder la question des rapports sociaux.

Discours victimaires et questions de classes.

Sans aucun doute, le racisme est une plaie, une des plaies de notre société dite développée. Il s'exerce à l'encontre de celles et ceux dont la couleur de peau est différente de la nôtre, dont les noms résonnent étrangement dans nos mémoires, dont certains disent qu'elles ou qu'ils ne sont pas de souche. A ce qui peut relever à un moment de la xénophobie, s'ajoute l'idée, la certitude que nous - les Blancs (?) - sommes supérieurs, qu'elles ou ils sont inférieurs. Qu'au fond, il y a deux races d'humains. Cela suffit-il pour considérer que les uns sont les victimes des autres ? Pas à notre avis. Il reste que les groupes qui sont dans cet espèce d'irrédentisme identitaire ne posent pas la question sociale, comme s'il suffisait de régler la question du racisme pour passer dans une société plus juste. Leur discours trouve sa place dans un néolibéralisme ouvert aux problèmes sociétaux et qui le reconnaît en tant que tel. Il vient remplacer, avec succès, les messages du vieux monde ouvrier syndical qui n'a pu s'adapter aux modifications du capitalisme. Pourtant les classes sociales continuent à exister. A cette litanie du discours victimaire, il faut ajouter les notions de dominés et dominants, d'exploités et exploiteurs, de dirigés et de dirigeants. Il est tout à fait possible aujourd'hui d'être de culture ou de religion musulmane et d'être l'un de ces deux sujets.

Pierre Sommermeyer

1) 6 octobre 2019, la manifestation nationale unitaire contre le projet de loi bioéthique (NLDR)

BONS BAISERS ANTICLÉRICAUX ET ATHÉES DE NAPOLI

Enfant sans-abri à la porte d'une église

Dans cette église il est possible de communier sans gluten
S'adresser à la sacristie.

Dieu n'est qu'une lubie

Zéro pouvoir zéro pillule à avaler. (A) Bordel de Dieu

L'ABUS DE RELIGIONS NUIT GRAVEMENT À LA SANTÉ DE LA SOCIÉTÉ COLOMBIENNE

La religion catholique perpétue une vision colonialiste de l'histoire et de négation des cultures indigènes tandis que la religion évangélique diffuse un modèle néolibéral de société, de droite extrême plus ou moins affichée.

La religion en Amérique latine, et la Colombie ne fait pas exception, est clivante socialement et politiquement. Mais pas forcément dans le sens que l'on croit communément. On croit trop facilement que le sous-continent est entièrement acquis au catholicisme. Ce n'est pas faux dans la mesure où les catholiques y étaient 80% en 1995 mais la perte de vitesse est considérable, 57% en 2017, ce que l'on peut expliquer, au-delà des progrès constants de l'athéisme, par la concurrence de son rival direct, l'évangélisme. J'y vois d'ailleurs l'une des raisons ayant présidé au choix d'un pape latino-américain, l'Argentin Jorge Bergoglio. Les divers courants de l'évangélisme gagnent du terrain, y compris aujourd'hui parmi les couches populaires, car non seulement le pasteur prêche l'ignorance sur de nombreuses chaînes télé et manie l'hystérie collective en plein air, mais il coûte beaucoup moins cher à une famille, en comparaison avec les nombreuses cérémonies obligatoires et payantes chez les curés.

On associe aussi trop vite religion catholique et monde hispanique. À juste titre, il est vrai, si l'on se rappelle la lettre de soutien des 48 évêques espagnols à Franco le 1er juillet 1937 : mêmes intérêts de classe, même anticommunisme. Mais le catholicisme latino-américain, héritage des colonisateurs espagnols, a pris une autre orientation au XX^{e} siècle. La théologie de la libération est née précisément en Colombie, à Medellin, en 1968, lors de la II^{e} Conférence générale du Conseil épiscopal latino-américain. Pour ma part je crois que les prêtres de gauche, quelles que soient leurs bonnes intentions dont leur enfer est pavé, sont pour finir, tolérés comme alibi par une Église fondamentalement toujours ultraconservatrice. Ils prêchent aussi les mêmes évangiles et leur « parole d'évangile », donc leur dogme, me fait particulièrement horreur (donc je rejette autant leur hiérarchie que leur pensée et la morale qui va avec, sinon je serais juste anticléricale et pas aussi athée militante). Quoi qu'il en soit, ces prêtres de la théologie de la libération interprétant le message du salut chrétien sur un plan politique et social, ont voulu, pour beaucoup sincèrement (*errare humanum est*), s'engager contre la pauvreté, l'injustice et l'oppression aux côtés du peuple. Je prendrai deux exemples frappants propres à une époque, celle-là même des prêtres ouvriers en Europe : le prêtre poète Ernesto Cardenal, ministre de la culture du gouvernement sandiniste après le renversement du dictateur Somoza, en 1979, au Nicaragua ; et le curé espagnol Manuel Pérez, chef de la guérilla de l'ELN, en Colombie, de 1983 à sa mort en 1998.

L'évangélisme en revanche est importé, tout comme le Coca-Cola et Mickey Mouse, des États-Unis, où les riches familles latino-américaines envoient leurs rejetons faire leurs études. Ces Colombiens de la haute société se revendiquent à la fois « blancs, évangélistes et néolibéraux ». Cette distinction blanc/indien, de caractère raciste, n'a aucun sens, et encore moins dans une société de populations métissées de la volonté même du pouvoir colonial (Charles Quint ayant encouragé les mariages mixtes). Comprenons également que « blanc » signifie pour eux « descendants d'Espagnols » et « revendiquant cette seule culture espagnole », et n'a rien à voir avec leurs origines ethniques, *muisca* ou autre, proches ou lointaines. Leur part indigène est rejetée ou, si elle est assumée, voire comme une curiosité folklorique, la colonisation espagnole reste la référence. Le catholicisme, qui en est une partie intégrante, est toutefois aujourd'hui pour eux la marque des classes inférieures, des paysans, des indigènes. Et il peut avoir un dangereux parfum de gauche voire de gauche révolutionnaire. L'exemple du Guatemala au double visage - catholique/protestant - illustre bien ce schéma directeur : le plus terrible des dictateurs guatémaltèques, Efraín Ríos Montt, a été l'organisateur, pendant le quinquennat noir (1978-1983), du génocide du peuple maya, qu'il accusait de servir de base à la guérilla (Unité révolutionnaire du Guatemala) en lutte contre la dictature militaire. L'Église catholique, ayant soutenu les indigènes, fut suspectée de communisme, et les secteurs d'extrême-droite de la société civile et de l'armée se rapprochèrent de l'évangélisme. Le dictateur lui-même (objet d'une plainte déposée par l'indigène prix Nobel de la paix 1992, Rigoberta Menchú) créa une église évangélique et, fort de son immunité parlementaire, prêcha pendant la campagne électorale de 1991 !

Tout cela étant précisé, cette dichotomie n'est pas toujours de mise : il y a des catholiques en odeur de sainteté y compris pour les Colombiens évangélistes (sectaires, j'en ai été témoin[1], au point de refuser d'entrer dans une église même en amateurs d'art). Ce sont les prêtres ayant collaboré avec la colonisation espagnole ! Ma récente visite à Cartagena de Indias en sera l'illustration. Le Musée naval abrite une aile « coloniale » sur le mode didactique. Une carte géante très détaillée montre que les premiers habitants de Cartagena de Indias, les Indiens Caraïbes, venaient d'ailleurs. Pas possible, ce n'était pas une population née par génération spontanée ?! Je soupçonne un sous-entendu justifiant la conquête espagnole : « Eux aussi venaient d'ailleurs ». Puis une vitrine expose un pauvre arc avec sa flèche côtoyant un fusil dernier cri, assortis d'une longue explication des raisons la défaite de ces Indiens Caraïbes dont nous savons qu'ils ont été exterminés jusqu'au dernier. Mais le panneau explicatif n'est pas là pour s'en plaindre, bien au contraire : les arcs des Indiens grouillants étaient d'une efficacité redoutable, les fusils des Espagnols en infériorité numérique étaient en revanche d'une portée minimale. Donc comment expliquer la défaite des locaux ? Une incroyable réponse en toutes lettres :

les Espagnols étaient plus courageux ! Nous tombons ensuite sur une vitrine nous faisant comprendre la très grande humanité de tel noble espagnol envers les indigènes qui lui sont confiés... et qui a bâti une fortune colossale en les employant à violer les tombes de leur communauté à la recherche d'or... Du coup, nous voyons à peine le reste du rez-de-chaussée mettant en scène les glorieuses batailles de la guerre d'indépendance (qui, soit dit en passant, n'est pas une révolution comme on le prétend constamment mais une guerre de la bourgeoisie « criolla » [créole], à savoir les rejetons de colonisateurs nés en Amérique, pour s'emparer du pouvoir : remplacer l'administration de la métropole et gérer eux-mêmes à leur profit les bénéfices du système ; ils ont même mis la main sur les terres communales indigènes. Et autant dire que nous comptions de toute façon zapper l'étage faisant la promotion de la Marine militaire moderne.
Le musée sanctuaire San Pedro Claver a été créé en 1950 à la mémoire de ce prêtre catholique du XVII^e^ siècle, sanctifié par l'Église, « qui se consacrait à la protection des milliers d'esclaves », dit le guide du musée, à savoir qu'il les baptisait au puits du jardin de ce cloître jésuite et les soutenait de sa compassion. La résignation au lieu de la révolte dans le plus grand marché d'esclaves de l'empire colonial espagnol : qui ce religieux a-t-il vraiment aidé ? Critiquer le colonialisme aujourd'hui, c'est critiquer l'Église et comprendre que la religion était le bras moral du pouvoir militaire colonial. Un pas difficile à franchir ou que se refusent à faire beaucoup de Colombiens, qui en restent à une vision de leur histoire passée justifiant de fait génocide et esclavage. Les Colombiens sont reconnaissants à ce type de personnage positif qui fait avaler ce qu'ils voient comme la pilule amère de la colonisation, parce que les autres aspects leur conviennent : la christianisation de la société, le pouvoir à leur classe sociale aujourd'hui et un capitalisme vu comme la modernité. D'ailleurs il y a un musée de l'Inquisition à Cartagena, datant de 1610, avec sa prison et ses salles de tortures, comme en Espagne, pour les hérétiques transgressant le dogme de la foi...

Tout ce qui est antérieur aux Espagnols relève naturellement de l'hérésie. Cela ne semble pas choquer les visiteurs du monastère de la Popa. Ce monastère est situé sur le point le plus élevé de toute la région, 148 m, une butte en forme de navire vu depuis la mer par les Espagnols en 1510, d'où son nom, le Cerro de la Popa (Butte de la Poupe). La très belle vue panoramique sur la baie de Cartagena était le but de notre visite.

La légende veut que la Vierge de La Candelaria soit apparue à un curé espagnol d'une localité proche, Alonso Garcia Paredes de la Cruz. Elle lui demande d'en finir avec « le culte du Mal » sur la butte de la Poupe en y construisant un monastère. Se rendant sur place, il y découvre des esclaves (noirs évidemment) se livrant à des messes (noires évidemment), invoquant le diable, sous forme d'un bouc, Buziraco. Le diable tente de saboter la construction du monastère en envoyant foudre, orages, pluies diluviennes et ouragans. Mais le moine l'affronte et le jette dans le ravin. C'est pourquoi un rocher devant le monastère porte le nom de « El salto del cabrón » [le saut du bouc].

Traduction de l'affichage lu au Monastère, tenez-vous bien car si la légende craignait déjà, elle est désormais présentée comme réalité : « Ce tableau représente 'L'adoration du bouc'. Avant l'arrivée, en 1606, des frères augustins, on adorait ici le diable sous forme de bouc d'or, que le fondateur du monastère, P. Alonso Garcia Paredes de la Cruz, précipita dans le vide au célèbre 'Saut du bouc'. »

On pourrait en rire. « C'est celui qui le dit qui l'est », comme disent les enfants car si quelqu'un adorait l'or dans toute cette histoire, c'est bien le colonisateur espagnol. Et les institutionnels et capitalistes colombiens d'aujourd'hui sont bien leurs héritiers spirituels, il est frappant de constater que, malgré l'intense pillage de richesses vers l'Espagne, peut-être grâce à des accord bilatéraux, je n'ai pas visité une ville de Colombie qui ne mette en avant comme sa principale richesse culturelle, un Musée de l'Or.

Un peu d'histoire via les archives de l'Inquisition : ce lieu, fréquenté depuis toujours, est cependant resté à l'état sauvage jusqu'à la construction du monastère par les Espagnols entre 1606 et 1608. Il a ainsi pu servir pour les réunions clandestines aux esclaves marrons. L'un d'eux, présenté comme leur chef de file, Luis Andrea, fut condamné à mort par l'Inquisition en 1613, accusé de rendre culte au diable sous apparence de bouc, appelé Busiraco. Probablement parce qu'il pratiquait une autre religion... On peut aussi imaginer qu'il n'en pratiquait aucune, ne voulait pas être le chef de quoi ou qui que ce soit et, *ni dieux ni maîtres*, se révoltait avec ses compagnes et compagnons d'infortune contre les Espagnols.

Et les indigènes ? On lit sur un autre panneau du musée que des cultes primitifs avaient lieu ici avant l'arrivée des esclaves noirs, puis les religieux augustins étaient enfin arrivés pour le salut de l'âme de tous. Mais le traitement des indigènes dans la société colombienne d'aujourd'hui est, d'un certain point de vue, pire que celui des afro-colombiens, dont l'histoire des ancêtres a été intégrée à l'histoire officielle même vue dans le miroir déformant de la religion et du pouvoir. L'existence des cultures indiennes est niée et invisibilisée. Partout et sur tous les modes. Ma plus grande surprise a été de visiter l'Observatoire astronomique solaire des Muiscas à Villa de Leyva. Ce site de menhirs, de type phallique, dont l'alignement par rapport au soleil, aux étoiles et aux points cardinaux permettait de déterminer équinoxes et solstices pour l'agriculture, mériterait la considération accordée à Carnac et de Stonehenge. Reconstitué en partie seulement après un abandon et un pillage séculaire, il est toujours appelé localement « El infiernito » [le petit enfer], nom donné par les Espagnols à ce lieu païen qui ne pouvait être que l'œuvre de Satan. Une autre surprise a été le nombre très important de villes dont le nom est un emprunt sans aucun sens, car vide de lien historique, culturel ou autre, comme pour mieux gommer la trace du monde américain avant la colonisation espagnole : Santander, Palestina, Armenia, Madrid, Barcelona etc. Cela me rappelle une fois de plus fortement les États-Unis. Le guide ornithologique du parc naturel national Otún Quimbaya à qui je fais remarquer que c'est un beau nom et que c'est vraiment dommage qu'il n'y ait pas davantage de topographie indigène, se confie : « On nous l'apprend à l'école, à oublier et à mépriser tout ce qui est cultures indigènes. »

Une dernière expérience éclairante, dans une grande librairie de Bogotá, sur les dégâts de la religion en Colombie. Mon compagnon cherche le rayon Préhistoire, je vais demander pour lui à un vendeur, visiblement très embarrassé pour me dire qu'il n'y en a pas. Un.e Colombien.ne voulant savoir les dernières recherches sur notre espèce ou sur les espèces Homo éteintes ne trouvera strictement rien en librairie. On peut déjà y voir la marque de la religion, le boycott de la science de Darwin, comme aux États-Unis. Mais le vendeur, que je pousse à me répondre, me mène à un présentoir de quelques titres sur la thématique précolombienne, des ouvrages d'histoire et de linguistique. Et là les bras m'en tombent. Si les civilisations précolombiennes sont la préhistoire, je ne peux m'empêcher de lui dire, cela signifie que vous considérez que l'histoire commence avec les Espagnols !? J'ai envie de vérifier quelque chose, je cherche en vain le Popol Vuh, le livre des origines des mayas quichés. Je trouverai une vieille édition sur la table de fortune d'un bouquiniste dans un jardin public de Cartagena.

Le mot de la fin : en Colombie, on voit mal comment être anticolonialiste et anticapitaliste sans être athée.

Monica Jornet
Groupe Gaston Couté
de la Fédération Anarchiste

1. Mon compagnon et moi avons voyagé en Colombie de la mi-juillet à fin août 2019.

DE LA VIOLENCE DES RAPPORTS SOCIAUX

La guerre sociale en France, Romaric Godin

La pensée néolibérale n'est pas nouvelle en France, pourtant depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, elle montre son cynisme et une volonté d'adapter la société et le droit français sans vergogne. Le « en même temps » s'exprime par une apparente liberté mais une violence rare dans la répression par les forces de l'ordre. Soit vous faites partie de l'élite, vous avez compris où sont vos intérêts, soit vous devez vous taire car vous n'avez rien compris. Il n'y a pas de dialogue social mais des grandes messes où la parole est distribuée aux « humbles ». Ce mépris assure un clivage profond dans notre société. Pour Romaric Godin, journaliste à Médiapart, la guerre sociale est réactivée, nous allons vers une démocratie autoritaire, sans mesure, sans écoute, sans nuance. La « révolution » pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Emmanuel Macron consiste à remettre en cause l'équilibre social et économique issu de l'après-guerre.

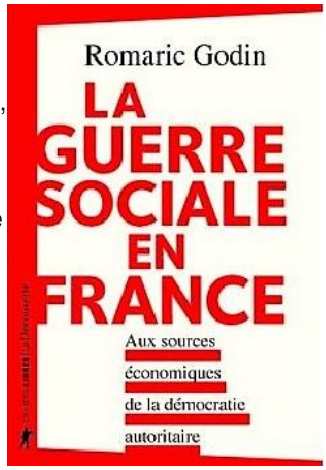
Un État au service de la concurrence

Rien d'étonnant pour nous qui participons aux luttes sociales, mais l'auteur nous remet en perspective le travail de sape mené par les forces de la finance. L'État est clairement au service d'intérêts financiers, il protège les droits du capitalisme privé. Pour éviter toute fragilisation des marchés, l'État doit encadrer la démocratie et l'expression de la population qui pourrait les remettre en cause, d'où la violence du « maintien de l'ordre ». Romaric Godin fait un parallèle avec le XIXème siècle et les répressions, les propos des ministres de l'intérieur à un siècle et demi de distance se font écho avec toujours le même mépris à l'égard du peuple. Thiers/ Castaner, même combat.

Un mépris de classe insultant

Pour éviter un risque « démocratique », l'État développe des instances hors de portée du peuple, notamment ces Hauts comités composés de technocrates, de « sachants » ce qui n'est pas sans rappeler le Saint-Simonisme dont s'inspirerait l'actuel président de la République. Le pouvoir échappe aux habitants, il faut créer une fabrique du consentement car ils seraient incultes. Nous assistons à un apparent triomphe de la bourgeoisie. De la « vile multitude », expression de Thiers à « la foule haineuse » formule d'Emmanuel Macron, le mépris de classe est manifeste. Pourtant ils devraient se méfier de l'apparente atonie de la société, rappelons-nous 1968. L'initiative ne viendra pas des partis politiques qui sont tous passés récemment par l'exercice du pouvoir, ce sont les luttes, le travail quotidien de réflexion pour dénoncer ce système qui doivent primer.
Romaric Godin nous livre un ouvrage d'une étonnante actualité, des outils et des arguments pour agir.

Francis
Groupe Commune de Paris



Romaric Godin, *La guerre sociale en France*, La Découverte 2019

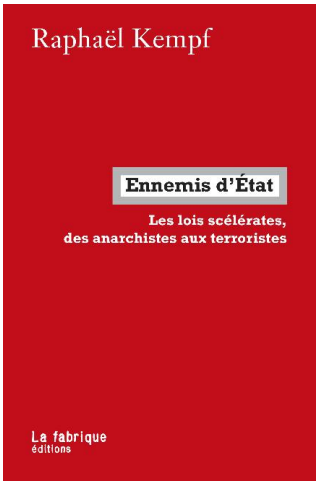
ENNEMIS D'ÉTAT

Rafaël Kempf – *Les lois scélérates, des anarchistes aux terroristes*, La Fabrique, 2019 (227 pages)

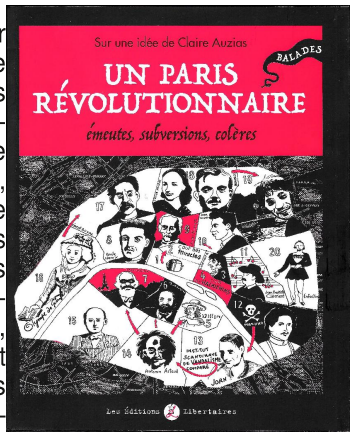
« Vous êtes un ennemi de l'État ? », le président Jacomet
« Je suis aussi bien un ennemi de l'État qu'un ennemi de Dieu », Toussaint Bordat
Procès des anarchistes, Lyon, 8 janvier 1883

Rafaël Kempf est avocat. Il s'occupe notamment de dossiers en matière de terrorisme, de troubles à l'ordre public, de défense des Gilets Jaunes, des droits des étrangers, intervient en urgence devant le juge des libertés et de la détention. Défendant une personne prévenue de provocation directe à un délit s'appuyant sur une des « lois scélérates », ses recherches lui font découvrir des textes parus à l'époque dans *La Revue Blanche* : « *Dirigées contre les anarchistes, les lois scélérates ont eu pour résultat de mettre en péril les libertés élémentaires de tous les citoyens* ». Côte à côte des articles du dreyfusard Francis de Pressensé, du jeune juriste Léon Blum et du syndicaliste anarchiste Émile Pouget.
À la fin du XIXème siècle, l'anarchiste représente pour la IIIème République la figure type de l'ennemi. L'origine des attentats remonte à 1891 : le 1er mai, l'armée tire sur les manifestants à Fourmies (10 morts, 35 blessés) et le 28 août, un procès est intenté contre 3 anarchistes, victimes de violences policières à Levallois-Perret. Quelques mois plus tard, Ravachol passe à l'action contre l'avocat général et le président de ce procès...
Pour Rafaël Kempf, « *lire ces articles et ces lois permet de dégager des indices pour identifier une loi scélérate* ». Elle met en œuvre les logiques du soupçon et se prolonge dans les lois d'aujourd'hui : « association de malfaiteurs », utilisée notamment contre les militants antinucléaires à Bure, assignation à résidence, état d'urgence transposé dans le droit commun, rétention de sûreté, interdiction de manifester, intention présumée de commettre des dégradations. perquisitions, contrôles policiers,.. Rafaël Kempf expose ainsi une « *dérive autoritariste du pouvoir* ».
Nous anarchistes y voyons la mise à nu de l'État régalien et de sa démocrature.
Rafaël Kempf conclut qu'un droit d'exception dégradé est appliqué aux « ennemis » : « *Face à l'ennemi, toute la Société – gouvernement, législateur, juge, citoyen – doit s'abstenir de respecter l'État de droit. Est-ce à dire qu'une loi scélérate a pour conséquence de transformer tous les citoyens en ennemis de l'État ?* ».

Élan Noir



UN PARIS RÉVOLUTIONNAIRE



Difficile d'éviter les superlatifs en feuilletant le dernier ouvrage des Éditions Libertaires : sur une idée de Claire Auzias, *Un Paris révolutionnaire*, sous-titré *émeutes, subversions, colères*. On a beau vivre loin de Paris, et c'est mon cas, on tombe en amour devant ce grand format de plus de 400 pages, illustré de nombreuses photographies et de dessins de Golo, mis en musique, en page, en valeur par le travail graphique de Philippe Camus.

C'est un Paris rêvé, un Paris fou, un Paris vrai, celui des révoltés, des ouvriers, des écrivains des artistes qui ont œuvré pour abattre un monde ancien, injuste et aliénant, qui ont échoué à l'abattre mais nous ont laissé de merveilleuses traces qui font comme des chemins dans la ville, redessinant la carte des vingts arrondissements par leurs faits et gestes, de Villon à Artaud, d'Émile Henry à Louise Michel.

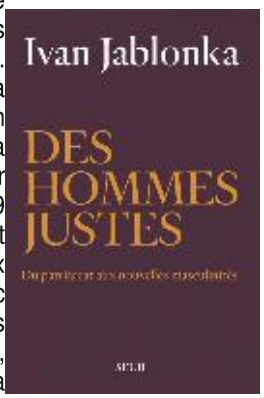
Des notices courtes, poétiques, politiques, historiques, libres de ton selon la sensibilité des dizaines de collaborateurs rassemblés par Claire Auzias autour de ce projet unique. Et Paris devient une mosaïque en rouge et noir où l'on se prend à rêver, effet de loupe, cinq cents ans d'histoire apparaissant de façon quasi simultanée sous nos yeux, d'une uchronie qui verrait tous ces personnages arpenter en même temps les rues de la capitale pour inventer un monde nouveau. C'est à ce rêve sans doute que nous invitent les sept balades proposées, concoctées par l'ami Benoist Rey, fin connaisseur des rues de Paname.

À ce petit jeu, rien d'exhaustif, on pourrait étendre presque à l'infini le nombre de découvertes, personnages ou lieux oubliés. Qui se souvient aujourd'hui de la grande Madeleine Pelletier ou de la Banderole *Fête de l'aliénation* déployée le 1er Mai 1977 pour réveiller le défilé par trop conventionnel et institutionnel des syndicats ? Ce n'est pas la moindre des qualités de ce livre, sorte de coffre aux multiples trésors, que de donner l'envie d'aller plus loin, de mettre en lumière certains noms, de se rappeler que nous ne sommes pas seuls, nous venons tendre le poing après toutes ces femmes, tous ces hommes, connus ou inconnus, étrangers de partout mais toujours dressés face à l'oppression. Nous venons avec eux, et grâce à eux.

Thierry Guilabert

Un Paris Révolutionnaire – Sur une idée de Claire Auzias, Éditions Libertaires
418 pages illustrées, 35 euros
En vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris ou sur le site des Éditions Libertaires

DES HOMMES JUSTES



Ivan Jablonka propose de visiter la nature des hommes laquelle se présente comme un invariant à la fois sur le temps historique et tous les lieux du globe, celui du patriarcat. Il va s'attacher à en montrer les méfaits sur la société toute entière depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours.

De l'origine du patriarcat au féminisme. Le livre s'applique à définir le patriarcat, son origine, son évolution, affirmant dès les premières pages que « façonné par des millénaires de stéréotypes et d'institutions, le modèle du mâle traditionnel est périmé ». Ivan Jablonka va peut-être un peu vite en besogne dans son analyse de l'évolution de la société occidentale, mais cependant, on lui saura gré de s'appuyer sur ce postulat pour conduire les 448 pages de sa réflexion.
Il nous dit que le patriarcat a réduit le corps des femmes d'une fonction biologique (elles mettent au monde les enfants) en une destinée. Ainsi, dès le paléolithique, les groupes humains ont introduit une division entre les sexes qui sera reprise par les sociétés néolithiques pour mettre en place une inégalité entre les sexes : « le patriarcat est d'abord un *système de pensée,* fondé sur des lois, des normes, des croyances, des traditions, des pratiques » ayant pour conséquence de se consolider au fil du temps puisqu'il perdure encore aujourd'hui. Il reprend à son compte l'affirmation de l'historienne américaine Gerda Lerner : « Le système patriarcal ne peut fonctionner qu'avec la coopération des femmes » et ajoute que cette coopération « s'acquiert par l'endoctrinement, la privation éducative, la coercition et la discrimination, mais aussi par le consentement des intéressées au profit d'un système de régulation sociale ».
Les choses ainsi dites ne permettent guère d'imaginer une suite positive, mais l'auteur revient à l'analyse historique en s'attachant aux prémices du féminisme à la suite de deux événements majeurs constitués par l'abolition des privilèges le 4 août 1789, suivi de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen le 26 août 1789. « Dès lors que les révolutions enclenchent la lutte contre le despotisme et les privilèges, le féminisme est né. »
Est-ce un signe des temps, Ivan Jablonka va s'attacher à son tour à distinguer les divers féminismes, à en nommer les différentes « vagues » en demeurant à l'écoute de ce qui constitue le ferment des luttes des femmes et affirmant que lorsqu' « une femme refuse de rester à sa place, dans l'ombre des hommes [...], elle fait acte d'insubordination ». « Tout féminisme est une atteinte à l'ordre sexué de la famille, une menace contre la stabilité sociale. » Pour l'auteur, c'est la mobilisation de femmes et d'hommes qui permet de porter les revendications féministes, la révolte individuelle se trouvant impuissante face à l'injustice. Il faudra attendre en France 1974 pour que soit créé un Secrétariat d'État à la condition féminine, cette institutionnalisation apparaissant moins comme un point de départ qu'un aboutissement.

De l'homme et de son avenir. Ivan Jablonka en arrive à l'analyse de l'homme « en ses aliénations » au travers de ses angoisses qui n'en finissent pas depuis Rome et aborde les questions de souffrance dans l'éducation au travers du genre, de l'effacement du père et des diverses pathologies qui poursuivent les hommes comme l'agressivité, les multiples violences qu'ils génèrent, des viols aux féminicides. Parallèlement, il soulève les problèmes de discrimination au travail que rencontrent les femmes, de charge mentale et de stéréotypes de genres auxquels elles ont à faire face. Enfin, l'auteur aborde la question actuelle (?) du déclin de la virilité en analysant sa lente érosion subie à la fois par les guerres (celle de 14 : 9 millions d'hommes tués) et des fermetures d'usine aux délocalisations montrant avec son cortège de chômeurs l'humiliante usure des corps, tandis que la disparition de la virilité se manifeste jusqu'au sein du couple. La femme « libérée » n'a plus réellement besoin d'un homme, ce qui le conduit à envisager le crépuscule du père de famille. Aussi, pour comprendre et trouver une justice de genre et des masculinités de non-domination, l'auteur regarde du côté du pouvoir et de la démocratie au service des femmes comme facteur déclenchant de l'égalité. Il invite à « dérégler le patriarcat », avec l'idée de désobéissance de genre, de masculinités et de transgressivité contre la « virilité abusive ». Le programme est à l'infini. Peut-être aura-t-il manqué à Ivan Jablonka dans son réquisitoire, au-delà de ses analyses consciencieuses mais justes, une démarche plus radicale.
On l'aura compris, les hommes ont à la fois beaucoup à perdre de pouvoir, et beaucoup à gagner d'égalité : « Le début de l'égalité commence par la fin des privilèges. » Tous et toutes ont à gagner la liberté.

Alain Eludut
Groupe Pierre Besnard

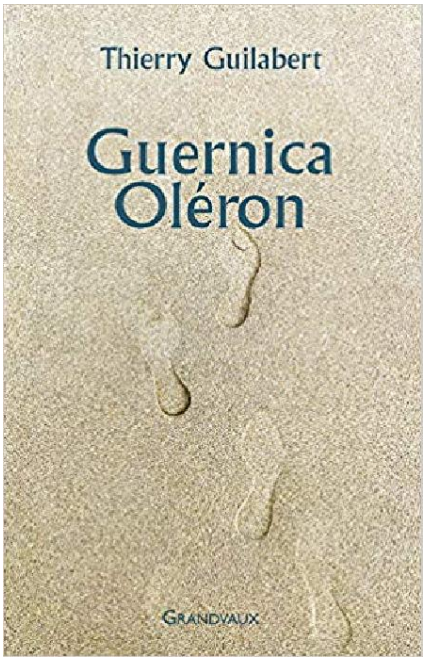
Ivan Jablonka *Des hommes justes*, Éditions du Seuil, 2019

Le ML a lu et écouté. Le ML a aimé

GUERNICA OLÉRON

C'est un beau roman, c'est une belle histoire, mais cela n'a rien d'une romance d'aujourd'hui… En effet, *Guernica Oléron* de Thierry Guilabert démarre en mars 1937 sur les collines d'Elexalde, un petit village basque espagnol situé à quelques kilomètres de Gernika, « capitale spirituelle » des basques.

Il met en scène deux frères jumeaux nés en 1925 qui en sont natifs, Adéi et Aitor, né cinq minutes avant lui, ce qui lui confère le titre de « maître supérieur » à son petit frère de par sa position fœtale… Ils grandissent entre un père autoritaire, bien assis sur son pouvoir patriarcal, une mère plus compréhensive et une grand-mère comme on en a tous rêvé. Les premières pages du livre nous entraînent dans l'univers de son enfance qui se déroule dans ce pays sauvage rythmé par les jours de marché et ce, jusqu'au mois de mars 1937, où l'Espagne se transforme sur fond de guerre civile tandis qu'on sent le pire approcher, un fameux 26 avril et qui laissera de Guernica l'image d'un paysage d'apocalypse et de dévastation.



Le héros du livre, Adéi nous raconte ces heures d'horreur du haut de ses douze ans, son sauvetage inespéré ainsi que celui de son frère, puis leur embarquement sur un navire avant l'arrivée des troupes de Franco dans la ville. Leur voyage épouvantable, leur découverte de la mer tandis qu'ils aboutissent en tant que réfugiés dans une colonie de vacances sur l'île d'Oléron. Dans la seconde partie du livre, Adéi nous raconte son détachement du groupe, ses errances dans cette île magique de l'océan Atlantique et sa rencontre avec un personnage atypique qui va le transformer et l'aider à s'émanciper de l'autorité de son frère aîné. Mais cette nouvelle liberté durera-t-elle et surtout réussira-t-elle à soigner les souvenirs cuisants de la guerre et la nostalgie de la terre natale ?
C'est ce que nous invite à découvrir Thierry Guilabert, dans un style empreint d'une sensibilité à réveiller en nous une émotion primaire, tandis que son héros repoussera le plus loin possible l'instant de quitter ce petit paradis après avoir connu l'enfer… Une merveille d'écriture.

Patrick Schindler
groupe Botul

Thierry Guilabert, Guernica Oléron, éd. Grandvaux, 15€
Disponible à la Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

20 CHANSONS OPTIMISTES POUR EN FINIR AVEC LE FUTUR.

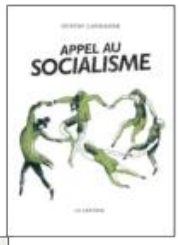
Les Ludwig Von 88, groupe majeur de la scène alternative des années 80 sortent, dix huit ans après La révolution n'est pas un dîner de gala, un onzième album studio. Du Punk, mais du Punk aux rythmes enjoués et festifs. Des textes engagés, graves, drôles ou pleins de colère. Un son de qualité et des paroles audibles. Des Ludwig en forme qui raviront les passionnés et plairont aux amateurs naissants. Si vous hésitez encore, la pochette du vinyle est de grande qualité, on découvre à l'intérieur un livret et des dessins pour illustrer les textes.

Chris
gr La Rue Râle de la FA

Les Ludwig Von 88, *20 chansons optimistes pour en finir avec le futur*. Disponible en vinyle, cd ou mp3

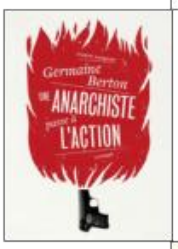
Les dernières nouveautés de la librairie Publico

À nulle autre pareille pourrait être la révolution à venir.
Chroniques (2016-2019)
d'André Bernard
Éditions Atelier de Création Libertaire
240 pages 9 euros



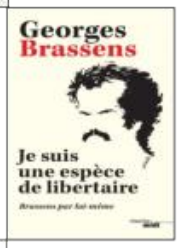
Appel au Socialisme
de Gustav Landauer
Éditions La Lenteur
228 pages 16 euros

Germaine Berton. Une anarchiste passe à l'action
de Frédéric Lavignette
Éditions L'Échappée
284 pages 24 euros



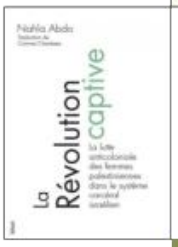
Hommage à la révolution espagnole
Les Amis de Durruti dans la guerre civile espagnole 1936-1939
de Miguel Amorós
Éditions de la Roue
366 pages 20 euros

Impact. *Visions aériennes d'une zone assiégée avant la montée des eaux*
d'Alex Maclean
Éditions La Découverte
336 pages photo / format grand livre
55 euros



Je suis une espèce de libertaire.
Brassens par lui-même
de Georges Brassens
Éditions du Cherche-midi
168 pages 12 euros

La Révolution Captive.
La lutte anticoloniale des femmes palestiniennes et le système carcéral israélien
de Nahla Abdo
Éditions Blast
286 pages 22 euros



Les Pirates expliqués aux enfants, petits et grands
de William Blanc & Thierry Guitard
Éditions Libertalia
88 pages couleur 10 euros

Le sexe du capitalisme. *« Masculinité » et « féminité » comme piliers du patriarcat producteur de marchandises*
de Roswitha Scholz
Éditions Crise & Critique
468 pages 18 euros

Manuel réglementaire de l'anarchisme
de J.-M. Traimond
Éditions Atelier de Création Libertaire
144 pages 8 euros

Moi, Clément Duval anarchiste & bagnard
Éditions établie par Marianne Enckell
Éditions Nada
286 pages 19 euros

Un Paris révolutionnaire.
Emeutes, subversions, colères
Sur une idée de Claire Auzias
Les Éditions Libertaires
412 pages, nombreuses illustrations
35 euros

Vous voulez acheter un ou plusieurs de ces livres ?
- **Commandez par correspondance** avec paiement par chèque (total du prix des livres + 15% pour le port) le tout adressé à :
Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris.
- **Passez directement à la librairie !**Du mardi au vendredi : 14h-19h30 le samedi 10h-19h30 et le dimanche 14h-19h30.
- **Ou commandez sur le site :** www.librairie-publico.com

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 PARIS

TOUJOURS EN MOUVEMENT
Groupe itinérant
ligue.desjustes@federation-anarchiste.org

02 AISNE
- *Groupe Kropotkine C/O Athénée libertaire* 8 rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
kropotkine02@riseup.net
Athénée Libertaire Le Loup Noir & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Permanence : 1er, 3ème et 5ème jeudi du mois de 18h à 21h
Athénée Libertaire L'Etoile Noire & Bibliothèque Sociale
5, rue Saint-Jean 02000 LAON
Permanences : tous les lundis de 15h à 19h et tous les premiers samedis du mois de 16h à 20h

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE
- *Liaison Metchnikoff* metchnikoff@federation-anarchiste.org

07 ARDECHE
- *Groupe d'Aubenas.* *fa-groupe-daubenas@federation-anarchiste.org*

09 ARIEGE
- *Liaison Ariège* ariege@federation-anarchiste.org

12 AVEYRON
- *Liaison Ségala Aveyron* segala-aveyron@federation-anarchiste.org
- *Liaison Sud Aveyron* sud-aveyron@federation-anarchiste.org
- *Liaison Millau* jrav@riseup.net

13 BOUCHES DU RHONE
- Groupe Germinal. groupe-germinal@riseup.net
- *Liaison La Ciotat.* la-ciotat@federation-anarchiste.org

14 CALVADOS
- *Groupe Sanguin de Caen* groupesanguinfa14@laposte.net

16 CHARENTE
- *Liaison Charente* charente@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE MARITIME
- *Groupe « Nous Autres » 35 Allée de l'angle Chaucre 17190 St Georges d'Oléron ou* nous-autres@federation-anarchiste.org

20 CORSE
- *Liaison Corsica corse@federation-anarchiste.org*

21 COTE D'OR
- *Groupe « La Mistoufle »* Maison des Associations Les Voix sans Maître Boîte BB8 2, rue des Corroyeurs, 21 068 DIJON Cedex ou lamistoufle@federation-anarchiste.org

22 COTES D'ARMOR
- *Liaison Jean Souvenance* souvenance@no-log.org

23 CREUSE
- *Liaison Granite* liaison-granite@federation-anarchiste.org

24 DORDOGNE
- *Groupe Emma Goldman – Périgueux* perigueux@federation-anarchiste.org

25 DOUBS
- *Groupe Proudhon* c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
ou groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
- *Groupe anarchiste solidaire* c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex ou groupe-anarchiste-solidaire@federation-anarchiste.org
- *Liaison Nord-Doubs* liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

26 DROME
- *Groupe « la rue râle »* la-rue-rale@riseup.net

28 EURE ET LOIR
- *Groupe Le Raffüt* fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
- *Groupe Le Ferment* leferment@federation-anarchiste.org

30 GARD
- *Groupe Gard-Vaucluse* groupe-dugard@federation-anarchiste.org

31 HAUTE GARONNE
- *Groupe de Toulouse* *toulouse@federation-anarchiste.org*

32 GERS
- *Liaison Anartiste 32* anartiste32@federation-anarchiste.org

33 GIRONDE
- *Cercle Barrué c/o Athénée libertaire 7 rue du Muguet 33 000 Bordeaux cerclelibertairejb33@riseup.net*
- *Groupe Nathalie Le Mel* nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

34 HERAULT
Groupe Montpellier-Hérault montpellier@federation-anarchiste.org

35 ILLE ET VILAINE
- *Groupe La Sociale.* c/o local « La Commune », 17 rue de Châteaudun 35000 rennes
ou contact@falasociale.org
- *Liaison LACINAPSE* liaison-lacinapse@federation-anarchiste.org
- *Liaison Redon* redon@federation-anarchiste.org

37 INDRE ET LOIRE
- *Liaison Libertalia* libertalia@federation-anarchiste.org

38 ISERE
- *Groupe de Grenoble* *fagrenoble@riseup.net*

40 LANDES
- *Groupe Euskal Herria – Bayonne* euskal-herria@federation-anarchiste.org

42 LOIRE
- *Groupe Makhno* Bourse du Travail Salle 15 bis Cours Victor Hugo 42028 Saint Etienne cedex 1 ou groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE ATLANTIQUE
- *Liaison de Saint-Nazaire* saint-nazaire@federation-anarchiste.org
- *Groupe Déjacque* dejacque@federation-anarchiste.org

45 LOIRET
- *Groupe Gaston Couté* *groupegastoncoute@gmail.com*

46 LOT
- *Liaison Lot-Aveyron* *liaison-lot-aveyron@federation-anarchiste.org*
Actif dans la région de Figeac (Lot)/Villefranche de Rouergue (Aveyron)/ Decazeville (Aveyron) /Maurs (Cantal)

50 MANCHE
- *Groupe de Cherbourg* cherbourg@federation-anarchiste.org *ou facherbourg@riseup.net*

51 MARNE
- *Liaison Reims* reims@federation-anarchiste

53 MAYENNE
- *Liaison Stilgar* stilgar@federation-anarchiste.org

54 MEURTHE ET MOSELLE
- Groupe Emma Goldman de Nancy emma-goldman@federation-anarchiste.org

56 MORBIHAN
- *Groupe Lochu Ferrer.* c/o Maison des associations 31, rue Guillaume Le Bartz 56000 VANNES ou groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE
- *Groupe de Metz* c/o Association Culturelle Libertaire BP 16 57645 Noisseville
ou groupedemetz@federation-anarchiste.org
- *Groupe Jacques Turbin – Thionville* jacques-turbin@federation-anarchiste.org
- *Liaison Sarrebourg* stirner-sarrebourg@federation-anarchiste.org

60 OISE
- *Liaison Beauvais* scalp60@free.fr

62 PAS DE CALAIS
- *Groupe Lucy Parsons in the Sky* bethune-arras@federation-anarchiste.org

63 PUY DE DÔME
- *Groupe Spartacus* spartacus@federation-anarchiste.org
- *Groupe « Mauvaise Graine »* mauvaisegraine@federation-anarchiste.org

66 PYRENEES ORIENTALES
- *Groupe John Cage* john-cage@federation-anarchiste.org
- *Liaison Pierre-Ruff* pierre.ruff@federation-anarchiste.org

67 BAS RHIN
- *Liaison Bas-Rhin* liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org
- *Groupe de Strasbourg.* groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org

68 HAUT RHIN
- *Groupe du Haut Rhin.* groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org
- *Liaison Colmar - Maria Nikiforova* colmar@federation-anarchiste.org (Entre Colmar et Mulhouse)

69 RHONE
- *Groupe Graine d'anar.*graineda-nar@federation-anarchiste.org
- *Groupe Kronstadt* kronstadt@federation-anarchiste.org
- *Liaison « Juste une étincelle noire »* letincelle-noire@riseup.net

71 SAONE ET LOIRE
- *Liaison « La vache noire »* *vachenoire@federation-anarchiste.org*

73 SAVOIE
- *Groupe de Chambéry* fa73@no-log.org

74 HAUTE SAVOIE
- *Liaison Haute Savoie* haute-savoie@federation-anarchiste.org
- *Groupe Lamotte Farinet* : lamotte.farinet.fa@protonmail.com

75 PARIS
- *Liaison William Morris* william-morris@federation-anarchiste.org
- *Groupe Anartiste* anartiste@sfr.fr
- *Groupe Berneri Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou* jacques.de-la-haye@wanadoo.fr
- *Groupe Salvador Segui* groupesalvadorsegui@gmail.com
- *Groupe Botul Publico 145 rue Amelot 75011 Paris* botul@federation-anarchiste.org
- *Groupe Orage Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou* groupe.orage@gmail.com
- *Groupe « Commune de Paris » Publico 145 rue Amelot 75011 Paris*
ou commune-de-paris@federation-anarchiste.org
- *Groupe Louise Michel Publico 145 rue Amelot 75011 Paris*
ou groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
- Groupe La Révolte *Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou* la-revolte@federation-anarchiste.org
- *Groupe no name.* no-name@federation-anarchiste.org
- *Groupe Pierre Besnard.* pierre-besnard@outlook.fr
Vente du Monde libertaire le dimanche de 10h30 à 12h00 Place des fêtes Paris 19ème.

76 SEINE MARITIME
- *Groupe de Rouen.* c/o Librairie l'Insoumise 128 rue St Hilaire 76000 Rouen
ou rouen@federation-anarchiste.org

78 YVELINES
- *Groupe Gaston Leval* gaston-leval@federation-anarchiste.org

79 DEUX SEVRES
- *Liaison Bakounine* plex-dor@gmail.com

80 SOMME
- *Groupe Georges Morel.* amiens@federation-anarchiste.org

81 TARN
- *Groupe les ELAF elaf@federation-anarchiste.org*

84 VAUCLUSE
- *Groupe Gard-Vaucluse* fa.30.84@gmail.com

85 VENDEE
- *Groupe Henri Laborit* henri-laborit@federation-anarchiste.org

86 VIENNE
- *Liaison Poitiers* poitiers@federation-anarchiste.org

87 HAUTE VIENNE
- *Groupe Armand Beaure* armand-beaure@federation-anarchiste.org

92 HAUTS DE SEINE
- *Groupe Fresnes-Antony* Fresnes-antony@federation-anarchiste.org

93 SEINE SAINT DENIS
- *Groupe Henri Poulaille* c/o La Dionyversité 4 Place Paul Langevin 93200 - SAINT-DENIS
ou groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL DE MARNE
- *Groupe Elisée Reclus Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou* faivry@no-log.org

95 VAL D'OISE
- *Liaison 95* liaison95@federation-anarchiste.org

GROUPE ITINÉRANT
-Liaison Ligue des Justes
ligue.desjustes@federation-anarchiste.org

97 GUADELOUPE
- *Liaison Guadeloupe Caraïbes liaison-guadeloupe-caraibes@federation-anarchiste.org*

98 NOUVELLE CALEDONIE
- *Individuel Albert* nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

BELGIQUE
-Groupe Ici et Maintenant. groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org

SUISSE
-Fédération Libertaire des Montagnes (FLM) rue du Soleil 9 2300 La Chaux-de Fonds Suisse ou flm@federation-anarchiste.org

ANGLETERRE
-Liaison Coventry liaison-coventry@federation-anarchiste.org

Une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités : Le site de La Fédération anarchiste à la page suivante
https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

Le vendredi 8 novembre, un étudiant s'est immolé devant le bâtiment du CROUS, à Lyon. Dans un message, il dresse le constat d'une précarité qui s'étend toujours plus et dans la plus grande indifférence, au nom des politiques néo-libérales. Il dénonce aussi les partis xénophobes qui détournent l'attention des citoyens en excitant les peurs et les divisions. Ce message, à la teneur éminemment politique, le Monde libertaire a voulu le publier en quatrième de couverture, afin d'affirmer le soutien des anarchistes à ce jeune homme, ainsi qu'à toutes celles et ceux que la société a laissé glisser dans la précarité, la survie et le désespoir.

Bonjour

Aujourd'hui, je vais commettre l'irréparable. si je vise donc le bâtiment du CROUS à Lyon. ce n'est pas par hasard, je vise un lieu politique, le ministère de l'enseignement supérieur et la recherche et par extension, le gouvernement.

Cette année, faisant une troisième l2, je n'avais pas de bourses, et même quand j'en avais, 450€/mois, est ce suffisant pour vivre ?

J'ai eu de la chance d'avoir des personnes formidables autour de moi, ma famille et mon syndicat, mais doit-on continuer à survivre comme nous le faisons aujourd'hui ?
Et après ces études, combien de temps devrons nous travailler, cotiser, pour une retraite décente ? Pourrons nous cotiser avec un chômage de masse ?

Je reprends donc une revendication de ma fédération de syndicats aujourd'hui, avec le salaire étudiant et d'une manière plus générale, le salaire à vie, pour qu'on ne perde pas notre vie à la gagner.

Passons à 32 heures de travail par semaine, pour ne plus avoir d'incertitudes vis à vis du chômage, qui conduit des centaines de personnes comme moi chaque année à ma situation, et qui meurent dans le silence le plus complet.

Luttons contre la montée du fascisme, qui ne fait que nous diviser et créer , et du libéralisme qui crée des inégalités.

J'accuse Macron, Hollande, Sarkozy et l'UE de m'avoir tué, en créant des incertitudes sur l'avenir de tous-tes, j'accuse aussi le Pen et les éditorialistes d'avoir créé des peurs plus que secondaires.

Mon dernier souhait, c'est aussi que mes camarades continuent de lutter, pour en finir définitivement avec tout ça.

Vive le socialisme, vive l'autogestion, vive la secu.

Et désolé pour l'épreuve que c'est.

Au revoir